

CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse



Rapport d'activité des services



ODARC

2021

AR CONTROLE DE LEGALITE : 02A-330355736-20220620-356-DE
en date du 28/06/2022 ; REFERENCE ACTE : 356

Sommaire

Activité Administrative

Direction

Conseil d'Administration	p. 7
Bureau	p. 7
Communication	p. 8

SSAGJ Service Sécurité, Administration Générale et Juridique

Gestion des Ressources Humaines	p. 11
Juridique et Moyens Généraux	p. 14
Informatique	p. 16
Sécurité	p. 18

Le Développement agricole

Division Gestion des Instructions

Missions et administration	p. 23
----------------------------	------------

Division Animation des Territoires

Appels à Projet 2021	p. 27
Dispositifs complémentaires	p. 28
Modernisation des exploitations	p. 29

Division Economie Rurale

Missions	p. 31
Actions de filière	p. 31
Plan Ambition	p. 37
Actions spécifiques	p. 46
Mesures PDRC	p. 50
Promotion	p. 52
Suivi de projets	p. 55
Programmes européens	p. 56
Pôles de compétences	p. 58

Division Aménagement Forestier et Rural

Aménagement foncier et forestier	p. 61
Etudes agronomiques et S.I.G.	p. 68
Hydraulique agricole et bâtiments	p. 72

L'Organisme Payeur

Division Engagements

Volumes par mesures	p. 77
Evolutions 2015-2021	p. 78

Division Paiement

Bilan	p. 83
Répartition par mesures	p. 83

Division financière

Pôle comptable	p. 87
Pôle financier et budgétaire	p. 87
Eléments financiers	p. 88

Service Audit

Textes parus	p. 93
Rapports d'audit	p. 95
Suivi programmation/recommandations	p. 97
Missions d'expertise et de conseil	p. 97

Division Contrôle

Qualité et contrôle interne	p. 99
Contrôles réglementaires	p. 101

AR CONTROLE DE LEGALITE : 02A-330355736-20220620-356-DE
en date du 28/06/2022 ; REFERENCE ACTE : 356



AR CONTROLE DE LEGALITE : 02A-330355736-20220620-356-DE
en date du 28/06/2022 ; REFERENCE ACTE : 356

La Direction

Le Conseil d'Administration

En raison des mesures sanitaires et afin d'assurer la continuité du fonctionnement de notre Office, Le Conseil d'Administration de l'ODARC s'est réuni six fois en présentiel et/ou de manière dématérialisée au cours de l'exercice 2021.

CA du 23 Mars 2021

- Rapport Annuel 2020 en matière d'égalité entre les femmes et les hommes
- Débat d'Orientations Budgétaires 2021.

CA du 07 Avril 2021

- Création d'Autorisations de Programme et Crédits de Paiement
- Création d'une Autorisation d'Engagement et Crédits de Paiement
- Affectation d'Autorisations de Programme et d'une Autorisation d'Engagement
- Don de marchandises aux Restaurants du Cœur,
- Budget Primitif Exercice 2021.

CA du 31 Mai 2021

- Approbation de Compte de Gestion 2020,
- Approbation du Compte Administratif 2020,
- Affectation du Résultat d'Exploitation
- Approbation du Rapport d'Activité 2020
- Transfert de la structure Corsic'Agropole à l'ODARC.

CA du 08 Juin 2021

- Approbation de Compte de Gestion 2020
- Approbation du Compte Administratif 2020
- Affectation du Résultat d'Exploitation
- Approbation du Rapport d'Activité 2020
- Transfert de la structure Corsic'Agropole à l'ODARC.

CA du 20 Septembre 2021

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 08 Juin 2021
- Désignation des Membres du Bureau de l'ODARC,
- Désignation des Représentants de l'Office dans Divers Organismes
- Election des membres de la Commission d'Appel

d'Offres et de la Commission MAPA (Marché à Procédure Adaptée)

- Procédure de Passation des Marchés Publics : modification 11 du règlement interne et guide de procédure de la commande publique
- Délégations données au Directeur de l'ODARC en vertu des articles 17 et 19 des Statuts de l'ODARC
- Délégations données au Président de l'ODARC en vertu des articles 17 et 19 des statuts de l'ODARC
- Rémunération du Président de l'ODARC.

CA du 22 Novembre 2021

- Approbation du Procès-verbal du Conseil d'Administration du 20 Septembre 2021
- Création et modification d'Autorisations d'Engagement et de Crédits de Paiement
- Annulation, modification et création d'Autorisations de Programme et de Crédits de Paiement,
- Affectation d'Autorisations de Programme et d'Autorisations d'Engagement
- Provisions pour le financement du compte épargne temps (CET)
- Pertes et créances irrécouvrables : Créances admises en non-valeur
- Apurement des débits des comptes
- Régularisation des comptes 271 et 274
- Approbation du Budget Supplémentaire de l'ODARC pour l'exercice 2021
- Approbation de l'autorisation budgétaire préalable concernant les investissements
- Avenant N°2 à l'Accord Salarial en date du 07 Novembre 2011 relatif à la fourniture de vêtements de travail
- Recherche de financement pour l'année 2022 concernant les actions de sensibilisation menées par les animateurs du débroussaillage légal de l'ODARC au titre du CFM et du PDRC 2014-2020
- Questions Diverses.

Le Bureau

Le Bureau est une instance issue des collèges du Conseil d'Administration. Durant l'année 2021, il s'est tenu à 4 reprises à la fois en présentiel et en distanciel Webex

- Le 11 Février 2021
- Le 26 Avril 2021
- Le 12 Octobre 2021
- Le 22 Novembre 2021

Avec pour objet :

L'analyse des projets d'Installation Jeunes Agriculteur, ainsi que les avenants aux Projets d'installation des Jeunes Agriculteurs

La communication

Les missions

- Se tenir à la disposition des différents services pour un accompagnement stratégique et/ou d'identité visuelle de leurs projets (exemple : accompagnement soutenu de la démarche lignum corsica)
- Se tenir à la disposition du Président en termes de communication de crise, réactivité à l'actualité, rédaction lorsque c'est nécessaire.
- Accompagner les événementiels et les journées terrain en termes de : mobilisation des médias, rédaction des invitations presse, rédaction des dossiers de presse et des communiqués, gestion des interviews sur place
- Suivi et veille médiatique, au niveau des médias régionaux : Corse-Matin, LPB, RCFM, Le journal de la Corse, Paroles de Corse, Isula Muntagna, Alta Frequenza, TV Paese et Via Stella.
- Recherche, études et prospectives sur des sujets transversaux tels que l'autonomie alimentaire, la gestion des bio-déchets, l'urgence climatique.

- Circulation des informations en interne : valorisation des actions, communication sur des événements marquants tels que l'intégration des agents de l'agroenvironnement et pastoralisme ou encore le déménagement en notre sein du Point Info Installation et du Syndicat des Jeunes Agriculteurs.
- Assurer la diffusion des informations réflexives et/ou de la publicité obligatoire, pour les AAP notamment (15 AAP concernés)
- Gérer les annonces publicitaires et insertions presse dans les différents médias en matière de communication institutionnelle
- Suivi et animation du compte Facebook « Agriculture en Corse »
- Gestion administrative et rédactionnelle du site internet

Les faits marquants de 2021

- Relance de la filière caprine, «Capra Corsa, capra Viva», Ponte d'Altiani, avril 2021
- Présentation de l'AAP «Vergers anciens», Luri, avril 2021
- ODARC/CRPF signature de convention Avril 2021
- Plan Ambition, présentation à Sarrola, mai 2021
- Présentation de la création de la Cellule JA mai 2021
- Passation de pouvoir entre les Présidents Lionel Mortini et Dumenicu Livrelli.
- Accompagnement des réunions de concertation sur la thématique «divagation animale»
- Forte communication avec suivi concernant la sécheresse de l'été 2021. Plan de communication



en appui à l'OEHC concernant la diffusion de l'information relative aux restrictions de l'usage de l'eau.

Un certain nombre d'événementiels ont dû être annulés en raison de l'actualité et des restrictions sanitaires :

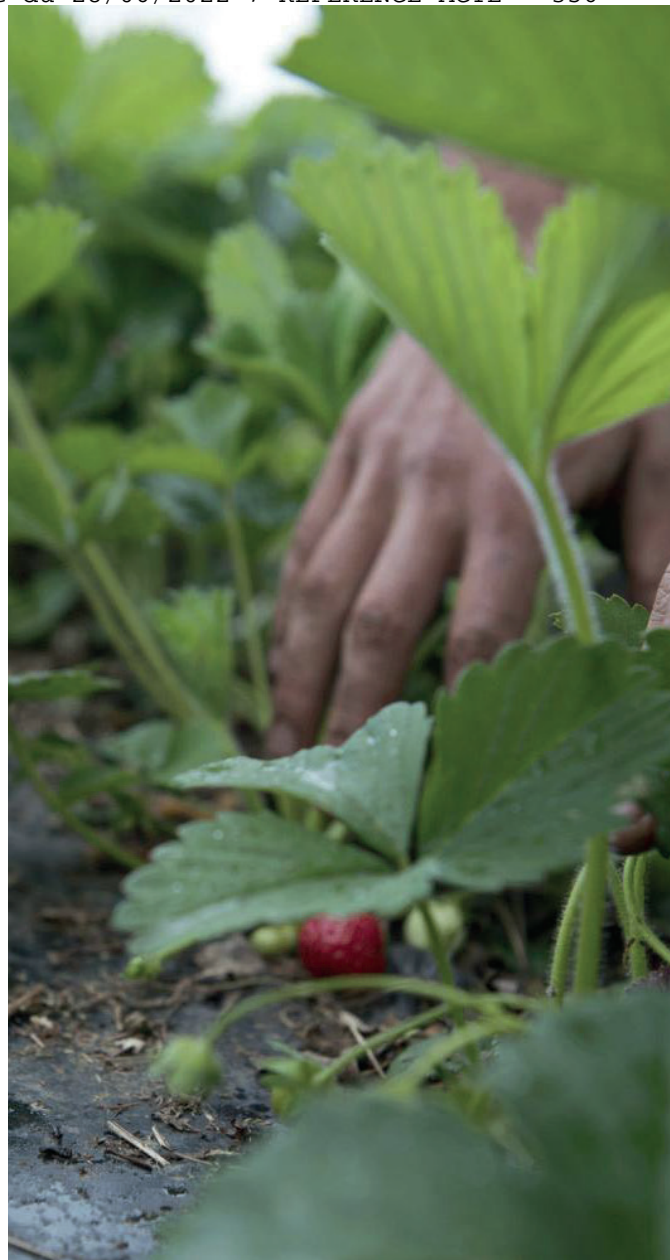
- Mise en lumière du transfert d'agents de l'OEC vers l'ODARC
- Réforme Bovine
- Présentation du Pôle Viande
- Pôle Fourrage à Miglicciaru

Site internet

La refonte, la mise à jour et la rédaction des nouveaux contenus pour proposer un site internet adapté aux attentes et au design actuels ont nécessité plusieurs mois de travail en profondeur, en lien avec les différents services, et avec les prestataires extérieurs concernés. Le nouveau site internet sera opérationnel dès le premier trimestre 2022.

Lingua Corsa

Il est important de noter que les parutions de l'ODARC intègrent la politique linguistique de l'ODARC et le plan « lingua » qui vise à utiliser et intégrer la langue corse et son usage dans l'espace public. Proposition écrite de dynamisation de la langue corse portée par une étudiante Master II en alternance, Faustina RAO, sous l'intitulé : « Amparà, capisce è parlà ». Utilisation de la langue corse dans les messages publicitaires, dynamiser les messages véhiculés par l'ODARC (consommer local, consommer les fruits de sa terre)



Service Sécurité Administration Générale et Juridique

Gestion des Ressources Humaines

Les effectifs généraux

Au 31 décembre 2021, on compte :

- 132 contrats en CDI soit 130.2 ETP
- 11 contrats en CDD (4 contrats pour remplacement de salarié absent, 6 contrats pour surcroît d'activité, 1 Contrat CIFRE) soit 11 ETP

Au cours de l'année 2021, on compte également cinq contrats d'apprentissage dont deux ont pris fin le 31 août 2021 ainsi que huit stagiaires.

L'effectif au 31 décembre 2021 est composé de 69 hommes et 74 femmes. On compte 4 agents qui travaillent à temps partiel dont 2 hommes et 2 femmes.

Effectifs au siège et pour les antennes

Au 31 décembre 2021, on compte :

- Siège social à Bastia 74 (72,4 ETP) agents titulaires, dont 2 agents titulaires mis à disposition (2 ETP), 2 agents titulaires en disponibilité (2 ETP), et 6 CDD pour remplacement et surcroît d'activité (6 ETP)
- Antenne d'Aiacciu, 18 agents titulaires (18 ETP) dont 2 agents titulaires en disponibilité (2 ETP).
- Altiani, 12 agents titulaires (12 ETP), et 5 CDD pour remplacement et surcroît d'activité (5 ETP)
- Antenne d'Ile Rousse, 2 agents titulaires (2 ETP)
- Antenne de Ghisonaccia, 8 agents titulaires (8 ETP)
- Antenne de Vescovato, 6 agents titulaires (6 ETP)
- Antenne de Cargèse, 1 agent titulaire (1 ETP)
- Antenne de Sartène, 2 agents titulaires (2 ETP)
- Antenne de Porto-Vecchio, 4 agents titulaires (4 ETP)
- Antenne de Cateri, 2 agents titulaires (2 ETP)
- Antenne de San-Giuliano, 2 agents titulaires (1,8 ETP)
- Antenne de Murato, 1 agent titulaire (1 ETP)

Entrées au cours de l'année 2021

16 CDD dont :

- 8 CDD pour remplacement de salariés absents

(1 Chef de projet, 1 Rédacteur, 4 Assistants Administratifs, 1 Agent Administratif et 1 Agent Technique.

- 8 CDD pour surcroît d'activité (3 Chefs de projet, 2 Rédacteurs, 1 Technicien et 2 Agents Techniques)
- 2 Contrats d'apprentissage.

Sorties au cours de l'année 2021 :

- 3 CDI (2 départs à la retraite et une rupture conventionnelle).
- 12 CDD dont : 6 pour remplacement de salariés absents (1 Chef de projet, 3 Assistants Administratifs, 1 Agent Administratif et 1 Agent Technique) ; 6 pour surcroît d'activité (1 Chef de projet, 3 Rédacteurs, 1 Assistant Technique et 1 Agent Technique).

Suivi du personnel

- Visites médicales : La Médecine du travail 2A a effectué 8 visites médicales et la Médecine du Travail 2B en a réalisé 40.
- Taux d'absentéisme (maladie et accident du travail) : 8,5%. On peut noter une augmentation du taux d'absentéisme de 2% par rapport à 2020. Celle-ci se justifie par les arrêts de travail dus à la COVID19.
- Absences au travail suite accident de travail : 201 jours.
- Absences au travail suite maladie : 3498 jours (longues maladies et arrêts dérogatoires compris). Le nombre de jours de maladie a augmenté par rapport à l'an dernier notamment en raison de la pandémie liée à la COVID 19.
- Congé longue durée : 2 agents en mis à disposition, trois agents en disponibilité et 2 agents en congé parental.
- Promotion et avancements : 53 agents ont bénéficié d'un avancement ou d'une promotion.

Formation des agents

La cellule repère et analyse les besoins individuels et collectifs en formation en cohérence avec la politique RH de l'ODARC.

Sur les 19 stages retenus en Comité Social et Econo-

mique et les 4 formations supplémentaires, 13 formations ont été suivies, 4 sont en cours de réalisation et 6 n'ont pas été réalisées en raison de besoin de service, d'évolution des besoins de l'agent et de non programmation de session en 2021. Il est prévu d'en reporter 3 sur 2022.

Formations individuelles :

- La formation certifiante « Auditeur qualité interne », avec certification de compétences a été réalisée à Paris pour un coût pédagogique de 2298,75€ financé par le CPF du salarié.
- La formation « Anglais intermédiaire » est effectuée en distanciel pour un coût pédagogique de 1386 € financé par le CPF du salarié.
- La formation « Découverte des systèmes constructifs bois et nouveaux DTU 31.2 » s'est déroulée à Bordeaux pour un coût pédagogique de 1160 €.
- La formation « Formation Maquette Numérique (AUTOCAD - REVIT) » a été réalisée à Aiacchi pour un coût pédagogique de 2400 € financé par le CPF du salarié.
- La formation « Analyse sensorielle des miels : module initiation » a été effectuée à Altiani pour un coût pédagogique de 487,5 €.
- Deux formations complémentaires avec l'Université du Vin ont été réalisées par une salariée : « concevoir une stratégie performante en viticulture - Concevoir un protocole œnologique performant et adapté à ses objectifs » et « Initiation vins de France et facteurs de qualité », en distanciel et en présentiel, pour des coûts pédagogiques de 1200 € pour la première et 210 € pour la seconde.
- La formation « Excel Perfectionnement » a été réalisée à Bastia pour un coût pédagogique de 700 € financé par le CPF du salarié.

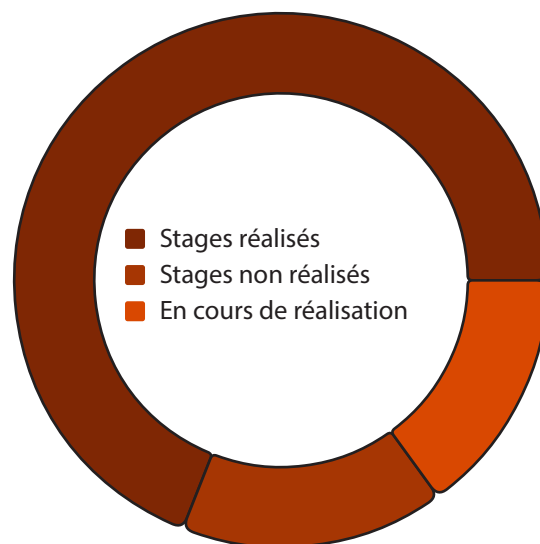
Formations collectives (2 agents ou plus)

- La formation « Anglais débutant » a été suivie à Bastia par deux agents pour un coût pédagogique de 1600 €.
- La formation « Levée du siège mécanisée » a été effectuée par 3 agents à Sartène pour un coût pédagogique de 1134 €.
- Deux formations complémentaires pour deux salariées : « Base de la maîtrise foncière : de la stratégie aux outils » et « Maîtrise foncière appliquée à la préservation de l'agriculture » sont réalisées, en distanciel, pour des coûts pédagogiques de 3 580 € pour la première et 1016 € pour la seconde.

- La formation « Recyclage secourisme - MAC SST » a été réalisée à Altiani par 4 agents pour un coût pédagogique de 700 €.
- La formation CACES® R482 Engins de chantier – expérimenté a été réalisée par 4 agents pour un coût pédagogique de 3000 €.
- La formation « Sensibilisation à la lutte anti-fraude FEADER PDRC 2014-2020 » dispensée en interne a été suivie par 30 agents.

Formations diplômantes

- Une Procédure de Validation des Acquis de l'Expérience (VAE) est en cours de réalisation avec le Service Formation Continue de l'Université de Montpellier, en vue de l'obtention d'un diplôme : « Licence Professionnelle de Gestion de la paie et



du social » pour un coût pédagogique de 1500€.

- Une formation diplômante plus précisément un BTSA Productions animales (PA) est en cours de réalisation par un agent dans le cadre d'un enseignement à distance (EAD) avec AgroSup Dijon, pour un coût pédagogique de 5 687 €.

Au total, au 31/12/2021, 46 agents ont été formés, soit environ 35% des salariés, toutes catégories confondues.

Nombre d'agents par catégorie ayant suivi une formation :

- 2 Chefs de service
- 1 Chef de Division
- 3 Responsables Administratifs/Techniques
- 23 Rédacteurs principaux/Chefs de projet
- 13 Rédacteurs/Techniciens
- 1 Assistant Technique
- 2 Agents Techniques
- 1 Apprenti
- 4 Autres

Les Instances de dialogue social

Durant l'année 2021, la cellule a organisé et effectué le suivi de 6 réunions du Comité Social et Economique.

Le CSE s'est réuni avec pour ordre du jour, des points concernant notamment :

- Le compte rendu détaillé de la gestion financière du C.E. 2020 et le budget prévisionnel CSE 2021.
- Les Activités Sociales, et Culturelles 2021 (CSE, vote des ASC, fêtes de fin d'année (arbre de Noël, cadeaux aux agents, bons cadeaux), revalorisation à titre exceptionnel de la valeur nominale des chèques CAD'HOC NOEL 2021 (hausse plafond de défiscalisation 2021), Billetterie « Western Splash », renouvellement Réseau d'Achat Corse Eco Développement.
- La gestion et le fonctionnement de l'Office : jours de congés exceptionnels 2021, fermeture annuelle de l'ODARC 2021.
- Des questions relevant des ressources humaines telles que : la mise en place de la réorganisation des services de l'ODARC, le transfert d'agents de l'OEC à l'ODARC, le tableau des promotions et avancements 2020, information relative à la mutuelle santé.
- Le Télétravail.
- La dotation vestimentaire fournie par l'employeur, notamment pour les agents d'Altiani.
- Des questions relevant des moyens généraux notamment concernant les bureaux de l'antenne d'Aiacciu, l'état d'avancement des travaux du siège social à Bastia, l'aménagement et l'équipement de la salle de repos du CSE (achat mobilier, matériels divers), l'acquisition d'un coffre-fort et de casiers salle CSE.
- La formation Professionnelle Continue : le bilan de la Formation Professionnelle Continue 2020, le plan de Développement des Compétences 2021.
- Documents réglementaires tel que la BDES 2021.
- Modification de l'accord salarial en date du 07 Novembre 2011 relatif à la fourniture de vêtements de travail : cet avenant vise à faire évoluer les types de vêtements alloués aux agents techniques de la station d'Altiani afin qu'ils soient plus adaptés à leur besoin notamment en tenant compte de la saisonnalité des travaux effectués à l'extérieur à savoir par exemple une veste manches longues alternée une année sur deux avec une veste sans manches. Cet ajustement a entraîné une légère augmentation du montant de la dotation vestimentaire. De plus, cet avenant

permet aux agents technico-administratifs et aux agents techniques ainsi qu'aux chefs de projet et responsables techniques dont les fonctions nécessitent un équipement particulier, de pouvoir opter, s'ils sont déjà détenteurs de chaussures de sécurité, pour des chaussures de marche.

Index d'égalité professionnelle femmes-hommes

Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, la cellule RH et formation élabore le rapport égalité hommes femmes et calcule l'Index conçu pour mesurer l'égalité entre les femmes et les hommes au sein d'une même organisation. Cet Index, sur 100 points, se calcule à partir des 4 indicateurs suivants :

- L'écart de rémunération femmes-hommes
 - L'écart de répartition des augmentations individuelles
 - Le nombre de salariées augmentées à leur retour de congé de maternité
 - La parité parmi les 10 plus hautes rémunérations.
- L'ODARC a obtenu la note globale de 87 points sur 100 à l'index de l'égalité femmes-hommes 2021. Cet excellent résultat est le fruit d'une attention particulière portée à l'égalité professionnelle des femmes et des hommes et qui fait partie des valeurs de l'office.

Faits marquants

- ◇ La mise en œuvre de la nouvelle organisation générale de l'office, validée par délibération n°2020-353 du Conseil d'Administration de l'ODARC en date du 10 décembre 2020, s'est opérée durant l'année 2021 : la Cellule RH a procédé à tous les appels à candidature internes mais aussi externes, aux analyses et entretiens des différentes candidatures, à l'élaboration et à l'application des décisions des agents promus et aux courriers répondant négativement aux candidats non retenus. Cette importante charge de travail s'est répartie tout au long de l'année. Cependant, des appels à candidature sont encore prévus sur l'année 2022 afin de pourvoir certains postes vacants.
- ◇ Transfert du service agro-environnement de l'OEC à l'ODARC : le transfert du service agro-environnement de l'OEC à l'ODARC a été effectif le 1er septembre 2021. Ainsi, 15 agents de l'OEC ont intégré le Service Développement Economique et Coopération de l'ODARC. La Cellule RH a procédé à toutes les démarches administratives liées à leur recrutement. Elle a analysé le positionnement des agents transférés en termes

d'indice, d'ancienneté dans leur échelon, de catégorie d'emploi, d'échelle et d'échelon afin de les repositionner dans la grille salariale de l'ODARC. Il a fallu également les positionner géographiquement dans différentes résidences administratives. Enfin, une gestion spécifique de leurs droits en matière de congés (Congés payés, RTT et CET) a été mise en place par la cellule afin de distinguer ceux acquis à l'OEC et à l'ODARC.

- ◇ Poursuite d'une nouvelle organisation de travail avec le télétravail généré par la crise sanitaire liée à la COVID 19
- ◇ L'année 2021 a encore été marquée par la crise sanitaire liée au COVID 19. Aussi, la Direction et la cellule RH et Formation, ont procédé à diverses notes de service tout au long de l'année précisant les mesures mises en place afin d'assurer une continuité de service. Dans ces différentes notes de service, il a été indiqué, après concertation avec les membres du CSE, que les agents, dont les fonctions permettent la mise en œuvre du Télétravail sans que cela n'altère la qualité de leur travail, peuvent exercer leur activité par le biais de ce dispositif un nombre de jours par semaine évalué selon l'état de la situation sanitaire. Cela a pu varier de 1 à 4 jours par semaine en fonction du taux d'incidence épidémique plus ou moins fort en région Corse. La Cellule RH a été ainsi en charge des plannings établis et transmis par les chefs de service et de division.
- ◇ Dans le cadre de la continuité de l'activité en présentiel, il a été demandé durant l'année 2021, de ne pas relâcher les gestes barrières : port du masque, mesures d'aération/ventilation des locaux, règles de distanciation, limitation des rassemblements, ces derniers ayant un impact très fort sur la circulation du virus. Les réunions en audio ou en visioconférence ont été privilégiées. Lorsqu'elles se sont tenues en présentiel, elles ont été réalisées dans le respect des gestes barrières. Enfin, il a été rappelé à plusieurs reprises l'existence de l'application «TousAntiCovid» et l'intérêt de son activation pendant les horaires de travail.

Juridique et moyens généraux

L'assistance juridique

La cellule juridique et moyens généraux de l'ODARC réalise une mission de conseil auprès des services et divisions de l'établissement, porte son assistance à

la rédaction de projets, conventions, projets de délibération... L'activité déployée fait appel à diverses disciplines du droit : du droit des marchés publics jusqu'au droit rural.

La cellule assure également la gestion des contrats d'assurance touchant aux biens et aux activités des agents au travers des contrats d'assurance en responsabilité civile, dommages aux biens, assurance flotte automobile.

Elle veille à l'application d'une politique de gestion immobilière du patrimoine appartenant à l'ODARC, foncier nu comme bâti, définie par la Direction. Elle participe notamment aux acquisitions, locations ou mises à disposition des biens nécessaires au fonctionnement des services.

Faits marquants

- ◇ Lors du Conseil d'Administration en date du 31 Mai 2021, les membres ont donné un avis favorable sur le transfert de la structure de l'Association Corsic'Agropole vers l'ODARC. C'est dans ce contexte que la cellule juridique a travaillé sur ce dossier en étroite collaboration avec ses avocats.
- ◇ Afin d'assurer la pérennité des travaux expérimentaux au Pôle de compétence d'Elevage et de disposer de la maîtrise du foncier indispensable à la réalisation de ces expérimentations, l'ODARC a souhaité, en 2020, procéder à l'acquisition de nouvelles parcelles de terre qu'elle exploite en sa qualité de locataire sur la commune d'Altiani. Suite à la validation par les membres du Conseil d'Administration de ces acquisitions, la cellule juridique a participé, en collaboration avec les Etudes Notariales chargées des ventes, à la finalisation des actes d'achat.
- ◇ La cellule juridique a travaillé en étroite collaboration avec ses avocats, conseils juridiques externes, sur des consultations relevant du droit public ainsi que du droit privé. Elle a également été en charge des contentieux en cours (en matière de marchés publics et poursuite du contentieux engagé à l'encontre de l'Association La Clé des Champs)

La commande publique

Les règlements délégués de la Commission européenne fixant les seuils de procédure formalisée applicables aux marchés publics et aux contrats de concession à compter du 1er janvier 2020 ont été publiés au JOUE du 31 octobre 2019. Il modifie les seuils de procédure formalisée applicables aux mar-

chés publics, aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs et entités adjudicatrices non soumis au code des marchés publics, aux contrats de partenariat et aux concessions de travaux publics conformément aux règlements de la Commission européenne fixant le montant des seuils européens applicables à compter du 1er janvier 2020.

C'est ainsi, qu'en 2021, les seuils demeurent à :

- 214 000 € HT pour les marchés publics de fournitures et de services des collectivités territoriales
- 5 350 000 € à HT pour les marchés publics de travaux et les contrats de concessions.

Le décret relevant le seuil en dessous duquel les candidats à un marché public sont dispensés de publicité et autres formalités administratives a été publié au Journal officiel le 13 décembre 2019.

Ce décret qui relève le seuil de dispense de procédure pour la passation des marchés publics à 40.000 euros HT à compter du 1er janvier 2020, n'a pas évolué en 2021.

En 2021, la cellule juridique a principalement été sollicitée en matière de commande publique et a procédé au lancement de 10 consultations pour les besoins des services de l'ODARC : 9 marchés de fournitures et services et 1 marché de travaux

Un marché public a été passé concernant le renouvellement en location de la flotte automobile. Cependant, en raison de la crise sanitaire liée à la Covid19, les véhicules commandés n'ont pas pu être livrés dans les délais. Aussi, la cellule a été chargée de proroger auprès de l'UGAP les contrats de location en cours.

Elle a également procédé à de nombreuses consultations pour faibles montants (inférieurs à 40.000€ HT) et a établi les bons de commande correspondants pour engagement comptable.

Faits marquants

- ◇ Les travaux de réhabilitation énergétique avec un objectif BBC rénovation du siège social de l'ODARC dont le marché avait été lancé en fin d'année 2019 se sont poursuivis durant l'année 2021. Le dossier de demande de financement déposé auprès de l'Agence d'Aménagement durable, d'Urbanisme et d'Energie a fait l'objet d'une Convention attributive de subvention pour un montant total de 748.538€.
- ◇ Les travaux consistant en la surélévation du bâtiment du siège social (création d'une salle de réunion et de 7 bureaux) et sur l'aménagement du parking situé à l'arrière du bâtiment se sont poursuivis.

- ◇ Suite à l'acquisition par l'ODARC des locaux appartenant à la SITEC et situés Avenue Paul Giacobbi à Bastia, il a été lancé un marché de travaux relatif à l'aménagement de ces bureaux et à la création d'une passerelle de liaison entre le bâtiment Plein Sud et le bâtiment principal de l'Office.

Les moyens généraux

Il s'agit de fournir à l'ensemble des agents les moyens matériels leur permettant d'accomplir leurs missions dans de bonnes conditions. Dans ce cadre, la cellule met en place et assure le suivi des marchés publics relatifs aux fournitures administratives, aux véhicules, mais aussi à l'obtention des prestations de sécurité indispensables à la maintenance et à la protection du patrimoine de l'Office. Elle assure également le service d'accueil physique et téléphonique des usagers.

Faits marquants

- ◇ L'épidémie de COVID-19 a contraint les entreprises à adapter leur fonctionnement et à réorganiser leur travail, notamment en fonction des recommandations et des obligations sanitaires communiquées par le Gouvernement. C'est dans ce cadre qu'une salariée en charge des moyens généraux, désignée référent COVID a poursuivi ses missions durant l'année 2021 : faire un état des lieux régulier de la situation ; s'assurer que les fournitures nécessaires au respect des consignes sanitaires sont disponibles et attribuées au personnel (masques, gels hydro-alcooliques, mouchoirs en papier...) ; déployer les gestes barrières face à des situations exceptionnelles : attroupements, nouveaux cas ; donner les consignes pour l'application des gestes barrières ; s'assurer des dispositions concernant le nettoyage régulier des locaux ; mettre à disposition des flacons de gel ou de solution hydro-alcoolique dans les lieux fréquentés et à proximité des surfaces de contact ; dans le cas d'une utilisation partagée de véhicule, donner les consignes de désinfection des surfaces de contact entre utilisateurs et mettre à disposition des conducteurs des lingettes désinfectantes et du gel ou solution hydro-alcoolique ; s'assurer de la sensibilisation des collaborateurs de l'ODARC au respect des gestes barrières et à la mise en œuvre des mesures de préconisations ; apporter tout soutien et assistance aux salariés dans leur mission en lien avec l'épidémie de Covid-19,
- ◇ Les équipements de sécurité ont été renouvelés pour les salariés bénéficiaires de cette dotation.

- ◇ Dans le cadre du transfert des 15 agents du service pastoralisme de l'OEC vers l'ODARC, la cellule moyens généraux a eu en charge l'installation de ces salariés aussi bien au siège social que dans les différentes antennes (transfert des baux de location, acquisition puis installation des nouveaux mobiliers et équipements, transfert des contrats de location des véhicules affectés...)
- ◇ Au niveau des travaux réalisés au siège social, la cellule a géré le rangement ainsi que les déménagements des mobiliers et des équipements.

L' informatique

Système et réseau

Infrastructures

L'équipe "Système et Réseau" a finalisé en 2021 le changement de l'infrastructure de virtualisation, passant à une solution dupliquée entre 2 datacenters situés à Bastia et Aiacciu et relié par 2 fibres optiques dédiées aux locaux ODARC.

Cette nouvelle infrastructure a permis :

- De sécuriser les données du site d'Aiacciu (auparavant stockées sur un serveur simple non dupliqué)
- De migrer les machines virtuelles de l'infrastructure en Windows Server 2019 (contrôleurs de domaine, serveurs de fichiers, applications métier, serveurs d'administration, Remote Desktop)
- De présenter un nouveau Plan de Reprise d'Activité avec des temps de remise en production réduits
- De répondre aux recommandations de la Commission Européenne concernant la nécessité d'une distance minimale entre les centres de données de l'Organisme Payeur.

Mais cette partie de l'activité a également impliqué

- Participation, sur le volet informatique, au suivi des travaux de rénovation du siège social concernant les futurs équipements et le câblage.
- Installation de 2 nouveaux sites ODARC suite à l'intégration à l'Office des agents pastoraux : installation d'un copieur sur chaque site, commande et installation d'une ligne MPLS pour chaque site, installation et configuration d'un serveur (impression, sauvegarde, partage), installation réseau (câblage, switch, onduleur)
- Réaménagement du site de Porto-Vecchio suite à l'augmentation du nombre d'agents (arrivée des agents pastoraux) : câblage du site, évolution du

système de téléphonie vers une solution IP, rajout de postes fixes.

- Réaménagement de la salle informatique principale de Bastia : mise hors fonction et retrait de la baie de l'ancienne infrastructure de virtualisation, rapprochement des baies pour rendre la salle plus fonctionnelle, déplacement et regroupement des routeurs télécoms.

Réseau

- Modification de la configuration RADIUS d'une authentification par adresse MAC à une authentification par certificat au siège de Bastia.
- Re-paramétrage des imprimantes sur leur vlan dédié au siège de Bastia.
- Intégration des 2 datacenters distants au réseau local ODARC pour la production, l'administration et le monitoring à distance.

Marchés Publics

- Élaboration des pièces nécessaires au passage du marché de renouvellement des postes de travail utilisateurs des années 2015 et 2016.
- Sourcing et élaboration des besoins pour les futurs marchés et changements retardés par la crise sanitaire.
- Renouvellement de la flotte mobile de l'ODARC et de son système de gestion (86 lignes), migration des lignes des agents pastoraux de l'OEC vers l'ODARC.

Matériels & logiciels

- Remplacement batteries onduleur Vescovato.
- Suivi du planning de maintenance (avec contrat) pour le système anti-incendie de la salle informatique principale.
- Remplacement de 55 ordinateurs avec bases de connexions.
- Intégration des postes de travail des agents pastoraux.
- Mise en place du logiciel cadastre avec mises à jour en 2021 aux agents en RemoteApp.
- Maintenance matérielle et logicielle des serveurs, appliances, postes utilisateurs (module contrôleur, disques durs HS, pannes, mises à jour Windows...).

Gestion courante, support

- Gestion des commandes, retours, garantie.
- Mise au rebus de matériels divers devenus obsoletés ou en panne hors garantie.
- Déménagements de bureaux dus aux travaux.
- Assistance aux utilisateurs.
- Gestion des pannes, incidents (4 incidents).

Protocole de gestion de crise suite à la crise sanitaire

- Application du protocole de gestion de crise suite à la crise sanitaire : remise en service des ordinateurs en stock pour le télétravail des agents ; commande de liaison VPN de connexion sécurisée et mise en place chez les agents à distance ; gestion quotidienne du télétravail ; déploiement des process logiciels nécessaire au télétravail

Applications métiers

- Analyse et choix techniques.
- Préparation des serveurs dédiés à l'exploitation du nouveau logiciel métier de l'ODARC.

Sécurité

- Mises à jour et rédaction de documents (procédures, guides, inventaire) dans le cadre de la préparation et de la participation à l'audit européen relatif à la sécurité des systèmes d'information (SSI).
- Améliorations à la suite des recommandations émises dans le rapport de l'auditeur externe PWC sur la SSI et suivi avec la C3OP.
- Suivi des vulnérabilités.

Ressources Humaines

- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (commandes de matériels informatiques, création de comptes, téléphones, habilitations). Intégration des agents pastoraux.
- Participation aux étapes de recrutement du nouveau développeur.

Logiciels métiers

ASP – Outils de la future PAC

Participation aux réunions hebdomadaire ASP – ODARC pour l'élaboration des outils de la future PAC. Elaboration des cahiers des charges, participation aux tests bilatéraux et développement des outils ODARC pour interconnexion entre nos plateformes sur les projets suivants :

- Projet RCIPAC (Répertoire Commun des Individus de la PAC),
- Projet RefPAC (Référentiel de la PAC),
- Projet SYNAPSE (Rapports de la performance et des indicateurs de la PAC)

Outil du service instructeur : 4D gestion

De nombreux développements ont été réalisés dans la base de gestion 4D, l'application gérant l'instruction d'une demande d'aide publique de la part d'un bénéficiaire :

- Nouvelles fonctionnalités pour la cellule Jeunes Agriculteurs (JA),

- Nouvelles alertes dossier pour la cellule JA,
- Création de nouvelles habilitations / droits avec la nouvelle réorganisation ODARC : nouvelles cellules (JA, PAC, ...), divisions et services ...
- Nouvelles alertes pour le service Développement Territorial
- Nouvelle fonctionnalité sur les projets JA : mécanisme des pièces manquantes utilisé lors des relances courriers

Elaboration du nouvel outil MVA WEB

Le nouvel outil MVA WEB est en cours de conception. Il permet de fusionner l'outil du service instructeur 4D et l'outil de la gestion financière MVA. Il permettra de bâtir sur un socle unique une application durable et évolutive.

Cela inclut la reprise des fonctionnalités existantes des deux outils et ajout de nouvelles fonctionnalités :

- Interconnexion avec les outils de la prochaine PAC,
- Interconnexion avec les données INSEE des personnes physiques et morales

Le taux d'avancement du projet est de 85%

Divers

- Améliorations logiciel de l'application « courrier entrant »
- Support logiciel aux agents
- Gestion courante des arrivées, départs et mutations des agents (habilitations / droits dans les outils, création de compte)

Développements des applications métiers

4D Gestion

Plus de 200 demandes d'utilisateurs ont été traitées en 2020. Des développements ont été réalisés dans la base de gestion 4D, l'application gérant l'instruction d'une demande d'aide publique de la part d'un bénéficiaire :

Nous avons également travaillé à l'amélioration de la GED, à l'amélioration des alertes pour les agents, à la mise en place de nouveaux outils pour mieux communiquer avec MVA, avec correction des anomalies et optimisation de la performance.

Création de nouveaux logos pour les modèles des conventions,

Céation d'un manuel d'utilisation pour 4D et MVA

Au dernier trimestre 2019 une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage a été lancée et a été attribuée à la société de services CGI pour la création d'un manuel fonctionnel d'utilisation des outils « 4D Gestion » et « MVA » :

- Consolidation de la documentation existante effectuée par l'ODARC,
- Organisation des entretiens entre les chefs de division de l'ODARC et CGI,
- Grande disponibilité de l'ODARC afin de fournir les éléments demandés par CGI : impressions d'écran, annexes et réponses aux interrogations de CGI.

Participation au Groupe de Travail « individus et référentiels »

Dans le cadre de la mise en œuvre du logiciel OSIRIS pour la nouvelle programmation 2021 – 2027 des groupes de travail ont été constitués. La cellule informatique de l'ODARC participe au « GT Individus et référentiels », groupe de travail organisé par l'Agence de Services et de Paiement (ASP). L'objectif de ce groupe de travail est la création du cahier des charges du Référentiel Commun des Individus de la Politique Agricole Commune (RCIPAC). Le but est de concevoir une plateforme unique des tous les bénéficiaires de la PAC de France. Toutes les Autorités de Gestion (AG) et les Organismes Payeurs (OP) de France devront mettre en commun leurs « Données Bénéficiaires » afin de mieux partager ces informations.

L'ODARC a participé à des réunions hebdomadaires en visioconférence avec les acteurs de l'ASP. Ces ateliers conçus en méthode AGILE ont permis de finaliser la rédaction du cahier des charges et les développements informatiques du RCIPAC.

Au dernier trimestre 2020 une première interconnexion entre l'ODARC et le RCIPAC a été réalisée. Elle a permis de réaliser les premiers tests de base entre les deux entités.

L'année 2021 a permis d'effectuer l'intégralité des tests afin de vérifier le bon fonctionnement de l'outil et de procéder également à l'initialisation des données bénéficiaires dans l'outil.

Etude : reprise informatique de « 4D Gestion » et « MVA »

4D Gestion et MVA sont les outils de l'instruction et de l'OP de l'ODARC. L'objectif est de remplacer ces outils vieillissants par une nouvelle application plus performante et correspondant mieux aux besoins des utilisateurs.

Au premier trimestre une étude en interne a été menée. La première tâche a consisté à recenser les besoins et les fonctionnalités à conserver dans le nouvel outil.

Ensuite il a fallu étudier quelle technologie informatique utilisée afin de concevoir une architecture cohérente et capable d'évoluer dans le temps.

Enfin une fois ce socle défini, les fonctionnalités existantes ont été découpées en modules et des priorités de développement informatique ont été définies :

- Export des données des anciens outils : P1
- Module bénéficiaire : Priorité 2
- Module dossier : Priorité 3
- Module GED : Priorité 4
- Module Outils: Priorité 5 (alertes sur les dossiers, outil d'extraction des données, outil de recherche, outil de saisie de décisions, outil pour concevoir des modèles de courriers, lettres et conventions)
- Module MVA : Priorité 6 (données financières telles que les certificats de paiement, le suivi des paiements, les mandats, les arrêtés...)

Développement informatique du nouvel outil « MVA web »

Une fois les études finalisées, les développements informatiques ont pu débuter dans l'ordre des priorités définies au préalable.

Un nouvel environnement (serveur CentOS + base de données) a été préparé et paramétré pour recevoir MVA WEB.

Les modules de priorité 1, 2, 3, 4 et 5 ont été développés et sont terminés à 90%. Ces modules correspondent aux fonctionnalités de l'outil de l'instruction « 4D Gestion ». Ils seront complètement finalisés à l'aide des données comptables et financières du module de priorité 6.

2021 a permis de développer les fonctionnalités de l'outil de l'OP : MVA.

Sécurité

La réglementation communautaire impose à compter du 16 octobre 2016, que la sécurité des systèmes d'information soit certifiée conformément à la norme ISO 27001: systèmes de management de la sécurité de l'information – exigences (ISO).

Elle permet de déroger à ce principe pour les organismes payeurs dont les dépenses annuelles ne dépassent pas 400 millions d'euros. Pour ces organismes, l'État membre peut choisir entre trois normes énumérées par le règlement (UE) n°907-2014.

La France a opté pour la norme de l'Organisation internationale de normalisation « code de bonnes pratiques pour la gestion de la sécurité de l'information (ISO), n°27002 version 2013 (dite « ISO 27002 : 2013 »).

L'ODARC utilise les applications ISIS (pour le SIGC) et OSIRIS (pour le HSIGC) qui sont développées, exploitées et maintenues par l'ASP. La sécurité de

ces systèmes a été évaluée conformément à la norme ISO 27001. La certification ISO 27001 a été obtenue par l'ASP pour le système de management de la sécurité informatique (SMSI) assurant la chaîne de gestion des aides agricoles du 1er pilier (FEAGA) et du 2ème pilier (FEADER) pour ses sites principaux et secondaires en date du 15 décembre 2016, avec un certificat couvrant la période du 14/12/2016 au 13/12/2019.

Un audit de suivi de la certification ISO 27001 a été mené par le laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) du 23 au 29 novembre 2017. Le rapport a été transmis à la CCCOP le 18/01/2018: il confirme la conformité des SI à la norme.

Fait marquant :

Suite à l'audit sur la Sécurité des Systèmes d'Information de l'Office, réalisé par une société externe en Octobre 2019, missionnée par la Commission Européenne dans le cadre de l'apurement des comptes du FEADER-ODARC, un suivi des recommandations, observations et possibilités d'amélioration a été effectué par la C3OP.

L'enquête n'a donné lieu à aucune correction financière.

C'est ainsi que pour l'exercice 2021, l'ODARC maintient dans ce domaine, une note moyenne de 3,3 sur une échelle de 5, ce qui correspond à une situation dans laquelle le processus de sécurité est documenté, normalisé et intégré dans le processus standard de l'organisation.



Le développement agricole



Gestion des instructions

Missions

La Division Gestion des Instructions assure le traitement administratif des Projets et des Mesures issues du PDRC et de toutes autres programmations et dispositifs, ainsi que :

- Traitement des lettres d'intention de projets individuels ou collectifs
- Traitement administratif des demandes d'aides des appels à projets
- Traitement informatique (MVA, 4D, OSIRIS)
- Relation avec les prestataires de service chargés des pré-études
- Conformité des projets reçus
- Organisation des bureaux
- Traitement des demandes d'aides
- Préparation des Pré-Corepa selon les recommandations de l'autorité de gestion
- Constats de service fait et constats d'installation
- Mise en œuvre de tableaux de bord d'activité
- Archivage des dossiers dans leur totalité (instruction et paiement) sous format papier et informatique

La division est composée d'un chef de division, d'une adjointe au chef de division, de cinq assistantes de projets et mesures, de trois certificateurs de constat de service fait et constat d'installation et deux archivistes. Elle s'assure de l'éligibilité des demandes et, dans le cadre du développement rural, de la procédure d'attribution des aides, ainsi que leur conformité avec les règles communautaires. Elle s'attache à rendre les documents accessibles et conservés de façon à garantir leur intégrité, leur validité et leur lisibilité dans le temps, y compris pour les documents électroniques au sens des règles communautaires.

Elle gère également une base de données de documentation bibliographique générale consultable tant par les agents de l'ODARC que par les porteurs de projets. Cet outil permet de rendre accessible le savoir dont disposent les services, les divisions, leurs cellules. Ce fond de documentation a vocation à devenir un centre de ressources incontournables à tous les acteurs insulaires pour l'ensemble des domaines d'intervention de l'Office. La Division Gestion des Instructions a adopté une logique de traitement administratif par Territoire. Ce dispositif permet d'identifier, par le biais d'un Territoire donné, la personne ressource pour le

traitement du projet et par la même des mesures afférentes à celui-ci.

Les projets d'installation Jeunes Agriculteurs sont soumis à l'approbation du bureau de l'ODARC.

La validation des mesures s'effectue en Pré-Corepa de programmation et en Conseil Exécutif.

Gestion des dossiers

Intitulé	Courriers	Passages en bureau	Nombre de dossiers créés	Passages en Conseil Ex.	Constats de Service Fait	Constats d'Installation
Nb	2603	83	1429	988	653	58

Suivi des dossiers projets

Nature	Présentés en bureau	Acceptés	Ajournés	Rejetés
Projets JA	59	57	02	00
Avenants JA	24	24	00	00
Total	83	81	01	00

Suivi des dossiers mesures

Mesures PDRC	Intitulé	Nb
1.1	Formation	3
4.1.1	Mise en valeur	98
4.1.2	Exploitations agricoles	380
4.2.1	IAA	2
4.3.1	Aménagement agricole et pastoral	2
5.2	Reconstitution des châtaigneraies	6
6.1	Dotation Jeune Agriculteur	59
6.4	Entreprises rurales (5E et 6A)/diversification	29
7.1.1	Foncier	6
8.5	Opérations de sylviculture	5
8.6	Exploitations forestières	1
Total		591

On compte par ailleurs 397 mesures hors PDRC, HTOP, UP.

Le détail des constats de services faits, à chaque étape, mois par mois, dans chaque micro-région

Constats Services Faits	Pays Bastiais			Castagniccia			Extrême sud			Ouest-Corse			Pays ajaccien			Taravo-Sartenais			Centre Corse			Plaine orientale			Balagne					
	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl	Sur place	Sur pièces	Cl			
Nature	1	1	1	1	0	0	4	0	0	5	1	0	8	0	0	7	3	1	1	2	2	6	4	0	3	1	0			
Janvier																														
Février	4	1	0	6	1	0	4	0	0	5	0	0	10	0	2	2	0	1	0	0	0	7	3	0	0	1	0			
Mars	4	2	0	6	0	1	8	1	0	5	1	1	3	2	3	6	2	1	4	0	0	9	0	0	7	1	0			
Avril	3	0	0	3	0	0	4	0	0	5	1	2	4	2	1	9	2	0	0	1	0	5	0	1	9	0	0			
Mai	1	1	1	4	0	0	8	2	0	0	3	1	2	2	1	4	4	1	2	1	0	7	2	0	9	0	1			
Juin	7	0	2	9	1	2	5	0	0	11	6	0	5	1	2	4	1	0	1	3	2	18	5	1	7	2	1			
Juillet	5	1	0	1	0	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3	2	0	13	1	0	5	1	1			
Août	3	0	0	1	0	0	3	1	0	6	6	1	10	5	0	11	2	0	2	2	0	6	5	0	2	0	1			
Septembre	2	0	0	2	1	0	3	0	0	10	0	0	2	0	0	3	3	0	6	0	2	2	5	3	3	0	0			
octobre	1	0	0	3	0	0	4	1	0	2	0	0	3	2	0	1	1	0	4	3	2	2	7	0	5	3	0			
Novembre	3	1	2	3	0	4	4	1	0	7	2	0	4	3	2	6	2	2	1	0	2	1	14	0	4	2	0			
Décembre	5	0	0	2	0	0	6	1	2	2	0	0	2	2	1	6	2	0	9	2	0	0	8	0	3	0	1			
Totaux	39	7	6	41	3	7	54	7	2	58	20	5	53	19	12	59	22	6	33	16	10	76	54	5	57	11	5			
TOTAL	52			51			63			51			51			51			51			51			51			51		

Constat de Service Fait et Constat d'Installation

Suivi : Mission d'archivage :

Pour le PDRC, le CSF est établi par le service instructeur sur 100% des paiements après contrôle administratif sur pièces pour les acomptes et la visite sur place pour le solde. Le CSF est la pièce essentielle qui engage le service instructeur sur l'éligibilité contrôlée des dépenses avant mise en paiement et transmission à l'OP-ODARC.

Constats Services Faits	TOTAL		
Nature	Sur place	Sur pièces	CI
Janvier	36	12	4
Février	38	6	3
Mars	52	9	6
Avril	42	6	4
Mai	37	15	5
Juin	67	19	10
Juillet	28	5	1
Août	44	21	2
Septembre	33	9	5
octobre	25	17	2
Novembre	33	25	12
Décembre	35	15	4
Totaux	470	159	58
TOTAL	687		

En 2021, la mission Archives a assuré principalement la collecte et le traitement des dossiers d'instruction et de paiement de la programmation 2014-2020.

Elle a produit à la consultation les dossiers archivés dans le cadre de contrôle ou de réquisitions judiciaires.

Comme chaque année depuis 2010, elle a réalisé la revue annuelle du processus archivage dans le cadre de la certification Iso 9001.

Par ailleurs, elle a été fortement sollicitée logistiquement pour des transferts d'archives du fait des travaux de rénovation réalisés au siège social, et a également accueilli le transfert des archives de l'antenne d'Aiacciu.

Enfin, elle a démarré la préparation des éliminations réglementaires, toutes programmations confondues, principalement pour les dossiers classés sans suite.

Ses perspectives pour 2022 sont de poursuivre l'ensemble des missions qui lui sont dévolues.

Chiffres Clefs

	Nombre de dossiers traités
Dossiers de paiement archivés	930
Dossiers d'instruction archivés	1240
Dossiers demandés à la consultation	14
Dossiers préparés pour l'élimination	2355

RÈGLEMENT (UE) N o 1306/2013 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 17 décembre 2013 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant les règlements (CEE) n o 352/78, (CE) n o 165/94, (CE) n o 2799/98, (CE) n o 814/2000, (CE) n o 1200/2005 et n o 485/2008 du Conseil.

RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) N o 809/2014 DE LA COMMISSION du 17 juillet 2014

établissant les modalités d'application du règlement (UE) n o 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne le système intégré de gestion et de contrôle, les mesures en faveur du développement rural et la conditionnalité.

Division Animation des Territoires

La Division Animation des Territoires est composée de 25 agents de terrain encadrés par un responsable de division. Les 25 agents sont répartis au sein d'antennes territoriales localisées sur les différentes micro-régions insulaires, couvrant ainsi l'ensemble du territoire de la Corse.

Leurs missions consistent à accompagner les agriculteurs et acteurs ruraux dans la formalisation de leurs projets de développement, de les aider dans la constitution de leurs dossiers de demande d'aide, d'instruire et de vérifier les conditions d'intervention au titre des différents dispositifs (voir ci-dessous), de présenter les rapports d'instruction de ces demandes d'aide auprès des instances, de réceptionner et de suivre le déroulement des opérations financées jusqu'au paiement du solde de l'aide.

- Le développement des industries agro-alimentaires (I.A.A) au travers de l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises, en renforçant leurs capacités de transformation et de commercialisation.
- Le renforcement de l'ancrage territorial des filières agro-alimentaires, par le développement du lien avec l'amont agricole pour l'ensemble des secteurs potentiellement concernés (productions animales et végétales), et l'émergence de circuits courts favorisant le rapprochement producteurs/consommateurs.

En 2021, au titre de ce dispositif, 2 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 128K€ (dont 64K€ de fonds UE et 64K€ de fonds CDC).

Les Appels à Projet 2021

La Rénovation des vergers traditionnels

Cet appel à projet vise à favoriser la reconquête des vergers anciens localisés sur les pourtours des villages insulaires. Il doit permettre, en rénovant ou en restructurant les vergers abandonnés, de participer à :

- La lutte contre le risque incendie auquel sont de plus en plus confrontés les populations de nos villages.
- L'embellissement des abords des villages et des paysages ruraux.
- Le développement d'activités agricoles potentiellement source de revenus.
- La préservation du patrimoine bâti avec notamment la restauration des jardins en terrasses.

En 2021, aucune opération n'a pu être finalisée dans son traitement et faire l'objet d'un engagement. Néanmoins, 3 projets dont les dossiers de candidature ont été déposés et sont en cours d'instruction, aboutiront en 2022.

L'investissement dans les industries agro-alimentaires

Cet appel à projet vise à accompagner les entreprises de transformation agroalimentaire de produits agricoles, engagées dans un projet économique orienté vers la recherche de compétitivité et l'amélioration de la valeur ajoutée des productions agricoles.

Il vise :

L'investissement collectif

Ce dispositif est prévu dans le cadre du régime d'aide d'état N° SA. 50388 (ancien 39618) « Aide aux investissements dans les exploitations agricoles liés à la production agricole primaire » et a objectif l'accroissement de la compétitivité du secteur agricole insulaire.

Il vise à :

- Favoriser la structuration et le niveau d'équipement des exploitations agricoles par la réalisation d'investissements qui devront concourir à une amélioration de leur compétitivité et de leurs conditions de travail.
- Moderniser les outils, et faire progresser un groupe d'agriculteurs (au minimum 10 exploitants par projet) sur une technique particulière ou vers un objectif de progrès porté par un groupe d'agriculteur.

En 2021, au titre de ce dispositif, 2 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 430 K€ de fonds CdC.

Les entreprises en milieu rural et La diversification des revenus des agriculteurs

Ces appels à projet visent à accompagner les projets d'investissement des micros et petites entreprises en milieu rural. Sont notamment concernées les activités suivantes :

- Les entreprises de services et notamment celles dédiées aux services à la personne en milieu rural.

- L'artisanat, valorisant des ressources locales ou le patrimoine.
- Les micro-entreprises de transformation de denrées alimentaires.

En 2021, au titre de ces dispositifs, 1 projet a été traité au titre de la diversification des activités agricoles pour la création d'un gîte sur une exploitation agricole pour un montant engagé de 78K€ (39 K€ UE/39 K€ CDC) et 22 opérations d'entreprises rurales ont été traitées et ont généré un engagement financier de 1,3 M€ (dont 0,6 M€ de fonds UE et 0.7 M€ de fonds CDC).

L'électrification des exploitations agricoles

Cet appel à projet mobilise le dispositif prévu dans la mesure 7.2 du Programme de Développement Rural de la Corse 2014-2020 et a pour principal objectif d'accompagner les investissements de raccordement au réseau public électrique des agriculteurs en zone rurale, sur les sites isolés et en dehors des agglomérations.

En 2021, au titre de ce dispositif, un dossier a été traité en partenariat avec le syndicat d'électrification de la Corse du Sud et a généré un engagement financier de 428K€ (dont 214 K€ de fonds UE et 214 K€ de fonds CDC). Un nouveau projet avec le SDE2A fait l'objet d'une instruction et sera engagé en 2022.

La reconstitution du potentiel productif de la châtaigneraie

L'objet de cet appel à projet est de soutenir la reconstitution du potentiel de production castanéicole endommagé par le Cynips (*Dryocosmus Kuriphilus*) dont la progression sur le territoire corse n'a pu être contenue, malgré la stratégie active de lutte biologique qui a été mise en place.

L'intervention vise par la réhabilitation et/ou la plantation additionnelle de surface de châtaigneraies, à la sauvegarde et au maintien à moyen termes du potentiel de production, en palliant la baisse de productivité consécutive aux attaques de cet insecte.

En 2021, au titre de ce dispositif, 6 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 149 K€ (dont 74 ,5K€ de fonds UE et 74,5 K€ de fonds CDC)

Dispositif « Aide aux investissements de stockage vinicoles » :

Franceagrimer est en charge à travers d'appels à projet annuel d'accompagner le financement des caves viticoles (construction et équipement). Toutefois, ce système d'appel à projet annuel très contraint administrativement est adapté pour les projets de développement des caves viticoles mais ne l'est pas vraiment pour les besoins d'adaptation rapide aux contraintes techniques et pour les petits investissements nécessaires au bon fonctionnement d'une cave.

Le dispositif d'aide régionale mis en œuvre par l'ODARC vient compléter celui de Franceagrimer en permettant de répondre rapidement et techniquement à ces besoins.

En 2021, au titre de ce dispositif, 6 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 131 K€ de fonds CDC.

Dispositif « Aide complémentaires aux interventions FAM » :

Les investissements « Caves viticoles » financés par FranceAgriMer au titre des appels à projet annuel sont limités à un taux d'intervention de l'ordre de 25 à 30% pour les agriculteurs aînés et de 40% pour les JA. Le dispositif d'aide complémentaire mis en œuvre par l'ODARC vise à venir compléter la subvention FranceAgriMer afin de porter le taux de financement global sur ces investissements à 40% pour les aînés et à 60% pour les JA.

En 2021, au titre de ce dispositif, 11 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 0,7 M€ de fonds CDC.

Dispositif « Aide simplifiée aux exploitations agricoles » :

Ce dispositif a pour finalité de faciliter le recours aux aides prévues pour la période 2014-2020 en ouvrant à l'ensemble des agriculteurs qui accèdent habituellement difficilement aux subventions dans le cadre des aides attribuées via le PDRC, la possibilité d'être soutenus dans leurs efforts d'investissement.

En 2021, au titre de ce dispositif, 74 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 497 K€ de fonds CDC.

L'installation des Jeunes Agriculteurs

SYNTHESE ACTIVITE DAT 2021

En 2021, la division a accompagné et instruit 60 projets d'installation de jeunes agriculteurs ainsi que 23 avenants de projets d'installation de Jeunes Agriculteurs installés depuis plus d'un an et souhaitant modifier leur projet initial.

Tous ces projets ont donné lieu à une installation effective et à l'engagement financier des dotations jeunes agriculteurs au titre du dispositif 6.1 du PDRC.

Ces engagements portent sur un volume global de 2.3 M€ en 2021 (dont 1.6M€ de FEADER)

La modernisation des exploitations agricoles:

Pour accompagner le développement et la modernisation des exploitations agricoles insulaires, plusieurs dispositifs sont mis en œuvre par la Division animation des territoires, et notamment :

- La mesure d'aide 4.1.1 du PDRC visant à favoriser les travaux d'aménagement, de plantation, de restructuration, de mise en valeur, d'irrigation, de protection des terres agricoles. En 2021, au titre de ce dispositif, 117 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 2,17 M€ (dont 0.9 M€ de fonds UE)
- La mesure d'aide 4.1.2 du PDRC visant à favoriser les acquisitions de matériel agricole mais également la construction et l'aménagement de bâtiments agricoles et les ateliers de transformation. En 2021, au titre de ce dispositif, 429 opérations ont été traitées et ont généré un engagement financier de 8.7M€ (dont 4.58 M€ de fonds UE)

En synthèse, la globalité des aides attribuées en 2021 dans le cadre des travaux menés au sein de la DAT, portent sur un volume de plus de 17.7 M€ de subventions et sur 730 dossiers traités et présentés pour décision en Conseil Exécutif.



	2018	2019	2020	2021	Cumul
Nb de projets d'installation JA (6.1)	50	68	60	60	238
Nb de dossiers de modernisation agricole (4.1.1 et 4.1.2)	423	574	536	546	2079
Nb de dossiers IAA	1	7	5	2	15
Nb de dossiers Eco rurale et diversification des revenus agricoles (6.4.1 et 6.4.2)	11	8	8	23	50
Nb de dossiers Rénovation Chataigneraie	3	3	6	6	18
Nb de dossiers Electrification	1	0	0	1	2
Nb de dossiers d'aide comp. FAM	5	7	11	11	34

Cumul de quelques indicateurs clés sur les 4 dernières années

Division Economie Rurale

Missions

- ◇ Accompagner les filières de production en matière de détermination de leurs stratégies respectives au regard de leurs caractéristiques, de leurs productions et des marchés auxquels elles s'adressent.
- ◇ Vérifier la cohérence des actions de filières entre elles et avec les orientations stratégiques de l'ODARC.
- ◇ Assurer l'animation et l'instruction technique des projets collectifs.
- ◇ Mener des études prospectives pour projeter les évolutions possibles des filières sur le moyen-long terme en identifiant les opportunités et les enjeux à relever et notamment l'évolution des marchés, le renouvellement des actifs, le changement climatique, l'évolution des politiques publiques, etc. afin d'anticiper les mutations pour y répondre le mieux possible.
- ◇ Suivre les dynamiques de la production et évaluer la politique de développement agricole afin de l'adapter et de l'améliorer
- ◇ S'assurer d'une connaissance précise des modes de mise en marché, et plus largement du marketing lié à l'activité agricole et rurale en Corse.
- ◇ Gérer les stations de Migliacciaru et d'Altiani
- ◇ Développer un continuum entre la Recherche, l'Expérimentation et le Développement au travers notamment des pôles de compétences en élevage d'Altiani et en fourrage/céréales de Migliacciaru
- ◇ Développer la professionnalisation des actifs agricoles
- ◇ Mettre en œuvre des actions de promotions génériques en faveur de l'agriculture et du développement des circuits courts et de la sensibilisation du jeune public
- ◇ Participer, en qualité d'opérateur technique, aux programmes de coopération relevant de son activité.

Actions de filière

Les actions de filière constituent un volet important des activités de l'ODARC car elles répondent simultanément à plusieurs attentes :

- Accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies
- Transfert de ces connaissances au producteur au travers de l'appui technique
- Mise en œuvre d'opérations collectives qui concernent autant l'amont de la production que l'aval avec la mise en place de signes officiels de qualité
- Création d'interprofessions régionales
- Promotion des produits.

Le travail mené par la Division Economie Rurale consiste à accompagner les filières dans leurs démarches collectives en définissant des priorités et des axes de développement, en mettant en œuvre les moyens correspondants puis en procédant à des évaluations au terme desquelles les objectifs et les moyens sont reconsidérés.

Au-delà de la participation aux CA, AG et réunions techniques de l'ensemble des filières, la DER instruit, programme et assure le suivi financier (dossiers acompte et paiement soldes) des aides au développement des acteurs des projets collectifs.

Ainsi, dans ce cadre, l'année 2021 se caractérise par :

- Les avancées concernant la filière caprine corse
- La poursuite de la thèse « Contribution à l'étude de la composition chimique du lait de brebis de race Corse et des facteurs de variation associés. »
- La mise en place d'un Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA)
- La mise en œuvre du Plan Ambition 2021-2025 avec le lancement de l'AAP correspondant, l'instruction des projets 2021-2025 et l'individualisation des demandes annuelles 2021.

La relance de la filière caprine corse

Considérant les difficultés rencontrées par les filières d'élevage à s'inscrire sur des trajectoires valorisantes, et notamment la filière caprine corse, l'ODARC a renforcé son action d'accompagnement stratégique, technique et financier auprès de cette filière et de ses acteurs. En effet, l'élevage en race caprine insulaire, activité emblématique de l'agriculture corse, de notre culture, de nos savoir-faires, de notre savoir-être, est aujourd'hui en difficulté et les menaces sont nombreuses : sanitaire, faible productivité des troupeaux, éligibilité des surfaces, introduction de races exogènes... Afin d'accompagner la filière, 2 emplois ont été créés au sein de la DER afin d'assurer l'animation de la filière, la mise en place du schéma de sélection

de la race et l'accompagnement des éleveurs dans la sécurisation et le développement de leurs exploitations. Leurs rôles sont à la fois de suivre les actions de terrain mises en place auprès des exploitants et d'accompagner les actions de R&D, de sélection et de multiplication au niveau de la filière.

Ainsi pour 2021, les actions menées ont porté sur différents volets.

Cheptel

Les diagnostics d'élevage (conditions d'installation et de travail) se sont poursuivis en même temps qu'un recensement des cheptels de race Corse. Cette année, 14 élevages supplémentaires ont pu être visités pour 2 582 animaux recensés (hors chevrettes de renouvellement). Cela porte à 112 le nombre total d'élevages visités, sur les 185 existants, et à 17 965 le nombre d'animaux recensés (hors chevrettes de renouvellement). L'objectif des diagnostics d'élevage a été de faire un état des lieux de la filière caprine Corse. Aller à la rencontre des éleveurs de chèvres Corses a permis de leur montrer qu'il y avait une réelle volonté de redynamiser et restructurer la filière. Selon les réponses obtenues, les actions prioritaires pour améliorer les conditions de travail et d'installation des capraghji pourront être dégagées. L'objectif du recensement est de connaître le nombre de caprins de race Corse présents sur l'île. En effet, les chiffres officiels n'indiquent que le nombre total de chèvres présentes en Corse sans distinction de races. Sachant qu'il y a eu un grand nombre d'importation de troupeaux exogènes ces dernières années, il paraissait important de faire le point sur le cheptel Corse restant. Une distinction fine est effectuée sur place entre les animaux possiblement croisés (poils ras, gabarit hors norme, forme des cornes...) et les animaux correspondant au standard Corse.

Haras de boucs

Le développement du haras de boucs, relancé en 2020 avec pour objectif l'accroissement de l'amélioration génétique par la voie mâle. Il s'agit de saturer les élevages en boucs de sélection afin d'obtenir des chevrettes de sélection. Plusieurs points sont contrôlés :

- Contrôle sanitaire : négativité de la mère à bouc à la paratuberculose ; test de la mère au CAEV.
- Standard de race : conformité de la mère et du petit requis.
- Performance laitière de la mère : quantité et qualité.

- Contrôle de filiation.
- Typage de la caséine alpha-S1 sur les mères et les cabris pour connaître leur potentiel de qualité laitière.
- Vaccins (paratuberculose, entérototoxicité, chlamydia, fièvre Q) et vermifuges réalisés en centre d'élevage à Altiani.

Des pré-commissions ont été menées en décembre 2021. Elles ont permis de ramasser 21 boucs dans 12 élevages pour l'année 2022. Une autre pré-commission est à prévoir dans un élevage tardif pour ramasser 2 boucs supplémentaires.

En 2021, la première vente de boucs de sélection au haras d'Altiani a eu lieu. Les membres du comité technique caprin ainsi que 24 éleveurs inscrits dans la démarche de sélection se sont rendus au haras en mai pour participer à l'évènement. La vente s'est déroulée par tirage au sort de l'ordre de passage. 24 boucs ont été vendus au prix de 180 euros l'un.

En mars 2021, l'ODARC a effectué l'achat de 24 boucs auprès de 10 éleveurs sélectionneurs. Ces boucs, élevés à Altiani, seront proposés à la vente à l'âge de 18 mois, en mai 2022.

Poursuite de l'étude sur la caséine alpha-S1

Cette étude avait été entreprise l'année dernière. Le but étant d'établir un tableau de corrélation entre les taux protéiques et les différents variants génétiques de la caséine. En connaissant le potentiel de qualité laitière, le délai d'attente pour les éleveurs avant de fournir le haras serait écourté.

Cette année, au moment des pré-commissions, 48 prélèvements répartis dans 12 élevages ont été réalisés.

Malheureusement, il est impossible de s'appuyer sur ces données pour le moment au vu du faible nombre d'échantillons par variant. Raccourcir le délai pour le ramassage des boucs de sélection est donc actuellement impossible. Il a été décidé de continuer d'étouffer ce tableau grâce aux prélèvements faits lors des pré-commissions.

IGP Cabri de lait de Corse - Caprettu di Corsica

Le travail est en cours. La viande de cabri de lait de Corse, traditionnellement consommée au cours des fêtes de Noël et de Pâques, est peu à peu à reléguée au second plan du fait, notamment, de l'apparition de nouveaux modes de consommation (produits prêts à cuire ou précuits, pièces découpées, perte de savoir-faire concernant sa préparation, etc.). Pour raviver l'intérêt des consommateurs, l'Associu I Capra-

ghji Corsi en collaboration avec l'ODARC a décidé de reprendre la démarche de certification IGP Cabri de lait Corse entreprise par l'association Capra Cor-sa. Ainsi, quatre réunions auxquelles ont participé les différents acteurs de la filière (INRAE, Chambres d'agriculture, GDS, INAO) ont été organisées pour engager un travail sur le cahier des charges de production.

En parallèle, il a été décidé d'améliorer notre connaissance objective du produit. Dans ce cadre, un stagiaire de l'Université de Corse a été sollicité pour mener une étude visant à décrire les carcasses de cabris produites à Noël et à Pâques et de les mettre en relation avec les systèmes de production existants. Une enquête a été réalisée auprès d'un échantillon d'éleveurs de chèvres Corses afin d'identifier, avec la plus grande diversité possible, les critères qui leurs paraissent essentiels pour qualifier le produit ainsi que les paramètres qui régissent sa production. Par ailleurs, les carcasses d'un grand nombre de cabris ont été évaluées en abattoir sur la base des grandeurs suivantes : âge d'abattage, poids carcasse, poids vif et pertes vif/carcasse. Ces évaluations ont conduit à une première définition de classes de produits, lesquelles devront encore être discutées. Elles ont également permis la création d'une grille de classification de leur état d'engraissement. Enfin, en première approximation, il n'a pas été identifié de relation significative entre les paramètres mesurés et les différents systèmes d'élevage enquêtés. Ce travail doit servir de support à de prochaines études visant à explorer les caractéristiques du cabri, voire susciter des débats autour des caractéristiques souhaitées pour l'IGP Cabri de lait de Corse.

Une étude complémentaire a été programmée pour la campagne 2021-2022. Lors des abattages de Noël 2021, de nouvelles mesures ont été réalisées sur 84 cabris : poids carcasse, état d'engraissement, couleur. De plus, des prélèvements de tissus adipeux internes et externes ont été réalisés. Un nouveau stagiaire a intégré l'ODARC en janvier 2022 afin de participer à ce travail plus orienté sur la qualité nutritionnelle du produit. Il s'agit de mettre en relation le profil en acides gras des tissus adipeux pré-

levés sur les carcasses de cabris et certains facteurs qui pourraient avoir une influence sur ce profil, dont la composition du lait des mères, elles-mêmes en relation avec les conditions d'élevage (rationnement, étage de végétation, etc.). En parallèle, l'ODARC a acheté 12 carcasses à 2 éleveurs afin de réactualiser le profil sensoriel du cabri de lait de Corse, analyse qui sera réalisée par l'Institut de l'Elevage au printemps 2022.

Suivi des axes de travail de la filière

Ce suivi se fait via des comités techniques caprin. Durant l'année 2021, deux comités techniques ont été organisés. Des réunions téléphoniques avec les différents acteurs ont également été réalisées.

Evénements

En novembre 2021, les deux chefs de projet de l'ODARC ont participé à Capr'Inov, salon inter-



national caprin se déroulant à Niort ayant pour but de promouvoir les races locales et de présenter certains de leurs produits. La promotion des produits Corse a pu être faite grâce à la vente de 30 Brocci et 60 fromages issus de 3 éleveurs. Lors de cet évènement différents interlocuteurs ont été rencontrés : IDELE, laboratoire Qualyse, Capgènes. Il a notamment été rencontré Monsieur l'inspecteur général de santé publique vétérinaire attaché au ministère de l'agriculture. Une discussion a pu être entreprise sur la problématique de la FCO en Corse et sur l'impossibilité de se procurer les vaccins contre les sérotypes 1 et 4, ce qui empêche tout mouvement d'animaux en dehors de la Corse.

En décembre 2021, les deux chefs de projet de l'ODARC ont participé à la première édition d'Agri'sgiani à Vescovato en collaboration avec l'Associu Capraghji Corsi pour la promotion du cabri de lait de Corse. En deux jours, 40 kilos de viande ont été vendus sous forme de sandwichs. De plus, un document de promotion concernant les membres de l'Associu Capraghji Corsi a été distribué aux visiteurs du stand afin de les informer des lieux de vente de cabris par microrégion.

CAEV

Cette année encore, l'étude sur le CAEV a été entreprise en partenariat avec le GDS et le GTV. Il s'agit de faire un nouveau point sur la situation en Corse vis-à-vis de ce virus. Le LILCO a été sollicité pour réaliser des analyses de lait de tank d'éleveurs suivis en contrôle laitier. En 2021, 36 prélèvements ont été réalisés, 33 se sont avérés positifs. Ce qui représente 92 % de positivité sur notre échantillon.

Thèse «Contribution à l'étude de la composition chimique du lait de brebis de race Corse et des facteurs de variation associés.»

L'ODARC a effectué, au printemps 2019, une demande de Cifre¹ destinée à contribuer au financement d'une thèse visant à étudier la composition chimique du lait de brebis de race corse. Cette demande a reçu un avis favorable de la part de l'ANRT² en juillet 2019.

Le projet proposé consiste à étudier la qualité du lait de brebis Corse et de déterminer les facteurs qui

peuvent influencer sur cette qualité. Il s'agit d'un projet collaboratif, porté par l'Université de Corse, l'INRA LRDE³ et l'ODARC, qui vise à mutualiser les compétences de chaque organisme afin d'explorer un sujet pluridisciplinaire complexe en rapport avec le développement agricole insulaire.

L'objectif principal de cette thèse est d'améliorer nos connaissances de la composition biochimique du lait de brebis Corses, d'une part, et des facteurs qui peuvent influencer sa composition, d'autre part. Cette étude s'inscrit dans une problématique générale de valorisation des produits issus de l'agriculture insulaire et plus particulièrement d'amélioration de la qualité des productions agricoles.

Le programme de recherche proposé revêt deux aspects complémentaires :

- Etude de la composition fine du lait de brebis corses : La composition chimique du lait varie tout au long de la campagne de lactation et en fonction de différents facteurs. Il s'agira donc, dans un premier temps de déterminer les différents constituants du lait de brebis Corses et leur teneur moyenne en utilisant les techniques d'analyse de référence habituellement décrites dans la littérature.
- Détermination des paramètres qui peuvent influencer cette composition : La composition chimique du lait peut être influencée par de nombreux facteurs (type d'alimentation, période de production, race, variabilité génétique, aspects sanitaires, etc.). L'objectif de l'étude proposée est de déterminer les relations entre certains de ces facteurs et la composition du lait de brebis Corses.

Réalisations :

Campagne laitière 2019-2020

L'objectif de cette première année a été d'étudier les variations interindividuelles de la composition biochimique du lait au sein de la population ovine Corse, d'une part, et d'évaluer, en première approche, l'influence des systèmes d'élevages insulaires sur les constituants du lait, d'autre part. Afin d'atteindre ces différents objectifs, nous avons constitué un réseau de 20 exploitations ovines présentant des pratiques et des conditions d'élevages assez contrastées en nous basant, pour cela, sur une typologie des systèmes d'élevages ovins corses réalisée par l'Institut de l'Elevage et l'Interprofession laitière Ovine et Caprine de Corse (ILOCC).

¹ Convention Industrielle de Formation pour la REcherche

² Association Nationale Recherche Technologie

³ Laboratoire de Recherche sur le Développement de l'Elevage



Des prélèvements de laits de 36 brebis individuelles, sélectionnées suivant leur rang de lactation, ont été effectués parmi 10 élevages (adhérents au contrôle laitier officiel) de notre pool d'exploitation. Des prélèvements de lait de troupeau ont également été effectués dans la totalité des 20 exploitations suivies. Tous les prélèvements ont été réalisés à raison d'un prélèvement par mois, de novembre à juillet. En définitive, ce sont 1 700 échantillons individuels de lait de brebis et 98 échantillons de lait de troupeaux qui ont été collectés sur la campagne laitière 2019/2020. Toutefois, en raison de la pandémie de Covid-19, une partie des prélèvements du mois de mars et l'ensemble des prélèvements d'avril n'ont pu être réalisés du fait du confinement. En outre, de graves problèmes de transport ont conduit à un accroissement conséquent des durées d'acheminement des échantillons au laboratoire d'analyse (Agrolab's, situé à Aurillac) aux mois de mai et juin. Le lait étant une matière très fragile, il nous a fallu vérifier tous les résultats obtenus durant cette période afin de nous assurer de leur validité. Malheureusement, nombre d'entre eux se sont avérés inexploitable rendant impossible l'atteinte des objectifs fixés.

Dans ces conditions, il n'était plus possible de mener l'étude à son terme. Les membres du Comité de Suivi Individuel de thèse de Ange-Marie Pasquali ont donc décidé qu'il fallait recommencer ce travail lors de la campagne laitière 2021-2022.

Campagne laitière 2020-2021

Durant cette seconde campagne, il s'agissait d'étudier la composition fine du lait de brebis Corse ainsi que les facteurs de variation associés, notamment le système d'élevage et la ration alimentaire.

Pour cela, nous avons constitué un pool d'exploitations présentant des conditions d'élevage contrastées et représentatives de l'élevage ovin insulaire actuel. Un échantillon de lait de troupeau a été prélevé mensuellement d'octobre 2020 à juillet 2021 dans chacune des 24 exploitations. Au total, 181 prélèvements ont été effectués et analysés à la fois par spectroscopie MIR et au moyen d'une méthode conventionnelle adaptée :

- Taux butyreux : méthode acido-butyrométrique (référence)
- Taux protéique : méthode au noir amido / spectroscopie UV-visible (pratique)
- Acides gras : CPG (référence)
- Urée et lactose : méthodes enzymatiques / spectroscopie UV-visible

En parallèle, nous travaillons à la mise au point :

- Méthode de séparation des protéines par CLHP ;
- Méthode de minéralisation et de dosage des principaux minéraux par ICP-AES (notamment P et Ca).

Nous avons également recueilli diverses informations techniques dans les élevages suivis : niveau génétique du troupeau, cinétique de constitution du troupeau à la traite, pratique de la transhumance, type de traite

et type de ration alimentaire distribuée au troupeau. Ces informations visent à qualifier chaque exploitation afin de l'inscrire dans le système d'élevage approprié. Ce travail est en cours de réalisation.

Pour évaluer l'influence de la ration alimentaire sur la qualité du lait, un entretien a été réalisé auprès des éleveurs lors de chaque prélèvement afin de connaître :

- La quantité de l'apport en aliments concentrés et en fourrage sec ;
- Le temps de pâturage et le type de pâturage valorisé (parcours, prairie naturelle, prairie temporaire) et, lorsque cela était possible, les espèces végétales pâturées.

De plus, des analyses concernant la composition des aliments concentrés et des fourrages distribués aux brebis dans chaque exploitation suivie ont été réalisées tout au long de la campagne de prélèvement.

L'ensemble des résultats obtenus fera l'objet d'un traitement statistique qui sera réalisé en collaboration avec l'Institut de l'Élevage. L'objectif est de déterminer les relations éventuelles entre les paramètres des systèmes d'élevage, ceux de l'alimentation des brebis et la composition du lait. Le cas échéant, il s'agira également d'effectuer une critique objective des résultats obtenus par IR relativement à ceux obtenus par des méthodes conventionnelles.

Campagne laitière 2021-2022

Les problèmes rencontrés lors de la campagne laitière 2019-2020 du fait de la période de confinement nationale et des effets post-confinements liés aux difficultés de retour à un mode de fonctionnement normal des entreprises de transport ont conduit à une reprogrammation de la campagne de prélèvement de laits individuels.

Celle-ci a débuté en novembre 2021 et se poursuit en 2022.

Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA)

Depuis 2012, les rendements diminuent sur l'ensemble de la production de miel de Corse sans que cela s'explique, mettant en situation critique les exploitations apicoles du territoire. Dans ce contexte, l'ODARC et le Syndicat AOP Miel de Corse - Mele di Corsica ont mis en place un Comité Scientifique et Technique Apicole (CSTA) auquel participent les partenaires de la filière : INRAE, Université de Corse, OEC (Conservatoire National Botanique de Corse et Observatoire Conservatoire des Invertébrés de Corse) et l'Institut de l'Abeille (ITSAP). Ce groupe

s'est donné pour mission de comprendre les causes de la diminution de production de miel en Corse au travers trois thématiques :

1. Suivi des floraisons, évolution des miellées et disponibilité des ressources nectarifères et pollinifères.
2. Lien entre les productions de miels AOP, les aspects météorologiques et les pratiques apicoles.
3. Coexistence de l'apiculture avec les autres filières agricoles et activités humaines.

L'ODARC a participé à deux études :

- ◇ Connaissances, savoir-faire et critères de choix des emplacements de ruchers par les apiculteurs : Ce travail s'inscrit dans la thématique 2, avec un focus sur les connaissances, les savoir-faire et les critères sur lesquels s'appuient les apiculteurs pour choisir les emplacements de leurs ruchers. L'objectif était d'établir une méthode d'enquête adaptée à l'amélioration de notre compréhension



des mécanismes qui aboutissent au choix d'un emplacement de ruches et de la tester auprès de 6 apiculteurs. Pour cela, un questionnaire a été conçu et éprouvé lors d'entretiens avec six apiculteurs puis complété avec des visites d'emplacements de ruches. La méthode d'enquête a pu ainsi être améliorée afin de servir de support à une étude plus large menée à la suite.

- ◇ Les facteurs liés à la chute de la production de Miel de Corse AOP : le cas des pratiques apicoles. Cette étude avait pour objectif de faire un état des lieux des pratiques mises en œuvre sur le terrain et de comprendre leur influence éventuelle sur le rendement en miel. Ainsi, 28 entretiens ont été menés auprès d'apiculteurs engagés dans la démarche AOP. Les informations obtenues ont été synthétisées sous-forme de typologie des pratiques, d'une part, et sous forme de cartes mentales, d'autre part, ceci afin de mieux comprendre les logiques de prises de décisions des apiculteurs enquêtés au regard des miellées envisagées a priori. En outre, à partir des déclarations de production des apiculteurs appartenant chacun à l'une des quatre classes typologiques qui ressortent de cette étude, il n'a pas été possible de mettre en évidence un lien significatif entre les pratiques apicoles et le rendement en miel. Toutefois cette étude doit être affinée en prenant en compte les aspects phytosociologiques, les paramètres météorologiques et les données de production spécifiques aux emplacements exploités.

Le plan Ambition 2021-2025

Les filières agricoles corses ont bénéficié de plans de soutien consécutifs depuis 2005 (plan de relance 2005-2007, plan de consolidation 2008-2010, plan d'amplification 2011-2013 et plan d'avenir 2014-2020), financés par la Collectivité de Corse et par l'Etat.

Sur la base du rapport et des conclusions de l'évaluation effectuée par le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (CGAAER) du plan d'avenir, il a été décidé de mettre en œuvre un nouveau plan pour la période 2021-2025.

Le plan a évolué vers un plan d'ambition visant la structuration des filières en aidant les actions les plus pertinentes pour accélérer la mise en œuvre des stratégies par filière, en incluant aussi l'aval ainsi que des actions transversales au service de toutes les filières et des actions structurantes portées par les pouvoirs publics.

Cet Appel à Projet devait permettre la rédaction d'un plan stratégique pour la période 2021-2025 pour chacune des filières agricoles corses et pour des thématiques transversales structurantes et identifiées. Sur la base de ce plan, des opérations annuelles sont retenues et financées auprès des différents maîtres d'œuvre.

Un nouvel Appel à Projet a été lancé conjointement avec FranceAgriMer (DRAAF) le 12 mars 2021 et clôturé le 13 avril 2021.

Cet appel à projets s'est traduit par 28 réponses portées par 23 porteurs de projets différents pour un montant total de plus de 62M€ de coût

Filières de production (22 projets)

AB (1 projet) / Inter Bio Corse

Le projet présenté par InterBio Corse s'inscrit dans la lignée des actions réalisées durant le Plan d'Avenir 2014-2020, et propose également de nouveaux axes de travail. Il se compose de 4 grands chapitres :

- Expérimentation, recherche et innovation, afin de répondre aux enjeux de la transition écologique et environnementale.
- Animation stratégique et technique, avec pour objectif de structurer l'amont et l'aval de la filière mais aussi de développer des projets collectifs et durables.
- Promotion et communication relative au signe officiel de qualité AB
- Actions transversales et territoriales, avec le volet économique (développement des circuits courts, RHD, autonomie alimentaire des élevages) et le volet agro-écologique (réduction des intrants et des impacts environnementaux)

Les principaux axes sont l'augmentation des surfaces certifiées AB et des exploitations biologiques, consolider le suivi technique et administratif des producteurs bio actuels ou en devenir, créer de nouveaux débouchés pour les produits bio, développer les circuits courts. Toutes les actions permettront d'améliorer la notoriété du signe officiel de qualité AB.

Agrumes-kiwis (1 projet) / AOP-N Fruits de Corse

Le projet porté par l'AOP Fruits de Corse s'inscrit dans la continuité du précédent plan, il intègre les enseignements de l'étude prospective à savoir la diversification et l'étalement des productions, la prise en compte des effets du changement climatique, les limites du système de commercialisation et la néces-

sité de proposer des produits de niche dont la qualité est reconnue. L'obtention d'une IGP pour l'orange et le citron est également prévue.

Amande (1 projet) / GIE Corsicamandes

L'appui technique auprès des producteurs d'amande s'avère être un levier essentiel pour promouvoir des itinéraires techniques et des pratiques culturelles adaptées. Le mode opératoire repose sur un suivi systématique et régulier des vergers, mais aussi par des échanges dans le cadre de réunions ou de démonstrations sur le terrain et la diffusion de bulletins techniques.

Apiculture (1 projet) / Syndicat AOPMiel de Corse

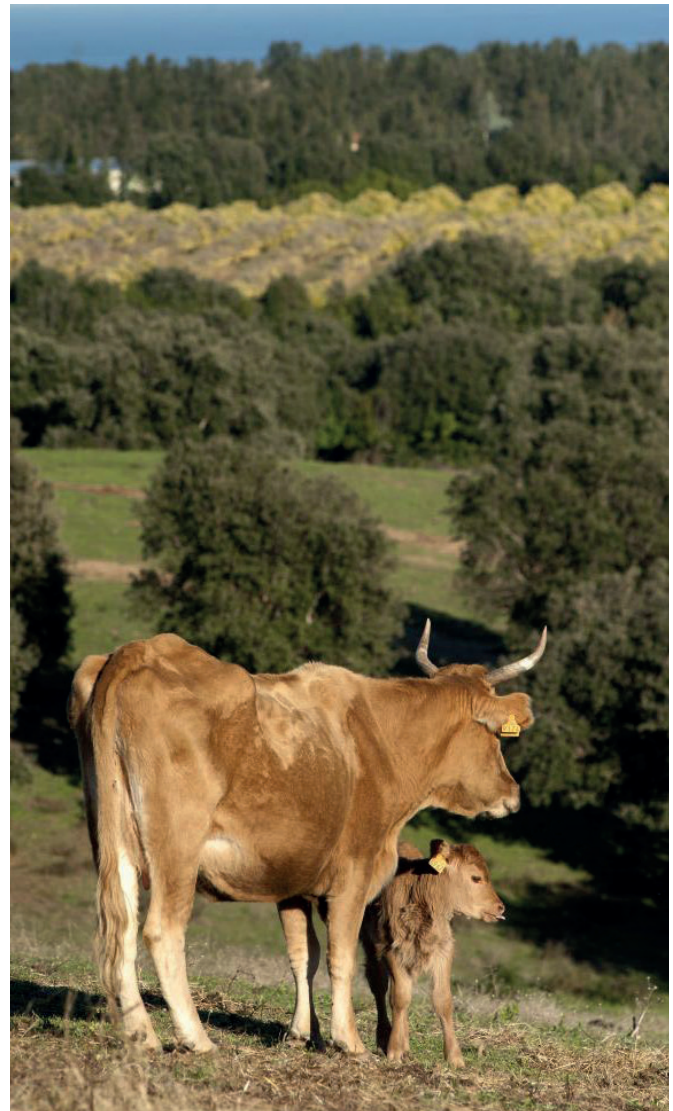
Le projet présenté par le Syndicat AOP Miel de Corse - Mele di Corsica s'inscrit dans la continuité du PDA 2015-2020, lequel a permis d'obtenir des avancées significatives en termes de développement de l'assise productive AOP et d'amplification de l'action du Syndicat. Toutefois, depuis quelques années, la filière est confrontée à une diminution tendancielle de la production de miel et à une irrégularité des miellées dont les causes, difficilement identifiables, ont sans doute des origines multifactorielles. La stratégie de développement du Syndicat s'appuie notamment sur une amélioration de la structuration de la filière apicole, une professionnalisation plus importante des apiculteurs avec renforcement de leur maîtrise technique, une augmentation du cheptel insulaire, une meilleure organisation du marché local et à l'export, un accroissement de la notoriété des miels AOP et une consolidation de la dynamique de diversification de la production apicole.

Bovin (3 projets)

Chambre Régionale d'Agriculture,

Le secteur de l'élevage bovin est le plus important en nombre d'exploitations (plus de 1 100 recensées en 2020), mais également l'un des plus en retard en matière de structuration de la production et de l'organisation du marché. Actuellement, quelques structures collectives micro-régionales (associations, etc.) et autres initiatives individuelles parviennent à créer, avec plus ou moins de réussite, une certaine dynamique de marché, mais, au-delà de certaines niches intéressantes, le potentiel de développement reste largement sous-exploité.

L'échec des tentatives d'organisation précédentes associé à une image dégradée de l'élevage bovin accroît



le scepticisme vis-à-vis de la capacité des acteurs à se mobiliser pour s'engager dans une démarche de structuration efficiente.

La production bovine bénéficie pourtant d'atouts importants qui pourraient servir de socle au développement de produits typiques de qualité.

Altra Carri

Les modes de consommation des produits carnés sont actuellement en phase d'évolution. Le secteur de la viande fait face à une perte de marché principalement induite par trois facteurs : les différents scandales sanitaires (« vache folle », élevages et abattages peu soucieux du bien-être animal, fraudes, etc.), la mutation des dépenses des ménages vers la high-tech ou les loisirs au détriment de l'alimentation, la prise de conscience éthique de la population (véganisme, etc.). En Corse, ces phénomènes sont accentués par un manque de structuration global de la filière viande dont l'une des conséquences principales est la forte concurrence des produits carnés exogènes.

Dans ce contexte difficile, la coopérative Altra Carri propose un projet de développement qui vise à permettre à ses adhérents de se structurer autour de dé-

marches « qualité », à développer la commercialisation de bœuf, nécessaire pour valoriser les réformes et mieux rentabiliser la production, et structurer le marché de la viande bovine en impliquant le secteur aval de la filière.

GDS Corse

Le projet vise à assurer une identification inviolable et complémentaire à celle existante au travers la pose gratuite de bolus sur les bovins de plus de 6 mois des éleveurs volontaires. Il a également pour ambition de renforcer les appuis techniques et sanitaires des éleveurs avec le développement d'un outil informatique à destination des acteurs (vétérinaires, éleveurs, techniciens, agents de l'état) pour suivre les orientations des troupeaux.

Castanéiculture (1 projet) / GRPTCMC

Le GRPTCMC présente un projet construit avec ses partenaires à savoir le syndicat AOP farine de châtaigne corse et les deux chambres d'agriculture.

Le projet pour le plan prévoit le renforcement des actions de soutien auprès des producteurs et priorise les opérations permettant de reconstituer le potentiel des vergers et déploie une stratégie pour l'adaptation au contexte sanitaire et climatique.

D'autre part il vise à relancer la valorisation la promotion et la défense la démarche de l'AOP Farine de châtaigne corse – Farina castagnina corsa. Le concours de technologies récentes sera employé pour mieux défendre le signe de qualité et la traçabilité.

Céréales (1 projet / GRCC)

Cette action vise à structurer l'ensemble des producteurs de céréales et protéagineux insulaires autour du Groupement Régional des Céréaliers de Corse (GRCC) afin d'appuyer un développement durable de la production. La production locale de céréales ne couvre actuellement que 20% du besoin total pour l'alimentation animale, il est donc nécessaire d'améliorer l'autonomie alimentaire de l'élevage insulaire sur des bases techniques et économiques solides. Le projet se concentre sur l'accompagnement sur des bases techniques référencées mais aussi économiques et en synergie avec l'attente des éleveurs et vise à installer une dynamique de groupe pour guider les producteurs vers des choix durables et pragmatiques.

Equin/Asin (1 projet) / Conseil du Cheval

Le bilan du Plan d'Avenir 2015-2018 est positif pour



la filière équine/asine. Il a notamment vu la validation en 2018 de l'agrément en tant qu'Organisme de Sélection pour l'association U Cavallu Corsu, mais également la reconnaissance de la race asine Corse en 2020. Le projet 2021-2025, porté par le Conseil du Cheval en Corse, est dans la continuité des actions réalisées précédemment, à savoir œuvrer pour la conservation et le développement des races locales (équine et asine). Pour mener à bien les différentes actions prévues, les 2 maîtres d'œuvre sont le CCC (en collaboration avec l'Associu U Sumeru Corsu) ainsi que l'association U Cavallu Corsu.

Fourrage (1 projet) / GRPF)

Le projet de développement de la filière fourrage proposé par le GRPF s'appuie sur les acquis du Plan d'Avenir 2015-2020, lequel a largement contribué

à structurer le secteur de la production fourragère régionale. Il vise notamment à répondre à une problématique de déficit alimentaire qui touche la majeure partie des élevages de l'île et qui induit une importation annuelle massive de foin et de paille sur le territoire insulaire. A la problématique de déficit alimentaire s'ajoutent des problématiques liées à la production elle-même.

Ainsi, malgré les progrès significatifs réalisés ces dernières années par les producteurs de fourrage, certains facteurs continuent à limiter la croissance de la production. Au-delà de la disponibilité foncière, problème transversal à l'ensemble des productions agricoles, l'accroissement de la production de fourrage se heurte notamment à une maîtrise des itinéraires techniques encore insuffisante, à l'exploitation de sols difficiles à cultiver, à un déficit de mécanisation, à une insuffisance de moyens d'irrigation ainsi qu'à des coûts de production et de transport encore élevés. A cela s'ajoutent la protection de l'environnement et les effets du changement climatique qu'il faudra anticiper pour parvenir, à terme, à un développement durable de la production fourragère.

Fruits d'été (1 projet)/ APFEC

L'arboriculture «Fruits d'été» en Corse va changer de visage dans les prochaines années.

Nouvelles cultures, nouvelles pratiques agro-écologiques, vergers plus diversifiés, de plaine ou de moyenne montagne, variétés traditionnelles ou issues de recherches poussées, possibilité d'exportation pour certains ou circuits très courts pour d'autres. Il s'agit de construire l'arboriculture de demain, en adéquation avec les enjeux commerciaux, climatiques, sanitaires à venir, et en cohérence avec les spécificités du territoire.

Maraîchage (1 projet)/ OMC

L'Organisation des Maraîchers de Corse porte un projet partagé avec les deux chambres d'agriculture. Le



projet de développement s'inscrit dans la continuité du Plan d'Avenir 2015-2020, et tend à répondre aux problématiques de la filière et propose pour le plan ambition de :

- Promouvoir l'adaptation au changement climatique, aux contraintes environnementales et réglementaires
- Prévoir et observer et répondre mieux aux évolutions du marché
- Produire en concertation collective les produits attendus pour le marché de proximité
- Valoriser la production et sécuriser le revenu des maraîchers

Noisette (1 projet)/ A Nuciola

Le projet de la filière noisette intitulé « dynamisation de la filière noisette » s'adresse aux producteurs de noisettes « IGP noisette de Cervione – Nuciola di Cervioni ». Il vise à assurer une assistance technique auprès des producteurs dans le but de soutenir la rénovation de vergers anciens, d'accompagner la plantation, de produire localement les plants certifiés de Fertile de Coutard et ses pollinisateurs, de tester ou expérimenter des itinéraires pour conduire les plantations compte tenu du dérèglement climatique (eau, couvert végétal) et enfin, de promouvoir l'innovation en matière de transformation.

Oléiculture (1 projet)/ SIDOC

La filière oléicole représentée par le Syndicat Interprofessionnel Des Oléiculteurs de Corse (SIDOC) a déposé un projet intitulé « Ambitions économique, écologique et culturelle de l'oléiculture corse ». L'interprofession souhaite développer sa production de qualité et sa notoriété tout en travaillant à la transition climatique et écologique et protéger à la fois le patrimoine végétal et les producteurs. Pour mener à bien le projet le SIDOC anime et coordonne les actions techniques et suit les marchés, le Syndicat AOC oliu di Corsica assure la promotion de la filière AOP, la chambre régionale d'agriculture (CRA) assume l'appui technique et le transfert de connaissances, et enfin l'AREFLEC expérimente et innove dans le domaine agronomique et dans la bio protection.

Les enjeux stratégiques proposés concernent l'accroissement de la production agricole et agroalimentaire de qualité via l'amélioration des performances techniques, écologiques et économiques des exploitations.



Ovins-Caprins (2 projets)

ILOCC

Les problématiques de développement liées au secteur lait sont complexes et concernent aussi bien la production que la transformation et la mise en marché. La diminution constante et la démographie vieillissante de la population d'éleveurs, le manque de disponibilité foncière, l'absence de motivation pour des actions collectives, le déficit de formation, la forte dépendance alimentaire, l'absence d'organisation économique, sont autant de difficultés auxquelles doit répondre le projet de développement. A cela s'ajoutent des problèmes sanitaires récurrents ainsi que l'impact du changement climatique sur la production de fourrage et les ressources naturelles qu'il s'agit d'anticiper.

Le projet présenté s'inscrit dans la continuité du Plan d'Avenir 2015-2020. Il est notamment basé sur les axes de développement suivants :

- Amélioration de la qualité du lait et des conditions de traite.
- Modernisation des bâtiments d'élevage.
- Amélioration des connaissances et de la technicité des éleveurs.
- Alimentation des animaux : rationnement, autonomie alimentaire des exploitations.
- Gestion et développement des schémas de sélection ovin et caprin et diffusion du progrès génétique.
- Développement des démarches de qualité : ges-

tion de l'AOP Brocciu, obtention d'une IGP Agneau et d'une IGP Cabri.

- Appui à l'amélioration et au développement de la transformation fermière.

GDS Corse

Le projet vise à élaborer des protocoles à expérimenter dans les élevages volontaires, y déployer le dispositif (réaliser les visites), élaborer des fiches techniques, collecter des données et communiquer. Des vétérinaires ainsi que des techniciens mèneront les visites dans une approche globale de l'élevage, avec comme base la prévention de l'apparition de pathologies et l'optimisation de la conduite du cheptel.

Porcin (3 projets)

Syndicat AOC « Salameria Corsa »

Le projet de développement de la filière porcine inscrite en démarche qualité et portée par le Syndicat de défense et de promotion des charcuteries de Corse AOP (Syndicat Salameria Corsa) se décline en plusieurs actions qui visent à répondre aux problématiques mises en lumière à l'issu du Plan d'Avenir 2015-2020, notamment :

- la faiblesse du dispositif technique actuel,
- le faible niveau de rigueur, d'organisation et de structuration des éleveurs-sélectionneurs,
- la difficulté à mener les travaux relatifs à la sélection des porcs Nustrale.

En conséquence, le Syndicat Salameria Corsa propose un projet de développement s'inscrivant certes

dans la continuité du Plan d'Avenir 2015-2020, mais empreint d'une volonté affirmée d'apporter une plus grande rigueur à la démarche globale. Le projet est bâti sur les axes de développement suivants :

- Développer et gérer les AOP existantes
- Obtenir une AOC pour le saucisson sec de Corse
- Développer et gérer la race de porc Nustrale
- Améliorer la qualité des produits de charcuterie AOP
- Structurer et organiser la chaîne de production des charcuteries AOP
- Protéger les charcuteries AOP
- Valoriser les produits AOP et consolider leur notoriété.

Chambre Régionale d'Agriculture

A ce jour, il existe 2 démarches dans la filière, la démarche AOP (3 produits reconnus) et la démarche IGP portée par le consortium des salaisonnières (démarche n'incluant pas la partie élevage). Les éleveurs n'adhérant pas à ces démarches représentent une part importante des éleveurs-transformateurs de porcs en Corse. Cette frange connaît un déficit de structuration en cette période de transition des méthodes agricoles et des nouvelles mesures de biosécurité applicables à l'élevage, notamment dans le cadre du plan sanitaire porcin. Le projet porté par la CRA est d'améliorer la performance collective en termes d'élevage et de transformation et de structurer la filière pour répondre aux contraintes du plan sanitaire porcin

GDS Corse

L'objectif du projet est de garantir la mise aux normes biosécurité de 60 % des élevages de suidés en Corse. Pour cela il est nécessaire de structurer la filière porcine par la mise en place d'une coordination dynamique entre les partenaires comme ce qui a été initié par le collectif d'éleveurs et le comité technique. Cela assurera une unicité des organismes en lien avec la gestion du sanitaire et permettra d'assurer une meilleure communication.

PPAM (1 projet) / CRA

Le projet s'inscrit dans la continuité du plan précédent et couvre un besoin de la filière en terme d'accompagnement technique pour une partie des exploitants qui ne sont pas suivis par Interbio.

Viticulture (1 projet) / CIV Corse

Le plan d'action stratégique de la filière viticole corse proposé par le conseil interprofessionnel des vins de

corse (CIVC) projette de rétablir et de renforcer la compétitivité de la filière par la mise en œuvre d'une stratégie marketing, basée sur le suivi économique, en particulier pour la commercialisation, et la mise en œuvre d'un plan de promotion à l'échelon régional, national et à l'export. Un programme de développement de l'œnotourisme est prévu ainsi que la réalisation des projets collectifs d'innovation technologique décliné sur les vins rouges, rosés et blancs.

La transformation de la filière portée par des programmes de recherche et développement et le renforcement du suivi technique accompagnant le changement climatique et de la transition agro écologique.

Actions transversales (6 projets)

Circuits courts/ Agro-écologie et pastoralisme : 1 projet porté par la Chambre Régionale d'Agriculture

Le projet présenté regroupe des actions visant à soutenir les revenus des exploitants en assurant les débouchés des productions via la connaissance et la conquête des marchés, en proposant au tissu agro-économique insulaire, des outils d'analyses et de connaissance des marchés permettant de construire des décisions stratégiques de développement. Il vise également à accompagner la transition agro-écologique de l'agriculture corse et à accompagner l'adaptation au changement climatique.

Alimentation animale : 1 projet porté par la Chambre Régionale d'Agriculture

La Corse dispose actuellement d'un potentiel productif non négligeable, globalement sous exploité, et laissant augurer des marges de progression importantes. Le GRPF propose d'ailleurs un projet visant à mobiliser ce potentiel. En complément, les acteurs techniques spécialisés dans le domaine de l'alimentation animale ont manifesté le souhait de constituer un « Réseau de conseil en alimentation » au service de l'élevage local. Ce réseau aura pour mission de mettre en synergie les compétences de chaque organisme impliqué dans le projet dans le but d'améliorer les connaissances liées à l'alimentation des cheptels et, ce faisant, d'accroître les performances techniques et économiques des exploitations en lien avec les potentialités du milieu.

Assise financière : 1 projet porté par AGC 2B/AGC 2A et Agrigestion Corse

Le projet présenté s'inscrit dans la lignée des actions réalisées durant le Plan d'Avenir 2014-2020 sur l'Observatoire Economique. Il s'articule autour de 2 grands axes. Il vise essentiellement, pour le 1er volet,

à pérenniser et maintenir le référentiel technico-économique, améliorer le partage des informations qu'il contient, tout en diminuant les délais de production. Il sera également prévu d'instaurer une veille économique et prospective permettant l'évaluation des politiques agricoles.

La seconde partie, quant à elle, propose des actions dont l'objectif est de structurer et de suivre l'amont et l'aval de l'installation des agriculteurs, tant au niveau comptable et financier qu'administratif.

Coopération agricole : 1 projet porté par CAC

Le plan stratégique présenté par La Coopérative Agricole Corse s'inscrit dans la continuité des opérations réalisées lors du plan précédent 2015-2020. Il se décline en plusieurs actions qui visent, en lien avec la transition agro-écologique, à développer l'émergence de projets issus du tissu coopératif, aussi bien au niveau de l'amont (autonomie fourragère des exploitations), de l'emploi (groupements de producteurs, réseaux de distribution) et de l'aval (gestion des déchets/emballages, lutte contre le gaspillage alimentaire, etc.).

Sanitaire : 1 projet porté par le GTV Corse

Le projet vise le développement et la structuration zootechnique et sanitaire de l'élevage corse, afin de contribuer à l'amélioration de la rentabilité et de protéger des dangers pathogènes émergents.

Agro-protection : 1 projet porté par AREFLEC

Ce projet est porté par l'AREFLEC au profit des principales filières végétales de Corse en cohérence avec les objectifs du plan Ambition. L'association titulaire de la qualification pour l'expérimentation BPE doit mener des travaux dans les domaines de l'agronomie et pour la protection des cultures dans le respect de l'environnement. Les actions de soutien au développement des filières s'inscrivent dans les objectifs environnementaux de l'AAP et ciblent des problématiques spécifiques ou communes aux agrumes, fruits d'été ou olives. Ne sont présentées ici que les actions dédiées aux agrumes ou partagées, le complément étant présenté dans le projet de filière concernée.

Ces projets ont été instruits conjointement par les services de l'ODARC et par ceux de la DRAAF de Corse avec des expertises notamment du SRAL pour le volet sanitaire.

Cette instruction a été basée sur :

- La conformité aux orientations stratégiques du Plan Ambition
- La qualité et la capacité du maître d'œuvre
- L'historique de l'action proposée au regard des

plans précédents

- L'analyse technique du projet et des actions s'y afférant
- L'aspect prioritaire au regard des enjeux de développement des filières agricoles corses.
- La contrainte budgétaire du plan ambition, à savoir 7M€ de subvention par an, à parité CDC et ETAT.

Suite à cette instruction, un rapport a été présenté au Conseil Exécutif le 1 juin 2021 afin de valider l'ensemble des projets retenus pour la période 2021-2025.

L'individualisation des actions 2021

Pour l'année 2021, ce sont 81 actions menées par 38 maîtres d'ouvrage (associations, syndicats, Chambres d'Agriculture...) qui ont été mises en œuvre et financées dans le cadre du Plan d'avenir (crédits CDC et Etat).

Le montant total des demandes retenues par le service instructeur est d'environ 7.315 millions d'euros (hors crédits sanitaire et formation).

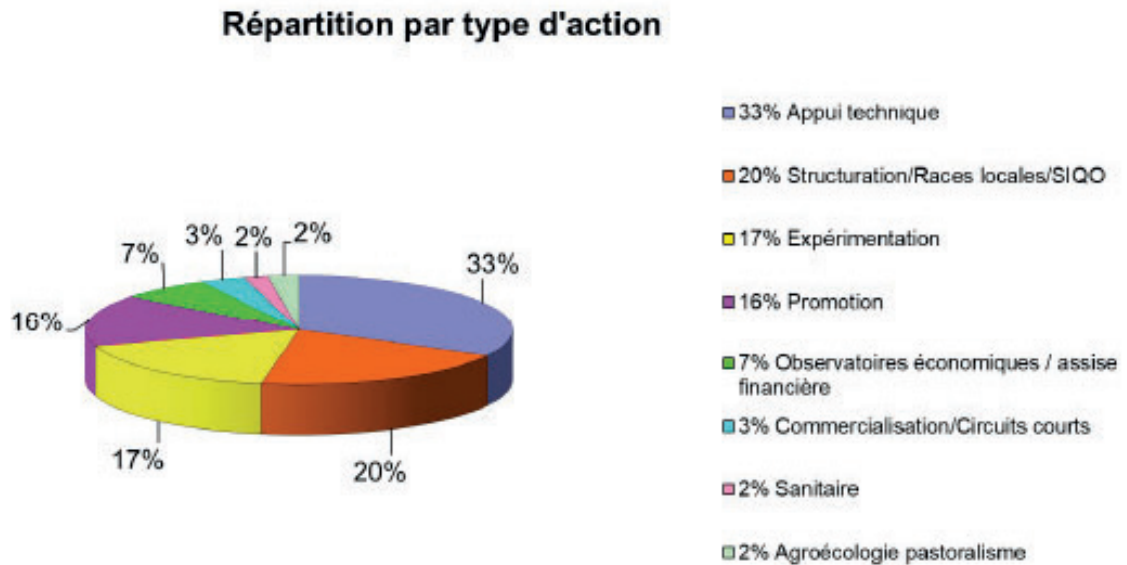
Total Demandes Retenues Des Filières	7 314 763 €
Dont Total Crédits ETAT	3 494 743€
	47.78%
Dont Total Crédits CDC	3 820 020 €
	52.22 %

Répartition par financeurs

La répartition entre financeurs s'est faite selon plusieurs considérations :

- L'expérimentation a été prioritairement financée par FAM (AREFLEC, CRVI) de même que le travail sur l'obtention de nouveaux signes officiels de qualité.
- La promotion des produits sous signe officiel de qualité est financée par l'ODARC de même que les opérations visant à la production locale de plants.
- Les ODG non engagées dans une nouvelle démarche de certification sont financées par l'ODARC.
- Le sanitaire est financé par FAM ainsi que les actions transversales agroécologie, pastoralisme et circuits courts.
- L'historique et la répartition des enveloppes sont intervenus en dernier lieu.

Répartition par type d'actions



La répartition entre type d'actions fait apparaître 6 groupes distincts :

- ◇ Le premier concerne le soutien technique et représente, à lui seul, 33% des efforts alloués. La prépondérance de ce groupe depuis des années révèle les besoins en termes d'accompagnement des exploitations au vue de l'évolution des itinéraires techniques. Ainsi, les actions visant à l'accroissement du niveau des connaissances sur le produit et les technologies et à leur transfert au producteur au travers de l'appui technique sont fortement mobilisées par les Chambres d'Agriculture.
- ◇ Le deuxième groupe représente la structuration des filières notamment au travers des démarches liées à la certification et au développement des races locales (20%). L'importance de ce groupe reflète les orientations prises par l'ensemble des filières en termes de reconnaissance de signes officiels de qualité, orientations fortement soutenues par la CDC. Ces démarches s'accompagnent nécessairement, en parallèle, de la mise en place de schémas de sélection et de multiplication des races locales reconnues. En parallèle, ce groupe porte également sur des actions essentielles au bon développement de l'agriculture insulaire comme la maîtrise de l'information qu'elle soit technique ou du marché et sa diffusion, afin de permettre l'amélioration des itinéraires technico-économiques et l'adaptation de la production à la demande.
- ◇ Le troisième regroupe l'expérimentation qui re-

présente 17% des financements. Ces opérations transversales sont un socle au développement des filières végétales et animales, que ce soit en termes de sécurisation des exploitations (certification des plants en local, lutte biologique...) ou en termes de développement (R&D, caractérisation produits, essais d'auxiliaires, mise en exergue de nouvelles pratiques/techniques...).

- ◇ Le quatrième groupe rassemble les actions visant à la promotion des produits sous signes officiels de qualité et à leur commercialisation. Il représente 16% des opérations financées. Ces activités de promotion sont essentielles car elles permettent de sensibiliser les consommateurs en communiquant sur les spécificités de ces productions et de renforcer la notoriété des produits.
- ◇ Le cinquième groupe (7% du budget) concerne la mise en place et le suivi d'observatoires économiques au sein des différentes filières, et notamment celui porté par la Chambre Régionale. Ce groupe intègre également le référentiel technico-économique réalisé par les trois AGC ainsi que des actions transversales qui portent notamment sur le conseil en économie et en gestion financière.
- ◇ Le sixième groupe est plus hétéroclite et concerne :
 - la commercialisation en circuits courts (3% des actions financées). L'organisation de l'aval notamment pour les produits fermiers participe à la structuration des filières mais également à une meilleure valorisation des produits.

- Des actions sanitaires nécessaires à la structuration des filières (hors champ obligatoire et prophylactique financé par ailleurs)
- Des opérations visant à promouvoir et accompagner le développement de l'agro-écologie et le pastoralisme (hors appui technique financé dans le cadre des actions par filière)

Répartition par filières

Si l'on fait une projection par filière, on constate une prépondérance forte des financements alloués à la filière ovine-caprine (près de 25% du montant global). Cette tendance, identique depuis quelques années, reflète à la fois l'importance des besoins dans ce secteur en termes d'appui technique et de développement du schéma de sélection notamment et l'implication forte des financeurs dans cette stratégie.

Les filières viticoles et agrumicoles bénéficient également d'une proportion importante des financements (respectivement 18% et 16%) principalement dédiés à l'expérimentation/innovation, à l'observation des marchés et à la promotion des produits sous SIQO.

Les financements alloués aux autres filières représentent assez justement le poids de celles-ci dans le paysage agricole insulaire, mise à part pour la filière bovine, qui rencontre des difficultés à mettre en œuvre des projets collectifs compte tenu notamment du manque d'engagement d'une large part des éleveurs (pas de filière structurée, peu d'exploitants présents dans les réunions, difficultés à développer des stratégies de développement partagées...).

Si l'on compare la répartition 2021 à celle de la dernière année du plan d'avenir, on remarque une certaine stabilité dans les financements alloués à chacune des filières, avec quelques hausses ou baisses à la marge selon les programmes d'actions annuels présentés.

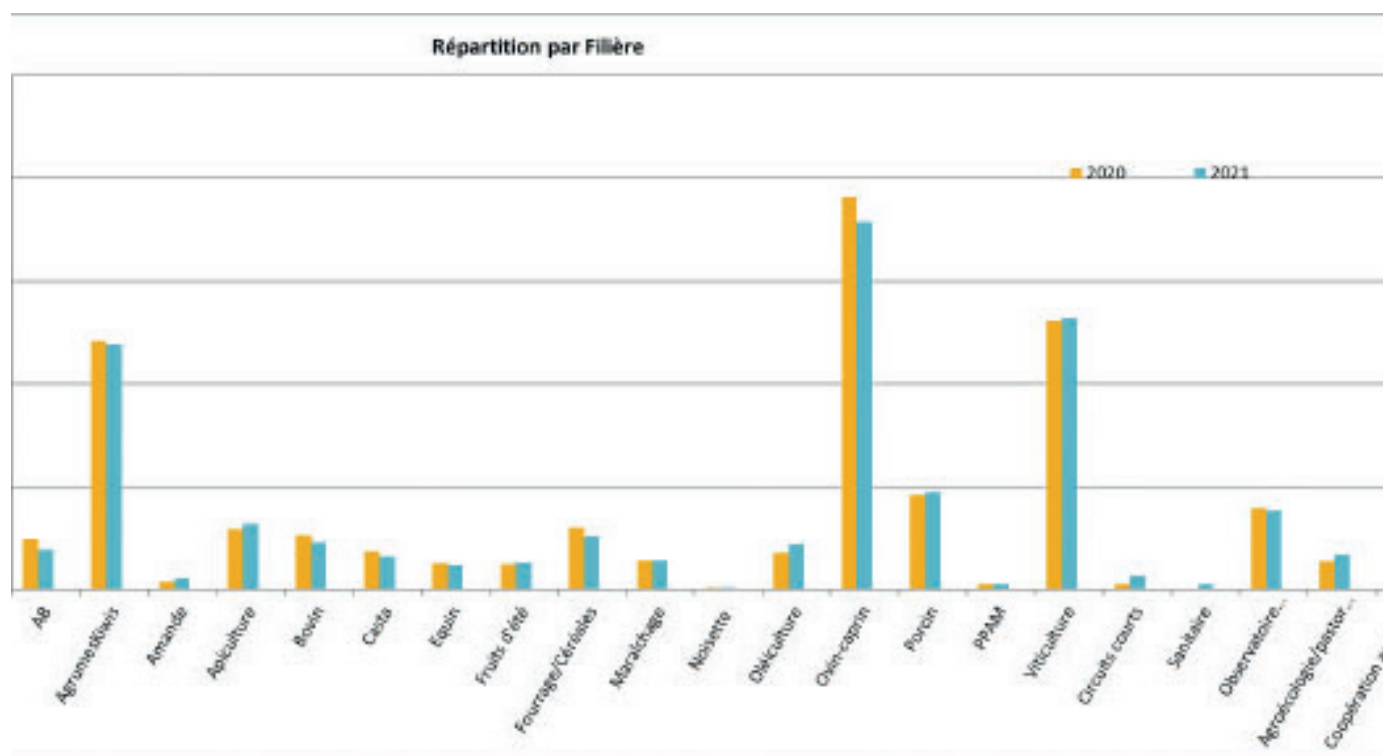
On peut souligner notamment une baisse des crédits :

- En filière ovine-caprine qui avait bénéficié ces dernières années d'une action complémentaire visant à renforcer le schéma de sélection (forçage des agnelles) qui n'a pu être reconduite en 2021
- En filière bovine dans l'attente d'un plan de développement structuré et des avancées dans le dossier IGP Veau de Corse et la race corse
- En filière fourrage/céréales dans l'attente du recrutement du technicien en céréales
- En Bio, compte tenu de la fin en 2022 d'un programme d'expérimentation.

En parallèle, on note une augmentation des aides :

- A la filière porcine avec des besoins en termes de communication sur l'AOP et en soutien technique aux éleveurs en AOP
- A la filière viticole avec la poursuite d'un projet d'expérimentation mené par le CRVI concernant l'impact des bois utilisés dans le vieillissement des vins
- En apiculture, avec des besoins en terme d'expérimentation
- En oléiculture, avec un renforcement de l'appui technique
- A destination des aides transversales circuits

Répartition par filières



courts, agroécologie et pastoralisme.

Les actions spécifiques

En dehors du cadre du Plan Ambition, un certain nombre d'opérations spécifiques sont financées sur décision de l'Assemblée de Corse. Pour l'année 2021, un nouveau plan tremblante a été mis en œuvre, les plans de lutte contre la paratuberculose et contre Aujeszký ont été poursuivis.

Parallèlement, le dispositif « Contrats de Coopération Professionnelle Agricole- CCPA » validé par l'Assemblée de Corse en 2019, poursuit son déploiement.

Action spécifique : Le plan de lutte contre la tremblante

Un plan de lutte contre la tremblante par la sélection génétique a été mis en place en Corse à partir de 2010. Outre l'aspect sanitaire, il a permis de diffuser largement le progrès génétique créé par le schéma en termes de sélection laitière. Toutefois l'effort réalisé doit se maintenir car le nombre d'animaux portants le gène de sensibilité à la tremblante est encore important et la pression de sélection sur ce critère ne doit pas s'interrompre au risque de voir le nombre d'animaux sensibles à ce gène revenir à son niveau initial.

Ainsi, un nouveau plan « tremblante » pour la période 2021-2023 a été validée par l'Assemblée de Corse en mai 2021, d'un montant de 372 355€, afin de poursuivre l'aide au testage des béliers sélectionnés résistant homozygote à la tremblante et à la réalisation d'inséminations artificielles. Afin d'être incitative, l'aide à l'IA est couplée « taux d'IA de l'élevage/ nombre de brebis présentes à la mise bas ».

Le montant alloué pour 2021 est de 122 354 €. Il a permis le testage de 300 béliers et la réalisation de 9000 Inséminations Artificielles.

Action spécifique : Le plan de lutte contre la paratuberculose

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insulaires en entraînant une baisse de la production laitière et une mortalité importante.

L'objectif était de mettre en place un plan de maîtrise réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires. Ce plan de maîtrise s'appuyait sur l'expérience acquise lors du plan précédent (2010-2013), sur l'état actuel de la connaissance de cette maladie et sur les moyens de lutte existants.

Elaboré en 2016, notamment par la FRGDSB et

l'ILOCC, ce plan de maîtrise prévoyait un cofinancement Etat-Région, mais l'Etat n'avait pas répondu favorablement à cette demande.

Compte tenu de l'importance de la maîtrise de cette maladie pour le développement de la filière caprine corse, l'ODARC a donc repris attache auprès des différentes parties prenantes de ce plan pour le réactualiser. Le plan présenté a été validé par les professionnels représentés par l'Association I Capraghji Corsi, l'ILOCC et les CDA.

L'éradication de la maladie ayant été jugée impossible et la qualification des cheptels, prématurée, il est proposé de se concentrer sur 3 objectifs :

- Aider les élevages confrontés à de la paratuberculose clinique à maîtriser la maladie.
- Accompagner les élevages non touchés par la paratuberculose clinique afin de limiter le risque d'apparition de cas cliniques.
- Gérer la pépinière de chevrettes et le haras de boucs pour collecter et diffuser des animaux dont le statut paratuberculose est sécurisé.

L'approbation du Plan de maîtrise 2018 – 2022 de la paratuberculose en filière caprine a été acté par l'Assemblée de Corse (Délibération 18/331 AC du 20 Septembre 2018) Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2020/2021 ont été individualisés pour un montant de 133 699 €.

Action spécifique : Le plan de lutte contre Aujeszký

Contexte régional

Cette pathologie pénalise fortement les élevages insulaires en entraînant notamment une baisse importante de la productivité.

L'objectif est de mettre en place un plan de lutte réaliste et adapté aux contraintes techniques des élevages insulaires.

Les intérêts de ce plan sont multiples notamment :

- Augmenter la productivité des élevages
- Améliorer l'état sanitaire des troupeaux d'une manière générale
- Recouvrer un statut indemne : la sortie de porcs vivants du territoire est impossible actuellement. Ceci impacte négativement l'image de la région mais quid de la sortie des viandes à terme, des évolutions réglementaires étant toujours possibles et le statut sanitaire de la viande de porc est un enjeu majeur pour la France dans son commerce international.
- Ne pas prendre trop de retard car les outils de

surveillance et de gestion vont se raréfier puisque la France continentale est indemne : le vaccin n'est plus disponible en France par exemple, avec un circuit d'importation plus compliqué et plus coûteux...

Les propositions présentées sont issues d'une démarche participative, dont l'objectif était de co-construire un plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky en Corse. Ce travail a été réalisé par l'INRA et l'OVS animal. Les travaux ont été conduits en accord avec les services sanitaires de l'Etat et ont vu la participation de l'ensemble des catégories d'acteurs concernés par la problématique de la maladie d'Aujeszky (ODARC, éleveurs, chasseurs, GTV...).

Objectifs du Plan

La stratégie de gestion de la maladie d'Aujeszky proposée repose sur l'objectif d'éradication via la vaccination. Cependant, elle propose un mode opératoire différent des stratégies « classiques », en posant certains principes d'action notamment :

- Coordonner l'action par microrégion : la proximité géographique des élevages est un élément clé de la stratégie : si un éleveur vaccine dans le but d'éradiquer, il faut que ses voisins vaccinent également. Il s'agit de concentrer et créer les res-

sources microrégion par microrégion ;

- Concevoir une stratégie par étapes et conditionner le passage d'une étape à une autre : le principe de conditionnalité repose sur le fait qu'il faut atteindre certains objectifs (nombre d'éleveurs prêts à participer par exemple) avant de déclencher les opérations suivantes ;
- Enrôler les acteurs locaux dans le processus (élus, chasseurs, éleveurs...) et les responsabiliser : le principe repose sur la « collectivisation » du problème de la maladie d'Aujeszky, dépassant la lutte à l'échelle individuelle (un éleveur seul ne peut régler le problème).

Mise en œuvre pratique du plan

Les différentes phases :

1. Phase « structuration » - Objectif : créer les conditions favorables au déploiement de la vaccination dans les élevages et des opérations de suivi de la situation sanitaire : définir un comité local de coordination, sensibiliser, identifier et enrôler les acteurs.
2. Phase « amorçage » - Objectif : amorcer le programme de lutte (vaccinations, prélèvements, clôtures, formations...) pour amplifier la structuration de la zone et pour diminuer la



pression virale afin de passer en phase « développement ».

3. Phase « développement » - Objectif : diminuer suffisamment la séroprévalence pour enclencher des mesures de lutte sanitaires exclusives dans la zone.

Les microrégions concernées :

Les travaux de co-construction de ce dispositif ont abouti à une proposition de deux régions contrastées pour le lancement des opérations : Le Boziu « élargi » et la vallée de la Gravona pour un total de 72 éleveurs et environ 7000 porcs.

La Collectivité de Corse contribue au suivi administratif et technique du plan ; l'Etat contribue aux dépenses liées à la vaccination, aux visites vétérinaires et aux analyses sérologiques. Le GDS Corse est le bénéficiaire de l'aide. Coût total plan : 833 400€ - ETAT : 508 079€ - CDC : 325 321€

Le Plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky 2020-2024 en filière porcine a été validé par la Commission Permanente de l'Assemblée de Corse le 06 mai 2020.

La phase 1 « Structuration » sur les territoires de la Gravona et du Boziu qui s'est déroulée en 2020 a permis de relever précisément le nombre de porcs à vacciner et de réaliser un état des lieux de la contention chez les éleveurs engagés. En 2021, les opérations de la phase 2 ont commencé concrétisant le démarrage du plan de lutte contre la maladie d'Aujeszky.

L'année 2021 a ainsi été consacrée aux premières opérations de vaccinations et une enquête sérologique a été réalisée en abattoir dans ces deux micro-régions. Les opérations de la phase 1 de structuration ont été également poursuivies afin d'enrôler davantage d'éleveurs dans le dispositif afin de permettre la régularisation de tous les détenteurs d'animaux des zones concernées.

Les crédits ODARC / CdC alloués à cette opération pour la campagne 2021 ont été individualisés pour un montant de 45 581 €.

Action spécifique : Les Contrats de Coopération Professionnelle Agricole

L'évaluation ex ante du PDRC 2014-2020 a mis en évidence les carences en compétences techniques que présentent les jeunes agriculteurs au démarrage de leurs activités professionnelles. En effet, ils sont majoritairement détenteurs du niveau de formation minimum requis, à savoir le BPREA, formation qui demeure insuffisante du fait notamment qu'elle ne permet pas d'acquérir la technicité suffisante dans les

différentes spécialités des filières agricoles insulaires.

La politique régionale en faveur de l'installation et du développement agricole, fortement axée sur le développement de productions d'excellence intégrant des démarches de certification sous signes officiels de qualité, requiert la mise en œuvre de dispositifs qui servent ces objectifs.

Fort de ce constat, l'autorité de gestion du PDRC 2014 -2020, a proposé d'accompagner les projets d'installation des jeunes agriculteurs au travers de critères de modulation de la Dotation Jeune Agriculteur (DJA) qui répondent à ces orientations.

Ainsi, il est prévu dans les modalités de mobilisation de la DJA, de « favoriser » l'installation de jeunes agriculteurs qui peuvent se prévaloir d'une période d'immersion professionnelle au sein de la filière agricole de leur choix. Cette immersion professionnelle doit pouvoir se concrétiser par une présence du jeune agriculteur sur l'exploitation d'un agriculteur aîné durant une période suffisante lui permettant d'acquérir les compétences techniques requises par son projet d'activité.

Principe du dispositif

Le dispositif « Contrats de coopération professionnelle agricole » vise à encadrer les conditions d'immersion professionnelle du jeune agriculteur et à la soutenir.

Il porte sur des périodes d'immersion professionnelle visant à acquérir ou à développer des savoir-faire ou des techniques agricoles sur le territoire régional.

- ◇ Un chef d'exploitation dit confirmé (au regard des critères de sélection annexés au présent rapport) engagera un salarié pour une période de 6 mois et ce, au travers d'un Contrat à Durée Déterminée (CDD), pour l'exécution d'une tâche saisonnière correspondant à la saisonnalité de la production concernée. Ce contrat sera signé entre les deux co-contractants et en précisera les engagements respectifs. Un organisme comptable agréé réalisera les engagements juridiques et comptables de l'employeur et de son salarié (contrat, fiches de salaires, MSA, etc.). Ce dispositif nécessite un engagement de l'exploitant employeur à transmettre ses savoir-faires et pratiques. En contrepartie, ce dernier percevra de l'ODARC une indemnité forfaitaire mensuelle de 500€, correspondant à environ 26h de travail consacrées à cette double mission de conseil en matière de stratégie et de techniques de production.
- ◇ Un organisme agricole (filiales, Chambres consulaires...) assurera la recherche et la sé-

lection des exploitations employeurs et des salariés JA ou en phase d'installation. Il établira la liste des compétences que le salarié devra acquérir et ce, en fonction du diagnostic de ses compétences et des connaissances techniques nécessaires à la bonne gestion d'une exploitation dans la filière concernée. Il constatera la bonne réalisation des activités et l'atteinte des objectifs fixés en termes d'acquisition de compétences. En fin de période d'immersion, il atteste de la bonne réalisation du contrat. Pour cette mission, l'organisme se verra allouer une dotation forfaitaire de 1 000€ par contrat suivi.

- ◇ Le salarié sera amené à réaliser les tâches définies initialement et validées par un organisme agricole. Il sera rémunéré par son employeur :
 - Cas n°1 : Si le salarié est inscrit dans le parcours à l'installation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps complet et percevra une rémunération équivalente à un SMIC.
 - Cas n°2 : Si le salarié possède (pour sa propre exploitation) le statut de chef d'exploitation, il sera engagé par le chef d'exploitation dit confirmé sur une période de 6 mois à temps partiel (1/2 temps). Cela lui permettra ainsi de travailler également sur sa propre exploitation. Il recevra une rémunération correspondant à ½ SMIC.

Les opérateurs :

- Les Organismes Agricoles publics ou privés (Chambres Consulaires, Associations de filières, Interprofessions, etc...).
- Les exploitants agricoles répondant aux critères de sélection des employeurs exemplaires (Cf. annexe 2) et ne présentant pas un lien de parenté de 1er degré avec le public cible accueilli.

Le public cible :

- Les agriculteurs en phase d'installation (entrés dans le parcours à l'installation et sur présentation d'un accusé de réception délivré par les services de l'ODARC)
- Les Jeunes Agriculteurs (JA) dans le cadre de la mise en œuvre de leur projet d'entreprise (durant les 4 ans après le constat d'installation) et donc installés en qualité de Chef d'exploitation.

En 2020, suite à une modification du PDRC, il a été proposé, dans un souci d'efficacité de ne plus valider au préalable les rapports en bureau de l'ODARC

mais de les présenter directement en Conseil Exécutif pour individualisation.

En 2021, ce sont 19 CCPA qui ont été validés pour un montant total d'aide de 256 120 €.

Janvier 2021

Trois contrats ont été présentés, accompagnés par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse. L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 35 340 €.

Mars 2021

Quatre contrats ont été présentés, accompagnés par 3 organismes :

- Chambre d'Agriculture de Haute Corse (1)
- Syndicat AOP Miel (2)
- ILOCC (1)

L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 56 620 €.

Avril 2021

Quatre contrats ont été présentés, accompagnés par 3 organismes :

- Chambre d'Agriculture de Haute Corse (2)
- Casgiu Casanu (1)
- InterBio Corse (1)

L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 56 620 €.

Septembre 2021

Un contrat a été présenté, accompagné par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse. L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 15 580 €.

Octobre 2021

Cinq contrats ont été présentés, accompagnés par la Chambre d'Agriculture de Haute Corse. L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 60 800 €.

Novembre 2021

Deux contrats ont été présentés, accompagnés par 2 organismes :

- ILOCC (1)

- InterBio Corse (1)

L'instruction de ces contrats a été réalisée par les services techniques de la DER. Ils ont ensuite été présentés au Conseil Exécutif. Le montant total programmé s'élève à 31 160 €.

La mise en œuvre du PDRC

Mesure 1.1 : La formation des actifs

Le principal enjeu de cet appel à projet était de renforcer la professionnalisation des actifs du secteur agricole et d'accroître leur niveau de connaissances par la formation continue, afin de les accompagner dans l'exercice de leur métier, d'assurer la mise à jour de leurs connaissances tant au regard des évolutions économiques que scientifiques et techniques et de les sensibiliser aux problématiques de qualité des produits, de gestion durable des ressources et de changement climatique, et ce, dans le but de préserver une agriculture compétitive, adaptée à la demande et respectueuse de l'environnement.

Afin d'être en capacité de proposer une offre de formation au plus près des spécificités des exploitations agricoles, a fortiori ceux liés à des conditions d'exploitation particulières liées au rural insulaire et/ou des types de production ou de produits, un référentiel des besoins avait été réalisé par l'ODARC pour chacune des filières agricoles, en lien bien évidemment avec les acteurs représentatifs de ces filières. C'est ce référentiel qui a servi à l'élaboration des lots de l'appel à projets.

Les bénéficiaires de la mesure pouvaient être :

- Les organismes collecteurs agréés par l'État pour la gestion des fonds d'assurance formation (OPCA).
- Les organismes de formation professionnelle continue publics et privés.

Les publics cibles étaient les personnes actives dans les secteurs de l'agriculture (exploitants agricoles, conjoints d'exploitants agricoles travaillant sur l'exploitation, entrepreneurs de travaux agricoles, agriculteurs en phase d'installation porteurs de projets agricoles, salariés des entreprises agricoles)

Les actions de formation proposées étaient des sessions de formation collectives portant sur des thématiques précises et répondant à des besoins concrets et partagés par un groupe cible de 3 personnes minimum.

La crise sanitaire et ses conséquences en termes de limitation des possibilités de réunions en présentiel

ont fortement impacté ce dispositif.

Les réponses à la session d'Avril 2021

Cet appel à projets s'est traduit par 2 réponses (pour 18 Lots) portées par 2 Organismes de Formation à savoir le SIDOC et la LCA. Six Lots correspondent à des formations obligatoires pour les JA.

L'instruction des Projets a été réalisée par les services techniques de la DER, qui ont établi une évaluation suivant les critères prédéfinis dans l'Appel à Projet. Ils ont ensuite été transmis au Pré-Corepa et présentés au Conseil Exécutif. Le montant global de l'individualisation des actions de formation des actifs pour cette 1ère session de 2021 a été de 56 905,98 € pour 154 heures de stage, et ce, pour un public prévu de 205 stagiaires.

Les réponses à la session d'Aout 2021

Cet appel à projets s'est traduit par 1 réponse (pour 1 Lot) portée par 1 Organisme de Formation à savoir l'ILOCC. Un autre Lot correspond à une formation obligatoire pour les JA.

L'instruction du Projet a été réalisée par les services techniques de la DER, qui ont établi une évaluation suivant les critères prédéfinis dans l'Appel à Projet. Il a ensuite été transmis au Pré-Corepa et présenté au Conseil Exécutif. Le montant global de l'individualisation des actions de formation des actifs pour cette 2ème session de 2020 a été de 1 305,42 € pour 14 heures de stage, et ce, pour un public prévu de 10 stagiaires.

Les réponses à la session de Décembre 2021

Aucun organisme n'a répondu pour cet appel à projets. Un nouvel Appel à Projets sera lancé début 2022.

Mesure 1.3.2 : Echanges et visites d'exploitations agricoles en dehors de Corse

Le principal enjeu de dispositif est de permettre l'acquisition de nouvelles pratiques ou l'amélioration des connaissances des exploitants et salariés agricoles au travers de la découverte de techniques innovantes ou de bonnes pratiques menées sur des exploitations en dehors du territoire insulaire. Ces échanges d'expérience visent à améliorer les connaissances et les pratiques des visiteurs et de leur organisation, et à intégrer les acquis des visites dans leurs activités quotidiennes.

Au-delà du simple échange d'idée, ces visites permettent de voir des choses concrètes, d'en comprendre l'intérêt pour ensuite les adapter et les appliquer à sa propre réalité. De plus, cette méthode permet de prendre conscience de ses propres com-

pétences et capacités, favorise l'ouverture d'esprit et l'évolution des pratiques

La crise sanitaire et ses conséquences en termes de limitation des déplacements ont fortement impacté ce dispositif.

Les réponses à l'Appel à projets d'Avril 2021

Compte tenu de la crise sanitaire, aucun organisme n'a répondu à cet appel à projets.

Les réponses à l'Appel à projets d'Aout 2021

Compte tenu de la crise sanitaire, aucun organisme n'a répondu à cet appel à projets.

Les réponses à l'Appel à projets de Décembre 2021

Cet appel à projets s'est traduit par 1 réponse portée par 1 organisme à savoir l'Organisation des Maraichers de Corse. Ce programme d'échanges est prévu sur 4 jours, du 10 au 13 janvier 2022, dans la région des Pays de la Loire. Une délégation de 12 personnes, comprenant des maraichers (7 aînés et 4 JA) ainsi que la technicienne de la Chambre d'Agriculture de Haute Corse, sera accueillie et accompagnée par des professionnels locaux. Le montant d'aide programmé pour cette mesure s'élève à 7 027,20 €

Un nouvel Appel à Projets sera lancé début 2022.



La promotion

Un nouvel Accord cadre a été mis en place en 2021 afin de couvrir les besoins en termes de promotion pour les trois prochaines années. Compte tenu des élections régionales, ce dernier n'a pu être octroyé avant l'été, ce qui a engendré des retards dans les marchés subséquents et donc dans la mise en œuvre de certains projets. En parallèle, la crise Covid a engendré des retards et l'annulation du Salon International de l'Agriculture.

Le Salon International de l'Agriculture 2021

Le SIA ne s'est pas tenu en 2021 compte tenu de la situation sanitaire liée à la COVID.

En septembre 2021, les réservations ont été faites auprès de l'organisateur COMEXPOSIUM pour l'édition 2022. Les marchés relatifs à la communication et à la réalisation du stand ont été préparés et lancés en fin d'année.

La promotion des produits

Sans agence de communication, il n'a pas été possible de faire une campagne d'affichage 4X3. Par contre, des insertions magazines ont été réalisés dans Paroles de Corse et Corse Matin notamment pour les fromages fermiers (printemps) et pour l'agneau de lait de Corse et le cabri (fin d'année).



NIULINCU • BASTELICACCIA • SARTINESI • CALINZANINCU • VENACHESE...

... *Diversità faci Ricchezza*



La Route des Sens Authentiques – A Strada di i Sensi:

Certain de l'intérêt de ce type d'itinéraires agri-touristiques, l'ODARC a relancé ce projet de développement dans le cadre d'une stratégie globale qui s'inscrit sur le long terme et qui puisse permettre à l'agriculture et à l'artisanat de mettre en lumière la force patrimoniale et économique de leurs productions.

En 2021, un nouveau territoire « Gravona, Prunelli, Paesi d'Aiacciu » a été créé permettant ainsi à la Strada di i Sensi de couvrir toute la Corse. Les autres territoires ont été actualisés avec de nouveaux adhérents ainsi que la mise à jour des adhésions (contrôle respect de la charte notamment en termes de production sous AOP et IGP). La Route des Sens Authentiques comptabilise

Territoires	Nombre d'adhérents	dont agriculteurs	dont artisans
Nebbiu - Capicorsu	76	70	6
Centru di Corsica	37	33	4
Casinca - Castagniccia - Costa Verde	48	41	7
Corsica Livantina	67	62	5
Sud Corse	52	48	4
Sartinesi - Valincu - Taravu	65	60	5
Dui Sevi-Dui Sorri - Cruzini - Cinarca	43	38	5
Balagna	65	48	17
Gravona-Prunelli-Paesi d'Aiacciu	31	30	1
Total	484	434	50

aujourd'hui 484 adhérents (+ 62 adhérents par rapport à 2020)

Un certain nombre d'outils de promotion de la Route des Sens mis en place en 2020 ont été utilisés pour la campagne 2021.

L'identité visuelle

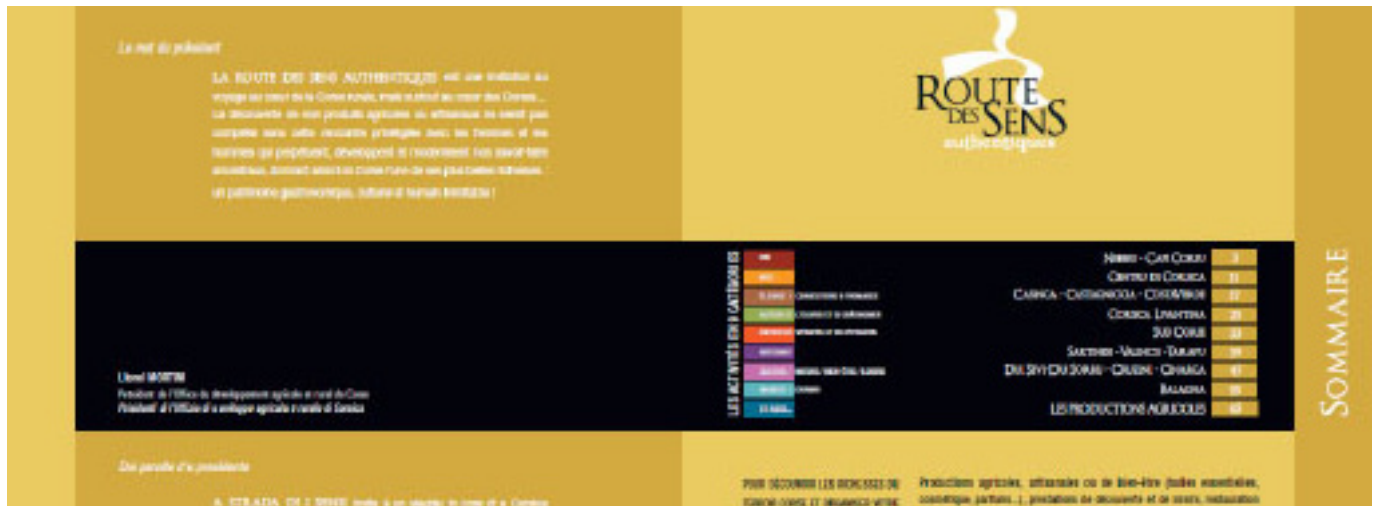
Une nouvelle identité visuelle avait été créée en 2020. Après un retour aux fondamentaux en 2018 et une communication tournée vers la rencontre en 2019, c'est la simplicité, l'innocence, le bonheur d'une petite fille respirant de l'immortelle qui a été choisie pour illustrer la campagne 2020 et maintenue en 2021.

La brochure

La brochure 2020 ayant été tirée à 55 000 exemplaires et compte tenu du contexte sanitaire de 2020, il restait des exemplaires qui ont été distribués dans l'ensemble des Offices de tourisme de Corse, à une sélection d'hôtels ainsi qu'aux adhérents.

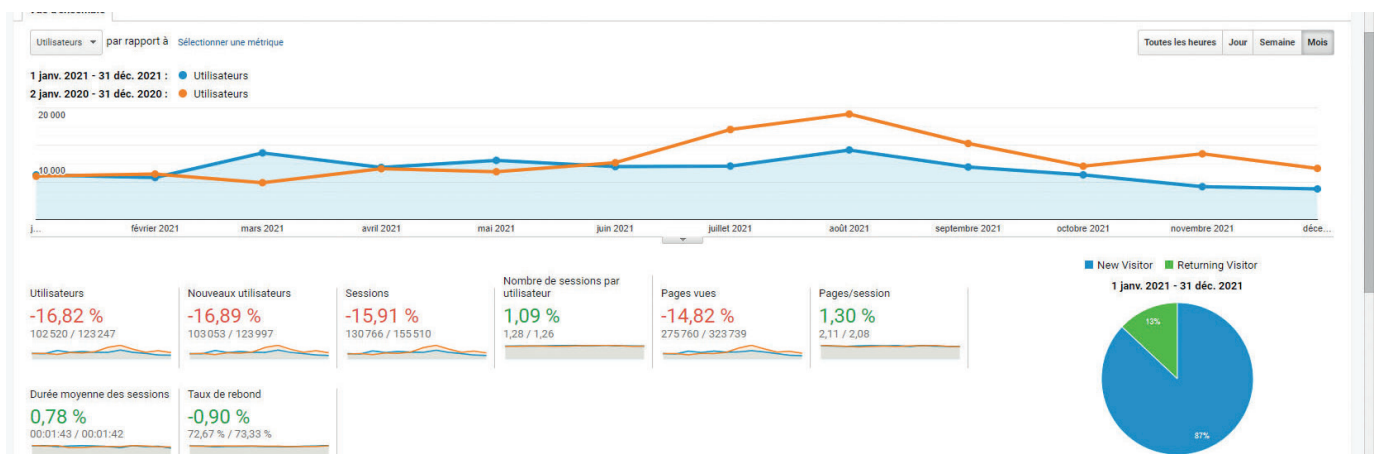
Son identité visuelle avait également évolué en reprenant bien sûr l'image du visuel 2020 pour une bonne lisibilité mais, les pages intérieures, elles aussi, avaient été retravaillées dans des tonalités plus vitaminées, ensoleillées.





Le site Internet

Le site internet www.gustidicorsica.com a été mis à jour et a intégré le nouveau territoire en fin d'année.



En 2021, on assiste à une légère baisse de fréquentation par rapport à 2020 notamment pendant la période estivale. Toutefois, ce sont plus de 130 000 sessions qui ont été ouvertes en 2021 et 13% des visiteurs reviennent sur le site.

Environ 83% des utilisateurs viennent de France, mais on note également de nombreuses connexions venant d'Italie, de Belgique, des USA, d'Allemagne, de Suisse, du Royaume Uni et du Canada, la traduction du site en italien et anglais facilitant l'accès aux internautes de ces pays.

Les insertions Presse

Des insertions presse ont été réalisées dans plusieurs médias (Paroles de Corse, Corse Matin, Bienvenue à la Ferme, Offices du Tourisme de Bastia et de la Costa Verde, l'Obs, la revue des Vins de Corse, Le petit Futé, Destination Corse, Corsicatours, la revue des aéroports de Corse du Sud, revue Hertz...).

Le label Restaurant Gusti di Corsica - Marque déposée par l'ODARC à l'INPI

Le Concept

Le label « Gusti di Corsica » sera attribué aux restaurants insulaires qui se singularisent par la qualité des produits corses utilisés dans l'élaboration de leurs prestations. Ce label garantira notamment que les restaurateurs utilisent des produits d'origine corse et de qualité reconnue. Ce label deviendra la vitrine d'une gastronomie corse qui valorise les ressources des territoires.

Les Objectifs

- Valoriser les circuits courts en offrant de nouveaux débouchés pour les producteurs locaux
- Créer une référence sûre pour les consommateurs et les touristes à la recherche des produits régionaux de qualité.

SUIVI DES PROJETS

Projection par mesure

La Division Economie Rurale mobilise des crédits CdC au travers de plusieurs dispositifs :

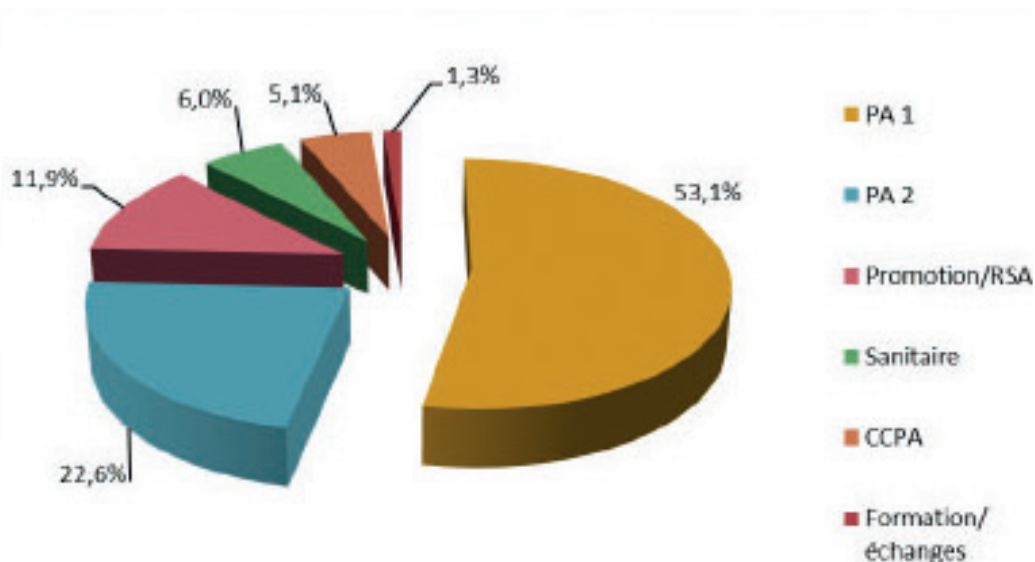
- ◇ Le Plan Ambition
 - PA 1 : Projets collectifs de filière
 - PA 2 : Promotion des produits sous SIQO
- ◇ Le PDRC 2014-2022
 - Mesure 1.1 Formation des actifs
 - Mesure 1.3.2 Echanges techniques
- ◇ Les opérations spécifiques
 - Promotion en propre
 - Dispositif de crise sanitaire (Tremblante, Paratuberculose , Aujesky...)
 - CCPA

A cet égard, une projection par mesure participe à l'éclairage du panel des possibilités offertes.

Ainsi, l'ensemble des opérations pilotées par la Division Economie Rurale (hors plan ambition payé par FranceAgrimer) représente, pour 2021, 5,05 millions d'euros, en diminution par rapport à 2020 compte tenu de l'absence du Salon de l'agriculture cette année.

75.7% des actions sont financés au travers des 2 mesures du Plan Ambition, 12% relèvent de la promotion en propre (sans SIA 2021), 6 % ont un caractère sanitaire et 5.1% recouvrent les CCPA qui sont encore en nette augmentation en 2021. Par contre, la formation et les échanges techniques ont subi les contraintes liées à la crise sanitaire et ont été peu mobilisés cette année.

Projection par mesures



- Mettre en avant les restaurateurs qui valorisent les produits locaux de qualité
- Valoriser les produits insulaires et les savoir-faire des restaurateurs corses
- Offrir des gages de qualité qui viendront consolider les démarches qualité des producteurs insulaires.
- Renforcer l'image gastronomique de la Corse.
- Confirmer les savoir-faire des chefs insulaires et de nos producteurs comme un élément culturel en termes de patrimoine culinaire corse, sous son aspect traditionnel et innovant.
- Réaliser un maillage territorial de restaurants labellisés
- Créer une dynamique partenariale entre les professionnels agricoles et de la restauration.

La charte

Une charte a pour but de préciser le cadre d'obtention du label « Gusti di Corsica ». Tout restaurateur désirant adhérer à ce label devra s'y conformer. Des audits qualité internes et externes seront effectués dans les établissements labellisés. Les restaurants adhérents bénéficieront d'une vitrophanie à leur entrée (logo fixé sur leur devanture comme guide du routard par exemple) qui permettra de les identifier ainsi que d'une communication dédiée au réseau.

Les actions réalisées en 2021

- Benchmarking des autres labels régionaux de restaurants en Europe
- Elaboration de la charte support de la labellisation des restaurants permettant de préciser le cadre d'obtention du label en s'assurant de la faisabilité et de la contrôlabilité des engagements. A finaliser en fonction des retours restaurants en 2022.
- Appréciation de la faisabilité du cahier des charges auprès d'une vingtaine de restaurateurs sur toute la Corse.
- Une alternante a été intégrée à l'ODARC pour participer à la mise en place de ce label.

Etudes, Analyse économique et prospective

L'étude économique des filières

Annuaire agricole corse

La Division Economie Rurale s'implique fortement dans la réalisation de l'Annuaire Agricole Corse, projet créé en 2009 et mené en coopération avec la Chambre Régionale d'Agriculture et le Service Régional de l'Information Statistique et Economique de la DRAAF. L'objectif de cette publication est de présenter annuellement les chiffres clés et les faits marquants du monde agricole insulaire.

Cet annuaire constitue un outil qui permet d'aborder les productions insulaires sous l'angle de données issues principalement des statistiques agricoles annuelles et des associations de producteurs.

Ce document est destiné à alimenter les réservoirs d'informations des professionnels, des techniciens, des élus et, plus généralement, de tous ceux qui désirent porter un regard curieux sur notre agriculture régionale. L'édition 2021 dresse un bilan de la campagne de production 2020.



Parallèlement aux travaux relatifs à l'Annuaire Agricole Corse et au Panorama, la DER procède à une actualisation annuelle des informations quantitatives et qualitatives relatives aux filières agricoles corses

Les programmes européens

Tous les projets européens auxquels a participé la Division Economie Rurale sont clos puisque relevant de la programmation 2007-2013. L'année 2021 a donc été dédiée à tisser des partenariats en vue de se positionner sur les nouveaux appels à projets Marittimo, Med et Interreg.

L'AREPO

L'Association des Régions Européennes pour les Produits d'Origine a été lancée en 2004 sur l'initiative de la Région Aquitaine.

L'AREPO est un réseau institutionnel et professionnel qui compte aujourd'hui 33 régions issues de 8 pays européens et où sont produits près de 50% des produits sous Indications Géographiques européennes. En 2021, l'AREPO a accueilli la région de Macédoine occidentale comme membre à part entière et l'Association Française des Indications Géographiques Industrielles et Artisanales (AFIGIA) et l'Université de Parme comme membres associés. En outre, la Région de Crète a développé des contacts et des relations pour étendre l'adhésion à l'AREPO à Chypre.

Les membres de cette association mènent un lobbying déterminé afin que les produits d'origine, étroitement liés à un territoire, ne soient pas noyés dans une «agriculture mondiale».

L'AREPO, qui était présidée en 2021 par la Crète, est engagée dans le processus de la réforme de la politique de qualité avec une contribution proactive dans l'intérêt de toutes les Régions et de l'agriculture de l'Union Européenne.

Politique agricole commune

L'AREPO a continué à suivre le processus de décision concernant la nouvelle politique agricole commune.

Après la conclusion des négociations interinstitutionnelles sur la PAC après 2020, en juin 2021, la commission de l'agriculture et du développement rural du Parlement européen (PE) a approuvé, le 9 septembre 2021, le texte convenu de trois règlements de l'UE qui régiront la PAC de l'UE de 2023 à 2027. L'ensemble du Parlement sera appelé à voter pour l'approbation finale lors de la session plénière de novembre.

L'AREPO a commencé à travailler sur la PAC post-2020 depuis février 2017, lorsque la CE a ouvert une consultation publique sur ce sujet. L'AREPO a contribué à cette consultation avec une prise de position qui appelle à «Une nouvelle PAC pour une alimentation de qualité», soulignant l'impact des Indications Géographiques dans la fourniture d'importants biens publics socio-économiques et environnementaux.

Après la publication des propositions législatives par la CE et la nomination des rapporteurs du PE, l'AREPO a renforcé sa collaboration avec OriGIn afin de défendre ensemble les indications géographiques au niveau européen et les deux associations ont adopté une position commune et une stratégie de lobbying concernant la PAC. L'AREPO a élaboré un document avec des propositions d'amendements communs sur la PAC post-2020 et sur la révision des règlements sur les IG, pour renforcer la position des IG dans le développement rural et les interventions sectorielles et pour renforcer leur protection dans les règlements pertinents.

La stratégie commune de l'AREPO et d'oriGIn a également été mise en avant lors de l'événement «Gouvernance, Organisation Commune de Marché et Indications Géographiques dans la nouvelle PAC post-2020», organisé conjointement avec l'ARE-FLH et Agriregions. Certains des membres les plus influents de la Commission de l'agriculture et du

développement rural ont accepté notre invitation à participer. En particulier, le député européen Jérémy Decerle (Renew Europe) a participé en tant qu'orateur à la table ronde AREPO sur «La nouvelle approche de la PAC sur les Indications Géographiques».

Politique de la qualité

Feuille de route de la Commission Européenne sur l'évaluation des systèmes de qualité de l'UE

Le processus d'évaluation de la politique de qualité de l'UE, débuté en avril 2019 avec la feuille de route de la CE sur les systèmes de qualité de l'UE est désormais terminée. Ainsi, la Commission européenne a officiellement lancé en novembre 2020 le processus de révision du système des IG de l'UE. Ce processus a débuté avec la feuille de route pour la révision du système des IG de l'UE (cliquez ici pour lire la position de l'AREPO), suivie par l'ouverture d'une consultation publique sur la révision du système des indications géographiques de l'UE, en janvier 2021. L'AREPO a répondu à la consultation publique et a soumis une prise de position sur les propositions et les objectifs de la consultation. Une proposition de la Commission est attendue pour la fin de l'année 2021, accompagnée d'une analyse d'impact, basée sur les résultats de la consultation.



LES PÔLES DE COMPÉTENCES

Le Pôle de compétences en élevage d'Altiani

Le Pôle de compétences en élevage à la station d'Altiani vise à associer, en un même lieu, différents partenaires autour d'un enjeu commun, celui d'inscrire la dynamique économique des filières insulaires d'élevage dans une perspective de développement durable.



Chiffres clés

- Un troupeau de 200 brebis de race corse suivie en CLO
- Un domaine de 52 ha de surfaces fourragères dont 20 ha irrigués + 30 ha en cours de mise en valeur

Réalisations 2021 :

- Réalisation des travaux de démaquisage et de clôtures. Initiés en 2020, ces travaux ont été finalisés en 2021 permettant le redémarrage des productions fourragères et la mise en place d'un troupeau de boucs en race corse.
- Création du haras de boucs (voir supra – actions de filière)
- Une assistance à maîtrise d'ouvrage a été engagée visant à réaliser un hangar de stockage de fourrage et de matériel pour le haras de boucs et pour agrandir la fromagerie de façon à créer un sas d'entrée et ainsi respecter les normes sanitaires en vigueur.
- Lancement Etude Hydrologique et hydrobiologique dans le cadre d'une procédure LOI sur l'eau pour une demande de prélèvement au niveau de la station d'expérimentation de l'ODARC à Altiani et ainsi développer un réseau d'irrigation des parcelles de la station.
- Poursuite des travaux liés à la thèse (voir supra – actions de filière)
- Mise en place du Comité Scientifique et Technique Apicole (voir supra-actions de filière)
- Lancement d'une expérimentation sur la capacité d'ingestion des brebis de race Corse. Le comité d'orientation stratégique de la station a validé, pour la campagne 2021-2022, la réalisation d'une expérimentation visant à évaluer la perti-

nence des équations actuellement utilisées pour prévoir l'ingestion des brebis de race Corse. En effet, ces équations ont été élaborées à partir des races Lacaune, Manchega et Latxa, dont le gabarit est nettement supérieur à celui de la race Corse. Dans ce contexte, l'ODARC et ses partenaires (ILOCC, INRAE Selmet-LRDE, OS Pecura Corsa, Chambre d'Agriculture de Haute-Corse) ont initié une expérimentation visant à évaluer la pertinence de ces équations pour les brebis Corses en lactation et vérifier, le cas échéant, si un ajustement de leurs coefficients est nécessaire.

- Ainsi, la période de septembre à décembre 2021 a été dédiée aux préparatifs nécessaires pour pouvoir débuter l'expérimentation mi-janvier 2022 (organisation de la bergerie, préparation du matériel, réservation du fourrage, choix des brebis, élaboration du protocole d'expérimentation, etc.).

Le Pôle de compétences en fourrages/céréales de Migliacciaru

Le permis de construire relatif à la création d'un hangar agricole et à la réhabilitation du bâtiment existant pour en faire un espace de travail et d'accueil à l'instar de ce qui a été fait à Altiani a été déposé en 2021. L'enjeu est de mettre en place, sur ce site, une station d'expérimentation dédiée à la filière fourrage/céréales avec des essais menés sur les variétés, la fertilisation, l'irrigation, le travail du sol, les semis sous couvert, la rotation, l'enrubannage... et ce, en coopération avec la filière fourrage (GRPF).

Les objectifs de ce projet de pôle de compétences sont :

- De développer une production plus durable et

mieux adaptée au changement climatique (réduction en intrants, espèces moins dispendieuses en eau, plus résistantes...

- De créer un outil pédagogique (accueil JA pour stages et formations ; journées techniques...)
- De devenir une vitrine de la filière fourrages/céréales.

Essais de semis fourragers sur les différentes parcelles

En l'absence de système d'irrigation, le GRPF de corse a pris le parti pour 2021 de semer des espèces annuelles (orge / ray grass et dérobées estivales).

Semis de janvier 2021 :

- 1 et 3 / Essai orge brassicole: 8 variétés
- 2/ Collection fourragère. Semis prévu en mars ou septembre 2021+ de 50 variété différentes
- 4/ essai semis Ray Grass italien vesce trèfle modalité 1 + essai date de fauche et conditionnement
- 5/ Essai dose de semis Ray Grass italien vesce trèfle modalité 2 + essai date de fauche et conditionnement
- 6/ Essai itinéraire technique orge brassicole pour Pietra.



Les partenariats tissés par la Division en matière de forêt

Partenaires	Missions réalisées	observations
CADEC	Préfinancement des dépenses éligibles des associations foncières de propriétaires.	Renouvellement du partenariat financier dédié à l'accompagnement des AFP sous forme d'avance remboursables (400 000 €)
DDTM 2B et 2A	Outil et méthode pour accompagner la création et le suivi d'Associations foncières autorisées	Gestion du foncier de 16 AFP : report à la parcelle des avis des propriétaires sur les mises en valeur projetées. Sur la création d'AFP : blocage lié à l'appréciation des périmètres pastoraux et forestiers / DDTM 2B
CRPF	Animation foncière pour la mobilisation et la gestion du foncier forestier privé	Adaptation du dispositif d'accompagnement pour la rédaction de Plans simples de Gestion forestiers, Suivi foncier forestier privé sur AFP, signature d'une convention triennale de partenariat ODARC / CRPF pour promouvoir la gestion durable des forêts privées
ONF	Démarches concertées auprès des acteurs économiques et des élus locaux. Collaboration sur la démarche certification des bois de Corse	Action concertée sur la commande publique auprès des communes et des COM COM Suivi concerté de projets utilisant du bois local sur Cristinacce, Evisa et Bastia. Collaboration sur l'établissement de références techniques (sylvo pastorales, itinéraires forestiers...)
PEFC	Appui aux missions de l'association	Labellisation d'une démarche de qualité pour les propriétaires forestiers et les entreprises de la filière, soutien de l'association pour recouvrer son accréditation PEFC
DRAAF	Suivi du Programme Régional de la Forêt et du Bois et Programmes d'actions Dynacorsebois	Collaboration à l'animation PRFB et actions concertées sur suivi des actions et sur le financement des investissements forestiers
ADEC	Connaissance du marché local du bois par l'analyse des importations	Collaboration avec Corsica Statistica pour une enquête sur les importations de produits bois en Corse en vue de la réalisation d'une étude de marché
Association A Leva	Organisation et participation à « a festa di u legnu »	Organisation de débat/information sur la filière bois et soutien financier
Federazione di l'Associi Fundari di Pruprietari di a Corsica	Mise en œuvre d'un partenariat ODARC / FAFPC et AFP pour l'accompagnement des AFP	Objectif commun : organiser le soutien comptable et l'animation des AFP pour renforcer leur opérationnalité dans leurs missions de gestion et de mise en valeur du foncier agro-sylvo-pastoral
Syndicat des entreprises de travaux et d'exploitation forestières « i lignaghjoli corsi »	Soutien à l'animation d'un syndicat participant à l'effort de structuration de la filière bois	Objectif : organiser les professionnels du bois et de la forêt, intervenant notamment sur le bois bûche. Favoriser les activités conformes à une gestion durable de la forêt. Encourager le développement d'une marque « Kallisté bois bûche »
Coopérative forestière A Silva	Développement d'une filière pour le liège et la structuration économique des propriétaires forestiers privés	Partenariat avec l'ETAT pour la relance de la filière liège (coordination des dispositifs de soutien pour la mise en valeur du liège dégradé, notamment).

Division Aménagement Forestier et Rural

La division couvre les domaines d'activité suivants :

- L'aménagement foncier et forestier
- Les études agronomiques & le système d'information géographique
- L'hydraulique et le bâtiment

L'Aménagement Foncier & Forestier

La cellule forêt et animation foncière a en charge la promotion, L'étude et la mise en œuvre des opérations d'aménagement et de valorisation rurale et forestière du foncier portant, notamment sur des projets de territoires collectifs et communaux.

Elle participe à l'élaboration et à la mise en œuvre des stratégies d'interventions territoriales et foncières et a en charge le suivi et l'instruction des projets collectifs (Associations Foncières Pastorales et groupements pastoraux) liés aux regroupements et à la valorisation du foncier agricole et pastoral ainsi que les projets individuels et collectifs de développement de la forêt et de la filière bois. A ce titre, elle intervient sur le développement économique des filières bois et liège, la valorisation des débouchés, l'amélioration des techniques sylvicoles et leur vulgarisation auprès du public... En 2019, la cellule a été renforcée par l'embauche d'un agent dédié à la mise en œuvre des politiques qualité sur le bois, notamment via le développement de la certification de la marque « Lignum Corsica » pour le bois d'œuvre et l'adhésion à la marque France bois bûche pour le bois de chauffage. En 2021, un technicien forestier affecté plus spécialement à l'accompagnement des entreprises de travaux et d'exploitation forestière ainsi qu'un stagiaire du lycée de Sartène en alternance, sont venus renforcer l'équipe forestière.

Elle participe, en qualité d'opérateur technique aux actions régionales transversales relevant de son activité

Les projets collectifs

Le développement des projets collectifs nécessitant une approche concertée de l'ensemble des intervenants, la cellule animation foncière forêt travaille dans ce cadre avec de nombreux partenariats : cf tableau page ci-contre.

Le développement forestier

L'ODARC, chargé par la Collectivité de Corse de

mettre en œuvre la politique de développement de la filière forêt bois, conduit son action dans la recherche des équilibres entre ces différents enjeux en associant chacun des acteurs du développement de la forêt et du bois.

En conformité avec les orientations définies par le plan stratégique de développement de la forêt et du bois arrêté par la Collectivité de Corse en 2016, l'ODARC veut inscrire son action dans une double stratégie.

- Une stratégie d'intervention sur chaque segment de la filière à travers les différents dispositifs de soutien mis en œuvre dans le cadre du PDRC et des aides sur fonds de la Collectivité de Corse
- Une démarche d'animation visant le développement du marché du bois local et la relance de la filière, par la conduite d'actions coordonnées et complémentaires.

Les mesures forestières du PDRC
et de la CdC à travers les appels à projets:

Gestion de l'appel à projet « Accompagnement des entreprises de la filière forêt- bois »..

L'AAP cible des entreprises valorisant les ressources de la forêt corse, dans une approche consolidée de la filière qui considère le lien amont-aval, et le respect d'un équilibre territorial et environnemental.

L'appel à projet concerne le renforcement de la compétitivité de ces entreprises pour ce qui concerne principalement les dépenses liées à l'ingénierie, la prospection et l'innovation, le développement des installations et le soutien aux investissements, et indirectement aux besoins des entreprises en matière de formation et d'emploi. Au 31 décembre 2021 sur les 52 entreprises d'exploitation forestière et de la première transformation du bois ayant candidaté à l'appel à projet, 41 ont présenté des demandes de subvention.

Les bénéficiaires ayant renoncé à leur demande de financement candidaient pour des investissements concernant particulièrement 2 segments de la filière :

- Celui de la transformation du bois énergie (production de plaquettes) pour lequel le taux de concrétisation est de 41 %.
- Celui du sciage pour lequel le taux de concrétisation est de 26%

Les difficultés rencontrées pour l'aboutissement de leurs projets concernent notamment :

Pour le secteur du sciage :

- La difficulté de mobiliser un autofinancement s'élevant à 60% de l'investissement (mesure 8.6 du PDRC)
- La difficulté de dimensionnement de l'investissement au regard de l'incertitude sur les débouchés d'une part, et sur la capacité d'approvisionnement en bois d'œuvre local, d'autre part.
- Les difficultés des entreprises candidates à obtenir les permis de construire sur le foncier mobilisé : blocages liés aux procédures de protection environnementales, aux documents d'urbanisme...

Pour le secteur énergie – plaquettes :

- L'absence de lisibilité du marché lié au décalage temporel entre les délais du PDRC et la réalité des débouchés (longueur des délais pour la mise en œuvre de chaudières et contractualisation des achats de l'énergie pour les projets de cogénération).
- La rentabilité des opérations liée au rapport aux coûts d'exploitation du bois énergie
- La difficulté de mobiliser l'autofinancement s'élevant à 60% de l'investissement (mesure 8.6 du PDRC)

La majorité des candidats ont présenté des projets d'investissements pour développer une activité liée à l'exploitation (coupe des bois et débardage). Il s'agit souvent d'entreprises intervenant dans le secteur du bois - bûche souhaitant moderniser leurs équipements pour augmenter et diversifier leur activité (exploitation du bois d'œuvre). 3 candidats présentent un projet de scierie dont 2 équipées d'une unité de séchage. Les projets d'investissement s'élèvent à plus de 5,1 millions d'euros

L'appel à projet desserte et infrastructures forestières

L'objectif de cet Appel à Projet est de permettre aux porteurs de projets de mobiliser le potentiel productif forestier par la réalisation des infrastructures améliorant l'accès à la ressource. Il vise à soutenir la réalisation ou l'amélioration de la desserte interne aux massifs forestiers, ainsi que les équipements internes aux forêts (plateformes et abris pour le stockage et le séchage du bois) au bénéfice des gestionnaires des terres, et les travaux d'aménagement structurants).



Malgré un taux d'intervention de 80% du montant de l'investissement, les décideurs communaux, très sollicités par ailleurs, s'interrogent sur l'intérêt de desser-

vir des forêts dans un contexte où le bois ne se vend pas. Au 31 décembre 2021, seulement 17 porteurs de projets ont candidaté à cet AAP. Il s'agit de 10 communes et de 9 propriétaires privés pour un montant total d'environ 1 116 000€ d'investissement liés à l'ouverture ou à la reprise de desserte forestière.

L'appel à projet « investissements pour l'amélioration des peuplements forestiers ».

Même si, du fait de l'émergence de partenaires dynamiques telle que la coopérative A Silva, les travaux sylvicoles ont progressé depuis 2016, ils demeurent très cantonnés à la suberaie en forêt privée. Les propriétaires, notamment communaux, ne s'intéressent que peu aux travaux sylvicoles pour la production à long terme de bois d'œuvre de qualité pour la même raison qu'évoquée précédemment : « Pourquoi investir sur des forêts dont le bois ne se vend pas ? ». L'évolution actuelle du marché du bois et la progression de la demande de bois, notamment pour la construction, fixe cependant un nouvel enjeu pour la filière forêt bois : Quelle sera la place du bois local dans cette évolution ?

Au 31 décembre 2021, cet appel à projet a été sollicité par 24 porteurs de projet pour la constitution de 20 dossiers, pour un montant total d'investissement de 675 000 euros.

Type d'opération	Nombre de dossier	Porteur de projet
Amélioration de suberaie	12	Coopérative A Silva / propriétaire privé
Amélioration de châtaigneraie	4	Coopérative A Silva / propriétaire privé
Sylviculture pins maritime	6	Propriétaire public (2)
Enrichissement / plantation	2	Propriétaire privé (2)

A noter, la proportion du nombre de projets conduits par la coopérative forestière A Silva dans les activités d'amélioration des suberaies.

Depuis 4 ans la coopérative qui compte une centaine d'adhérents, mène une action volontaire en direction des propriétaires de chêne liège. Elle a levé 130 tonnes de liège, suscitant de plus en plus d'intérêt de leur part.

L'appel à projet « accueil du public en forêt »

Paru le 24 Mai 2018, l'objectif de cet Appel à Projet est de renforcer, au sein des massifs forestiers, le caractère d'utilité publique des forêts en y développant l'accueil du public. Il est mobilisé surtout par les communes pour l'aménagement de sentiers forestiers. On compte 4 dossiers.

Les mesures d'aide régionale (hors PDRC)

L'aide à la rédaction des Plans Simples de gestion forestiers : un nouveau dispositif en 2020

L'établissement d'un document de gestion durable de la forêt est la base de la gestion forestière. Cela permet de planifier les actions à y mener selon des objectifs économiques décidés par le propriétaire, tout en gardant une approche responsable. Cette action s'inscrit dans les orientations adoptées par la Collectivité Territoriale de Corse pour renforcer le rôle de la forêt privée dans le développement économique et social de l'île.

Afin d'aider les propriétaires forestiers détenant plus de 25 hectares (PSG obligatoire) et ceux détenant entre 10 et 25 hectares (PSG volontaire), l'ODARC a, en 2020, totalement reformulé le dispositif d'aide à la rédaction des Plans Simples de Gestion :

- L'aide est fixée en fonction de la surface à aménager des peuplements forestiers. Le barème des aides a été détaillé intégrant 13 tranches allant de 10 ha jusqu'à 1000 ha
- L'aide varie de 2 500 € pour la première tranche de 10 à 25 ha et atteint 23 250 € pour la tranche supérieure à 1000 ha.
- Pour les plans simples de gestion de propriétaires regroupés (émanant d'associations foncières ou de plusieurs propriétaires ou d'indivision hors cadre familial au 2^e degré), ces montants sont majorés de 20%.
- De façon à favoriser l'exploitation des bois en forêt privée, l'aide à l'établissement de PSG ne présentant pas de projets de coupe ou de travaux sont minorés de 50%.

Au 31 décembre 2021, 17 nouvelles demandes de PSG représentant environ 580 ha ont été sollicitées par des propriétaires forestiers privés. Ce nouveau dispositif d'aides paraît donc être véritablement incitatif pour augmenter les surfaces de forêts durablement gérées.

Animation et études pour le développement forestier

Malgré la mise en œuvre des mesures d'aide financière à l'accompagnement des structures et aux investissements de l'amont forestier (matériels d'exploitation forestière), des difficultés d'émergence de projets notamment de sylviculture, de desserte et de scieries ont été constatés.

L'ODARC a donc élargi de façon continue son action pour prendre en compte :

- Une démarche particulièrement fédératrice visant

à soutenir la montée en gamme du bois de Corse et l'ensemble des démarches qualité susceptibles de favoriser son ancrage sur le marché (caractéristiques physiques, traçabilité, process, certification...).

- Une démarche transversale d'animation auprès de chacun des acteurs de la filière (propriétaires, prescripteurs, gestionnaires forestiers, exploitants, scieurs, organisations professionnelles, syndicales et environnementales, entreprises de la seconde transformation, R&D...) avec un objectif de coopération visant à concrétiser des projets communs (par exemple construction en bois local).

La caractérisation et la certification des bois de Corse.

L'ODARC assure au profit des professionnels de la filière, notamment des maîtres d'œuvre de la construction, la maîtrise d'ouvrage de travaux d'étude permettant de mieux caractériser les qualités du bois local et ses usages potentiels pour ce qui concerne :

- La résistance mécanique du Pin Laricciu et du châtaignier de Corse
- Les débouchés en bois ronds
- Le bleuissement des bois
- Les traitements en lien avec la classe de durabilité du bois
- L'acquisition d'une machine de classement mécanique du pin Laricciu qui sera mis à la disposition des entreprises

Il assure également en interne la réalisation de la certification concernant les bois de Corse.

Ainsi, après avoir déposé la marque « Lignum Corsica » à l'INPI et rédigé un projet de référentiel en accord avec les partenaires associés au sein du comité de pilotage, l'ODARC a conventionné en 2019 avec le COFRAC, les prestations nécessaires à l'agrément de la certification de la marque. Celle-ci permettra de rendre opposable le bois « Lignum Corsica » ou équivalent dans les marchés publics et identifiera le bois local en tant que produit identitaire et de qualité sur l'ensemble du marché. Plusieurs « chantiers pilotes » sont en cours ou réalisés : Cristinacce, Evisa, Bastia...

L'avancement de cette démarche est étroitement lié à la mise en situation des exigences du référentiel « Lignum Corsica » sur des chantiers utilisant du bois local, et donc, à la multiplication du nombre de projets :

Désigné organisme pilote dans la démarche de certification « bois de Corse » l'ODARC a élaboré une

méthodologie de travail se déroulant selon les étapes suivantes :

La démarche de validation du référentiel par COFRAC

La version du référentiel validée en comité de pilotage a été accréditée par le COFRAC (Comité Français d'Accréditation) au mois d'Octobre 2021. La démarche est ainsi entrée dans une phase concrète durant laquelle l'émergence de projets sera l'occasion d'affiner « in itinere » la rédaction du référentiel : c'est notamment le cas au travers de l'accompagnement des projets de Cristinacce, d'Evisa et de Bastia

Le dépôt de la marque «Lignum Corsica » à l'INPI

Déposée auprès de l'INPI par l'ODARC « Lignum Corsica » est le nom retenu par le Comité de pilotage pour la marque de bois corse. Se référant à ses sources latines, elle suggère une ligne de produits évocatrice de la richesse des ressources naturelles de la Corse.



L'adhésion des entreprises à la marque « Lignum Corsica »

Le référentiel étant validé par le COFRAC, un bureau d'étude a candidaté au COFRAC pour son accréditation en tant qu'organisme certificateur de la marque « Lignum Corsica ». Il sera chargé d'auditer les entreprises intéressées à l'utilisation de la marque pour vérifier le respect de son cahier des charges. Fin 2021, l'ODARC réfléchit à un dispositif de soutien des entreprises pour mettre en place une aide financière pour les accompagner dans leur démarche d'audit liée à « Lignum Corsica »

L'action auprès des communes et des Communautés de Communes de l'île

Afin de rentrer dans l'opérationnalité des actions un groupe de travail a été constitué ; composé de l'ODARC, de l'ONF de l'UR COFOR et de représentants des architectes, il viendra soutenir concrètement les projets que peuvent porter les territoires. L'organisation de réunions dans les Communautés de Communes de Corse visant à sensibiliser les Maires de Corse à l'intérêt d'introduire du bois et/ou du liège issu de leur forêt dans leurs commandes publiques ont été suspendues du fait des restrictions

sanitaires.

Les avantages pour les communes sont nombreux :

- Valorisation d'une ressource locale
- Apport d'un revenu pour les communes mettant en exploitation les forêts dont elles sont propriétaires
- Création d'emplois dans les territoires
- Amélioration de la qualité de vie et des bilans environnementaux...

L'accompagnement de projets pilote

Pour la réalisation de son projet de construction de logements communaux, la commune de Cristinacce a souhaité s'inscrire dans une démarche de filière courte et d'utilisation du bois local en Pin Laricciu. Afin de tester les conditions de mise en œuvre du critère de traçabilité des bois de pins Laricciu, qui est l'un des critères essentiels de la démarche de certification, la cellule foncier forêt a défini et proposé aux entreprises une méthodologie qui permette de tenir compte des exigences décrites au référentiel du projet de marque.



Bois identifiés en forêt



Bois identifiés en scierie



Bois identifiés arrivée usinage

La mobilisation du foncier

La démarche AFP

Ce dispositif prévu dans la mesure 7.1.1 du Programme de Développement rural 2014-2020 a pour principal objectif d'accompagner les communes dans l'établissement et la mise à jour des plans de développement de leur territoire, dans une optique de mobilisation économique et environnementale du foncier. Il s'agit de promouvoir des projets de développement des territoires dans une dynamique collective, favorisant in fine le maintien et l'accueil d'activités. Ce dispositif permet d'accompagner la réalisation ou la révision de plans de développement liés à la constitution ou au suivi d'Associations Foncières, qui constituent des opérateurs publics aptes à porter le projet.

La mesure 7.1.1 du PDRC a été complétée par un dispositif spécifique d'accompagnement des AFP pour garantir leur pérennité d'actions et leur permettre d'assurer une bonne gestion de leur fonctionnement (organisation de l'assemblée générale, tenue des comptes...).

De 2016 à fin 2021, 16 AFP ont utilisé le dispositif en vigueur pour un montant total engagé d'environ 240 000€. Chacune des AFP suivies a effectué une mise à jour administrative et comptable : Tenue des réunions des organes de décision (assemblées générales et conseils syndicaux) et présentations des comptes selon les règles propres aux établissements publics. Sur le foncier qu'elles regroupent, les AFP ont actualisé la liste et le poids décisionnel de leurs adhérents et mis à jour les conventions d'exploitations les liant aux utilisateurs du foncier. En activant la mesure 7.1.1 du PDRC, la plupart des AFP ont élaboré ou mis à jour le plan de développement de leur périmètre. Au cours de l'année 2021, 4 communes ont demandé à être accompagnées pour une démarche de mobilisation de leur foncier pouvant déboucher sur la création d'une AFP : Nuceta, Tarranu, Ortale d'Alisgiani, et U Pughjale.

En 2019 les AFP ont souhaité inscrire leur action dans une phase plus opérationnelle en constituant une Fédération des AFP. En 2021 la Fédération et l'ODARC ont poursuivi l'accompagnement des AFP par la mise en œuvre d'une convention de partenariat organisant la répartition des tâches entre les 2 structures :

La Fédération est chargée des missions suivantes :

- Gestion administrative et comptable de la FAFP
- Appui aux demandes d'autorisations administratives.
- Appui à la rédaction et suivi des marchés publics pour le compte des AFP (appel d'offre, réponses, ouverture des plis commissions, notification...)

- Appui à la programmation et suivi des travaux (réception des travaux, suivi des entreprises...)
- Appui au montage des dossiers de demande de financement (Contact avec les entreprises, demande de devis, montage et suivi du dossier CADEC, rédaction de la demande de financement (FAP) constitution des pièces liées à la demande)

L'ODARC est chargé des missions suivantes :

- Participation à la préparation des programmes de travaux (Diagnostic des besoins, soutien à la réalisation de la programmation, mobilisation du foncier des travaux, élaboration du projet de travaux, visite de terrain.
- Soutien au secrétariat des instances de décision des AFP
- Soutien aux décisions de mise en gestion du foncier (Conventions pluriannuelles, baux, concessions...). Mise à jour du foncier/cadastre et consolidation des propriétaires/ gestion outil 4 D, édition des mandats, des lettres types...
- Mise à jour des avis/accord ou refus de participation des propriétaires et de la carte des avis

Pour la réalisation de ses missions, la cellule foncier ODARC était dotée en 2020 d'un agent supplémentaire dont le poste n'a pas été renouvelé en 2021 ; ce qui a modifié sensiblement la capacité d'intervention de l'ODARC dans son action d'animation foncière.

Etat des projets de travaux des AFP au 31/12/2021

Voir tableau page suivante

Les autres démarches foncières de la cellule

Certaines demandes d'animation foncière sont initiées par des éleveurs pour déboucher sur la création de Groupements Pastoraux. Ainsi, au cours de l'année 2021, sur la commune de Calacuccia, la cellule a entamé une démarche d'animation tant auprès des éleveurs que des propriétaires fonciers pour tenter de déboucher sur une organisation visant une répartition rationnelle du foncier pastoral entre éleveurs.

La cellule a aussi participé aux démarches liées à l'élaboration de scénarii sur le futur du pastoralisme en Corse, initiées par l'INRA, la Chambre Régionale d'Agriculture et l'ODARC dans le cadre des projets « REDIN et REPAIR » financé par le CASDAR.

Elle participe également aux démarches concertées avec l'ensemble des acteurs concernés à la réflexion et à l'élaboration d'itinéraires techniques permettant d'encadrer l'activité sylvo-pastorale en Corse, et travaille particulièrement sur la question de l'utilisation des secteurs forestiers par les porcsins.

AFP	Travaux	stade avancement	prévision financement
AÏTI	Clôturer les terrains - projet sur la châtaigneraie avec clôture - verger collectif sur 3 hectares avec 2 sources - Clôture et démaquisage pour Olivier (apiculteur) pour la transhumance, accès et patrimoine bâti - piste forestière - Clôture périmétrale	Avant projet	chiffage en cours
A SARRINCA	Création parc porcin (clôture d'installation JA) - création parcs ovins (clôture pour renforcer exploitation JA) - création zone PPAM (clôture et piste pour JA) - réhabilitation d'une châtaigneraie (clôture pour JA)	FAP en cours de réalisation	ww564 000 € sur 2 ou 3 tranches
BELGODERE	Création parc pastoral (clôture bovin) - création parc agricole (clôture pour un éleveur ovin et un viticulteur, 2 maraichers et un arboriculteur : démaquisage et desserte) - création zone maraichage (clôture et piste pour JA)	réalisé en cours de paiement	
CARBUCCIA	Désenclement de la FC (pour 5 éleveurs porcins) - éclaircies sylvo pastorales (pour 5 éleveurs porcins) - création de parcs (pour 5 éleveurs porcins) - aménagement hydraulique - rénovation châtaigneraie (pour installation d'un JA)	FAP déposé en cours d'instruction	82 000 €
CARPINETTU	Rénovation châtaigneraie (élagage, démaquisage, clôture) - Projet de PSG collectif (expert forestier long)	FAP déposé en cours d'instruction	253 900 €
LAMA	Pas de projets définis		
LENTU	Desserte (piste d'accès au plateau abandonnée?) - Rénovation châtaigneraie en montagne (clôture, démaquisage, remise en état piste et élagage) - Rénovation 2nde partie oliveraie et réhabilitation 1ère tranche	FAP en cours projet de délégation de maîtrise d'ouvrage	320 000 €
LEVIE	Amélioration du verger d'Archinia (clôture démaquisage et élagage)	en projet	
LOZZI	Création parc de regroupement et 2 parcs ovins et bovins (clôture pour 3 agriculteurs) - création zone de vergers (clôture pour agricultrice en vue d'une transmission)	marché validé, travaux en cours	100 000 €
MONTE ASTU	Création parcs pastoraux (clôture et démaquisage) - rénovation oliveraie - desserte (rénovation piste attention DFCI)	FAP en cours de réalisation	203 000 €
OCANA	En attente extension périmètre		
OGLIASTRU	Pas de projets définis		
OLCANI	Création de clôtures autour des vergers	Projet	
GHIJUVELLINA	Création parcs pastoraux (pour 5 agriculteurs) - desserte (pour zones inaccessibles) et rénovation de châtaigneraie	1ère tranche terminée - projets en cours	276 505 €
RIVENTOSA	Desserte - création parc porcin (clôture et démaquisage) - création parcs pastoraux (problème de transmission de l'exploitation) - irrigation (autorisation de prise d'eau, projet trop coûteux, attente devis OEHC) - exploitation arbres fruitiers (problèmes accords de certains proprios) - projet de verger de variétés locales (à redéfinir et besoin d'irrigation)	Projet	
SAN GIOVANI	Rénovation châtaigneraie	projet	17 000 €
TOLLA	Réhabilitation châtaigneraie (élagage, démaquisage, piste et clôture) - réhabilitation vergers de pommiers (attente extension périmètre) - plantation de vergers de châtaigniers (problème de disponibilité des plants)- parc collectif (clôture pour sectoriser les animaux de l'estive)	en cours de travaux et dépôt nouveau FAP	85 000 €

Les études agronomiques & le système d'information géographique

La cellule agronomie et cartographie a en charge l'ingénierie de projets individuels ou territoriaux, pour l'ensemble des divisions du Service Développement.

La cellule participe également à l'instruction des mesures et projets du PDRC 2014-2020 (Appel à projet Mobilisation du foncier Volet DOCOBAS, avis techniques pour les mesures 411 et réalisation des diagnostics agricoles notamment) et mène des actions de formation et de consolidation et développement des outils SIG.

Elle produit des expertises techniques sur la thématique de la mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers, et accompagne les collectivités locales dans leur démarche de protection/valorisation des espaces agricoles.

En 2021, elle a contribué à la préparation de la PAC post 2020.

Suivi de projets

En 2021, le suivi de projets s'est poursuivi autour de différentes thématiques :

Les projets instruits dans le cadre du PDRC,

L'expertise sur la thématique « Mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers »

Les projets individuels

Les mises en valeurs et les DJA

La cellule formalise un avis agronomique pour chaque opération de mise en valeur (Mesure 4.1.1) concernant la production d'agrumes, de kiwis, d'amandes, de châtaignes, de fruits d'été, de noisettes (avis transmis aux filières dans le cadre de la procédure d'agrément de la cellule technique de chaque filière).

ment de la cellule technique de chaque filière).

La cellule réalise un diagnostic agricole préalablement à l'instruction des DJA (Mesure 6.1) prévoyant la mise en valeur en filière végétale de milieux recouverts de ligneux, fermés ou improductifs sur au moins 5 ha (dispositif de bonification Valorisation des espaces). Ces diagnostics sont réalisés sur la base de la visite de terrain réalisée par les agents de la DAT et d'une analyse agronomique permettant de valider les opérations concernées et de faire des préconisations.

Pour toutes les opérations de mises en valeur (mesure 4.1.1) et de rénovation castanéicole (mesure 5.2.1), la cellule est responsable du suivi et de la vérification des procédures cartographiques :

- Appui technique aux agents de terrain pour l'utilisation de l'outil GéODARC et l'utilisation des GPS (cartographie des opérations aux étapes d'instruction et de réception des travaux),
- En phase prévisionnelle, Contrôle Qualité au cours duquel sont vérifiés la cohérence du dossier foncier avec la localisation et les tracés, la cohérence du projet avec les données SIG disponibles, la bonne application des notes de cadrage (diagnostic pastoral, autorisation de défrichement), les tarifs appliqués. Pour chaque opération, la cellule produit un avis cartographique intégrant une carte de synthèse.
- En phase de réception des travaux et pour l'établissement du CSF, vérification de la cohérence des relevés GPS et des mesurages avec le prévisionnel et mise à disposition de rendus cartographiques. Ceci permet de constituer une base de données régionales géolocalisées, des travaux réalisés de ces mesures.

Concernant les projets d'installation, la cartographie des projets JA est réalisée de manière très ponctuelle, en fonction des besoins des agents.

Evolution du nombre d'avis et diagnostics rendus

	Type de projet/ mesure	2021	2020	2019	2018	2017	2016	2015
Avis agronomique	Mesure 4.1.1 - Plantation verger	15	22	24	30	14	25	0
Diagnostic agricole	Mesure 6.1 - DJA	1	3	6	2	8	6	-
Contrôle qualité (avis cartographique)	Mesure 4.1.1 (Mise en valeur)	111+10 en cours	114+9 en cours	128+16 en cours	98	69	52	1
	Mesure 5.2.1 (Rénovation castanéicole)	2	5	2	4	2	-	-
Réception & CSF (rendu cartographique des relevés GPS hors prévisionnel)	Toutes mesures confondues (peut intégrer des 4.1.2 et des constats d'installation JA)	145	160	145	96	38		
Cartographie DJA	Mesure 6.1 - DJA	0	1	0	0	4	19	14

Projet d'intégration des questions réglementaires environnementales dans l'instruction

Suite à quelques cas litigieux sur des dossiers et à une demande d'une meilleure prise en compte de la part de la DREAL, afin de mieux intégrer les aspects réglementaires environnementaux dans les processus d'instruction, un travail préparatoire d'identification des différentes réglementations environnementales applicables, des procédures, des référentiels disponibles et des contacts a été mené (tableau récapitulatif par type d'intervention) ainsi qu'un projet de note d'information sur les tortues d'Hermann.

Les projets de territoire

A travers l'Appel à projet 7.1.1 du PDRC (2014-2020), l'ODARC propose aux collectivités de réaliser un DOCOBAS (Documents d'Objectif Agricole et Sylvicole).

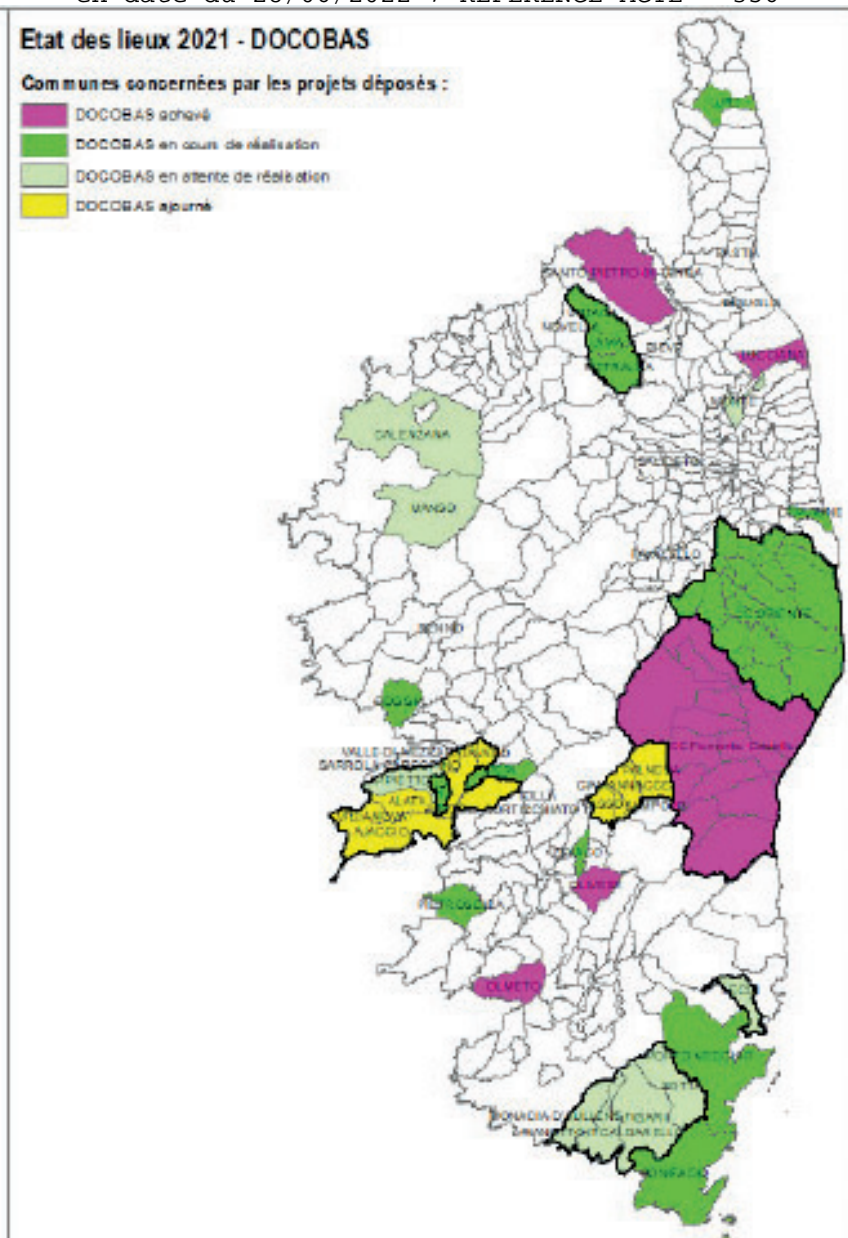
Il s'agit d'un dispositif spécifique à la Corse, mis en place pour répondre aux enjeux suivants :

- L'intégration de l'agriculture et de la forêt dans les projets de développement des communes
- Le maintien et le développement des activités agricoles du territoire pour une économie de production durable, un environnement de qualité et une meilleure gestion des risques naturels.

La réalisation d'un DOCOBAS consiste pour un ensemble de communes ou une commune à élaborer un plan de développement agricole et sylvicole sur son territoire. Il s'agit d'une démarche participative, visant à :

- Inventorier les ressources et les potentialités du territoire
- Localiser les zones présentant des enjeux pour le développement de ces activités
- Proposer un plan d'actions concourant à la mise en œuvre d'interventions foncières et d'aménagement dans ces secteurs.

Elle est encadrée par une méthodologie précise (un cahier des charges en 12 étapes) qui prévoit :



Nombre de communes	2021	2020	2019	2018	2017	2016
Projets déposés non démarrés	10	13	10	11	24	13
Projets déposés démarrés	34	32	27	41	17	0
DOCOBAS achevé	17	16	16	0	0	0
Projets déposés abandonnés	11	4	-	-	-	-
Total sur l'ensemble des projets déposés	61	61	53	52	41	13

- la réalisation d'un diagnostic
- la mobilisation des acteurs, la publication d'un Appel à Manifestation d'Intérêt pour inviter les porteurs de projets à se signaler, ceux qui souhaitent développer une activité mais aussi les propriétaires qui souhaitent mettre à disposition des terrains.
- la définition d'un projet : orientations stratégiques du territoire, périmètres prioritaires, plan d'actions

Un Comité de Pilotage valide les différentes étapes de réalisation du DOCOBAS.

La cellule est responsable de l'animation, de l'instruction et du suivi des DOCOBAS. En 2021, compte-tenu de la crise sanitaire 1 seul projet a été achevé, 8 projets ont sollicité une prolongation des délais d'exécution, les réunions publiques nécessaires à l'avancement des travaux n'ayant pu être menées. Les projets accompagnés se répartissent comme suit :

Onze projets sont en cours de réalisation (Petrusella, CC de l'Oriente, Peri, Afa, Luri, Cervioni, Porti-Vechju, Territoire d'Urtaca-Lama-Petralba, Bonifaziu, Coghja) et ont été suivis, dont 2 pour lesquels la réunion publique de lancement s'est déroulée en 2021 (Bonifaziu et Coghja). La cellule a accompagné leur mise en œuvre.

Six projets sont en attente de lancement (réunions publiques prévues en 2022): Calenzana, Mansu, Monte, Zevacu, CC sud Corse (5 communes sur les 7 : Figari, Lecci, Monacia d'Aullène, Pianottoli-Caldarelli, Sotta), Vescovato

Six collectivités ont été accompagnées pour constituer le dossier de candidature à l'Appel à projet parmi lesquelles deux (Appiettu et Santa Reparata di Balagna) ont déposé fin 2021 une candidature compétente.

La CAPA a renoncé à porter la réalisation d'un DOCOBAS sur le territoire des 8 communes.

Bilan - Progression du nombre de communes concernées par les DOCOBAS (projets déposés)

Nombre de projets évalués pour la CTPE-NAF	2021	2020	2019	2018	2017	2016
PLU	4	5	9	2	11	2
Carte communale	4	6	8	5	2	1
Champs photovoltaïques	0	2	0	0	1	0
Recours gracieux autorisation d'urbanisme	0	0	0	0	0	0
Permis de construire/CU	52	5	21	14	16	8
Total	60	18	38	21	30	11

Le Système d'Information Géographique

Les outils de consultations en ligne

Début 2021, avec la fin de vie effective d'Adobe Flash Player, les deux versions, grand public et interne, de GÉODARC, outil de consultation cartographique en ligne, sont devenues obsolètes et inutilisables. Malgré une réflexion anticipée dès 2020, la refonte de ces outils n'a pu être mise en œuvre que de manière partielle :

- La version interne, servant notamment à l'instruction des mesures 411 et 52, a pu être redéployée à partir d'Arcgisonline, outil en ligne commun à la Collectivité et aux différents Offices
- La version externe, intégrant des outils spécifiques, demeure hors service, un marché de prestation pour de nouveaux développements restant à élaborer, impliquant un temps de travail préparatoire conséquent (évaluation des besoins, cahier des charges, suivi prestataire, ...) qui n'a pu être détaché en 2021 au regard des autres missions quotidiennes.

L'appui technique en interne

La cellule répond aux besoins cartographiques en fonction des demandes : en 2021, cartographie par commune pour le coût des transports pour les bâtiments, plusieurs cartographies sur les problématiques liées à la mission sur la divagation animale.

La cellule veille à mettre à jour les bases de données SIG (ex : convention avec la DRAAF pour acquérir le Registre parcellaire nominatif 2020, mise à jour des services en ligne de l'IGN) et à informer régulièrement les agents des données géographiques consultables intéressantes dans le cadre des différentes instructions et études (ex : accès aux images satellites SPOT récentes (2020-2021)).

Les réflexions partenariales

• **LIDAR**
2021 : Dans le cadre de la mission LIDAR 2021 de l'IGN, la cellule a participé à un groupe forêt pour définir les besoins d'approfondissement sur la question forestière.

• **G r o u p e m e n t** de commande logiciels SIG, CDC et autres agences et offices : le marché en cours

arrivant à son terme mi-2022, participation aux travaux préparatoires pour anticiper le suivant.

- Remarque : Depuis 2019 les activités liées à l'évolution du SIG restent toutefois très limitées en relation avec la charge de travail liée au suivi des mesures du PDRC et aux expertises menées dans le cadre de la CTPENAF.

Thématique « mobilisation/protection des espaces agricoles et forestiers »

L'ODARC participe à la Commission Territoriale des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers en qualité d'expert technique depuis plusieurs années. Depuis septembre 2021, l'ODARC assure la co-présidence de la commission ce qui implique une participation renforcée (préparation, groupe de travail, participation en présentiel). En 2021, 60 projets ont été examinés. Concernant les procédures d'urbanisme, la cellule participe également à la « Production des Portés à Connaissance » et des « Avis sur les documents d'urbanismes » en tant que Personne Publique Associée. Dans ce cadre 4 autres PLU ont été expertisés.

Actualisation du Profil Environnemental de la Corse

Le profil environnemental régional de la Corse constitue le cadre de référence du dispositif de suivi et d'évaluation des politiques publiques dans la région Corse. Ce document comprend un diagnostic à l'échelle régionale de la situation environnementale dans ses multiples dimensions, la définition des enjeux principaux sur lesquels faire porter l'effort en priorité, des actions opérationnelles ainsi qu'une liste d'indicateurs de suivi.

La cellule a participé à l'actualisation du volet Ressources agricoles dans le cadre d'une concertation élargie via le groupe de travail mis en place par l'Observatoire du Développement Durable.

Expertises ponctuelles et contributions à des programmes de recherche

La cellule a été sollicitée pour apporter des expertises ponctuelles sur les potentialités agronomiques des sols.

IGCS - Référentiel Pédologique Régional

En 2021, le travail a porté sur la caractérisation des associations de sols présentes dans les 220 pédopayages validés en 2020. Il sera finalisé en 2022.

Partenariats

Certaines études et travaux menés s'inscrivent dans des partenariats de R&D partagés : Etude IGCS, Constitution du Référentiel Pédologique Régional : unité INFO SOL de l'INRA d'Orléans conventionnée avec le MAAP

D'autres partenariats, au long cours, portent principalement sur l'acquisition, l'échange et la mutualisation de données et d'outils :

- Observatoire du Développement Durable (DREAL-OEC) : Comité technique et groupe de travail agriculture/urbanisme
- DREAL : hébergement de l'application GéoDARC
- Comité technique SIG CTC, agences et offices (mutualisation de données et de logiciels) et comité de programmation IGN
- Participation à l'OMFI (observation des marchés fonciers et immobiliers) piloté par l'AUE et la DREAL

Avec le contexte lié à la situation sanitaire, en 2021, seul un comité technique SIG avec la CDC et les offices a eu lieu. Aucune autre réunion n'a eu lieu dans le cadre de ces partenariats.

Etudes

	Projets	Nb de rapports
Expertises techniques	Elaboration d'une base de données géographiques sur la thématique Quantités de produits phytosanitaires vendues en Corse	1
	Note technique sur les sols dans le cadre d'un projet de création de vignoble (Tomino, Macinaggio)	1



Hydraulique agricole et bâtiments

Appui technique aux exploitants

Suivi des mesures du PDRC

La Cellule Hydraulique & Bâtiments réalise l'ensemble des expertises techniques et réglementaires, notamment en matière de respect des normes environnementales, des projets d'hydraulique individuelle (mise en place de dispositifs d'irrigation, forages destinés à l'abreuvement ou l'alimentation en eau potable d'ateliers fermiers) et de construction et d'aménagement de bâtiments (notamment des exploitations agricoles).

Le tableau ci-dessous précise le nombre d'opérations traitées par type de mesures.

Section	Dossiers d'instruction	Mesure	Intitulé
Hydraulique	60	411	Mises en valeur en lien avec l'hydraulique agricole
		412	Forages agricoles (hors irrigation)
Bâtiments	96	412	Exploitations agricoles
		641	Diversification

La Cellule apporte également un appui aux agents instructeurs des dossiers concernant l'évaluation des montants à retenir suite à la réalisation des travaux programmés.

La cellule Hydraulique & Bâtiments est également chargée d'apporter un appui technique et réglementaire dans le domaine des bâtiments et l'hydraulique agricole.

En 2021, s'agissant de la section hydraulique, outre le conseil apporté à plusieurs exploitants sur l'organisation de leur dispositif d'irrigation, 15 demandes ont concerné les procédures et travaux en lien avec les forages.

Concernant la section bâtiments, un appui et un accompagnement technique et réglementaire a été apporté à plusieurs exploitants en amont de l'élaboration de leur projet. L'agent concerné a notamment contribué à la préparation de 21 demandes de permis de construire dans différentes filières.

Accompagnement filières et structures

La Cellule Hydraulique et Bâtiment est également chargée d'accompagner les filières et les structures qui le souhaitent dans leur domaine d'expertise.

La section bâtiment a ainsi entamé un travail collaboratif concernant la mise en place d'un référentiel sur les marges de production ovines, caprines, porcines.

Elle a également participé à la rédaction des programmes d'opérations suivants :

- Avant-projet relatif à la modernisation des bergeries de Lozzi

**Exemple de réalisation, optimisation de la ressource en eau :
citerne souple de stockage de 300 000 litres, maraîchage de montagne**



- Avant-projet concernant la construction et l'aménagement de la légumerie du L.E.G.T.A. de BORGU.

De son côté, la section bâtiment a participé à l'élaboration du projet d'alimentation en eau de la bergerie d'estive de Pian di Selva (Argiusta-Moricciu).

Partenariat avec l'OEHC

L'ODARC est associé aux travaux de l'OEHC sur des thématiques touchant à l'agriculture.

La Cellule Hydraulique est ainsi chargée de rendre un avis concernant les demandes de branchements agricoles. En 2021, 41 dossiers ont ainsi été traités en relation avec l'OEHC.

Elle a également été sollicitée pour fournir les études de besoins dans le cadre de projets d'extension de réseaux. 2 études ont été finalisées concernant les communes de Sarra di Ferru et Oletta et une autre est en cours pour l'équipement de la vallée du Marsulinu (Calenzana/Galeria).

Participation à divers comités

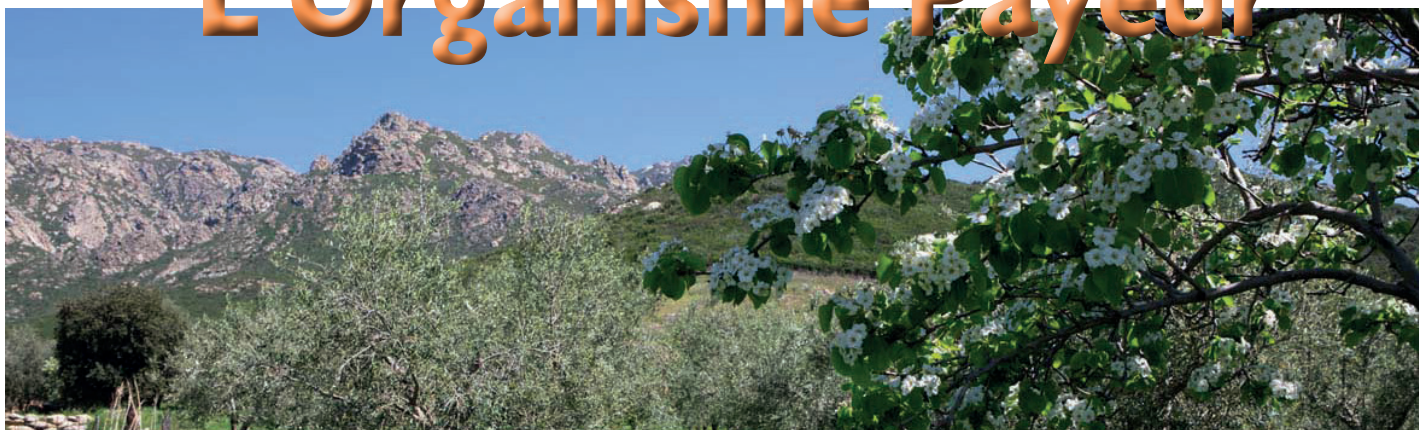
L'ODARC, par l'intermédiaire de la Cellule Hydraulique, a été invité à participer aux commissions organisées à l'échelle régionale concernant le suivi de la sécheresse et les actions à mettre en œuvre afin de réduire les impacts quantitatifs et qualitatifs sur les ressources hydriques insulaires de chaque catégorie d'utilisateurs (communes, particuliers, agriculteurs, ...).

Elle a également été associée aux travaux du CO-TECH sur l'élaboration de la cartographie de l'Espace Humide de Référence.



Gestion optimisée des systèmes d'irrigation

L'Organisme Payeur



Division Engagements

Les volumes d'engagements

La division engagements de l'ODARC a procédé en 2021 à l'engagement de 2557 dossiers pour un montant total de 33 414 040€. A cela s'ajoutent la programmation des dispositifs d'opérations spécifiques sur fonds CTC soit 397 dossiers pour un total de 10 082 915€.

PDRC

Les volumes d'engagements par mesures, concernant le PDRC 2014-2021 vous sont présentés dans le tableau de droite.

Concernant les autres programmes :

Mesures	Nb	Montant
PDA 1	1	17 419,17
PAM 1	45	2 844 939,41
PAM 2	8	1 139 376,44
Aide Labo analyses	2	191 200,52
Investissements agricoles	108	1 262 094,85
Mise en valeur	19	385 539,21
AAPC	2	584 582,92
Aide au conseil	2	88 791,16
CCPA	46	307 040,00
Aide installation JA	1	55 000,00
FAM VITI JA	2	32 021,64
Aide VITI	6	131 152,62
Eco rurale	2	72 215,83
Complément France AGRIMER	9	675 663,57
Investissements Collectifs	1	63 462,42
Forêt	14	302 950,00
SAFER	1	210 000,00
Gestion de crise	128	1 719 465,16
Total	397	10 082 914,92

Volume d'engagement par financeur

S/Pro-gramme	Eng CTC	Eng ETAT	Eng UE	Eng Autres	TOTAL ENGAGEMENT
FEADER	7 376 544,09	4 455 727,29	21 312 166,53	269 601,72	33 414 039,63
H/FTUP	3 960 514,22				3 960 514,22
PDA - PAM	4 001 735,02				4 001 735,02
OS	2 120 665,68				2 120 665,68
Total Général	17 459 459,01	4 455 727,29	21 312 166,53	269 601,72	43 496 954,55

Mes.	Intitulé	Nb	Montant
1.1	Formation	3	58 211,40
1.3	Stages / échanges	0	-
4.1.1	Mise en valeur	98	1 802 147,22
4.1.2	Exploitations agricoles	380	8 468 329,45
4.2.1	IAA	2	130 973,20
4.3.1	Aménagement Agricole et Pastoral	2	130 973,20
4.3.2	Infrastructures forestières	2	360 256,80
5.2	Reconstitution des châtaigneraies	6	189 531,484.3.2
6.1	Dotation Jeune Agriculteur	59	2 395 000,00
6.4	Diversification	29	1 762 454,77
7.1.1	Foncier	6	129 366,23
7.2		1	428 232,22
7.4	Services de bas à la population	2	2 691 588,30
7.6	Patrimoine	5	536 662,40
8.3	DFCI	2	271 381,00
8.5	Opérations de sylviculture	5	120 940,18
8.6	Exploitations forestières	1	3 609,86
8.6	Exploitations forestières	1	3 609,86
10.1	MAEC	12	140 520,93
11.1	Conversion agriculture Biologique	54	1 743 677,15
11.2	Maintien agriculture biologique	15	153 388,50
13.1	ICHN	1598	9 694 651,18
13.2	ICHN	160	401 147,06
13.3	ICHN	93	216 155,54
19.1	LEADER	0	-
19.2	LEADER	14	1 187 122,25
19.3	LEADER	0	-
19.4	LEADER	8	513 339,61
20	Assistance Technique	0	-
Total		2 557	33 414 039,63

**Evolution de 2015 à 2021
 Pour le PDRC**

Mesure, par mesure, en nombre d'engagements

Mesures	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Nbre de dossiers/ mesure 2015/2021
1.1	0	0	13	5	7	2	3	30
1.3	0	0	3	2	4	1	0	10
4.1.1	0	36	82	80	93	88	98	477
4.1.2	0	292	283	264	340	367	380	1926
4.2.1	0	5	4	0	7	5	2	23
4.3.1	0	0	1	1	4	2	2	10
4.3.2	0	1	3	0	5	0	2	11
5.2	0	0	2	4	2	5	6	19
6.1	18	42	50	49	79	61	59	358
6.4	0	4	6	15	11	15	29	80
7.1.1	0	2	16	9	3	3	6	39
7.2	0	0	1	0	0	0	1	2
7.4	0	0	0	0	4	2	2	8
7.6	0	0	6	4	6	2	5	23
8.3	0	0	0	0	4	0	2	6
8.5	0	1	4	2	6	1	5	19
8.6	0	0	0	1	2	1	1	5
10.1	0	0	0	14	273	78	12	377
11.1	0	0	0	12	111	59	54	236
11.2	0	0	0	0	187	4	15	206
13.1	1559	0	3302	3376	1836	1793	1598	13464
13.2	262	0	382	356	169	163	160	1492
13.3	0	0	0	0	86	101	93	280
19.1	0	3	1	1	1	0	0	6
19.2	0	0	0	1	24	23	14	62
19.3	0	0	0	1	1	1	0	3
19.4	0	0	0	5	9	6	8	28
20	0	2	2	1	1	0	0	6
Total	1839	388	4161	4203	3275	2783	2557	19206

Pour le PDRC

Mesure, par mesure, en volumes financiers

Mesures	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Engagé/me- sure - 2015- 2021
1.1			179 620,01	182 156,52	270 259,27	21 625,22	58 211,40	711 872,42
1.3			44 892,57	59 175,32	96 095,66	14 089,82	-	214 253,37
4.1.1		679 083,79	1 485 914,39	1 421 023,23	1 606 126,86	1 401 342,96	1 802 147,22	8 395 638,45
4.1.2		6 801 263,18	11 209 150,98	8 704 575,03	9 215 011,45	7 493 282,11	8 468 329,45	51 891 612,20
4.2.1		981 092,79	1 140 151,99	-	842 079,90	1 069 320,55	130 973,20	4 163 618,43
4.3.1			48 802,00	46 311,12	408 406,81	78 888,28	15 352,90	597 761,11
4.3.2		47 712,00	47 508,22	-	405 987,04	-	360 256,80	861 464,06
5.2			69 983,77	114 909,37	54 754,10	162 289,30	189 531,48	591 468,02
6.1	902 500,00	1 885 000,00	2 377 500,00	2 185 000,00	3 580 000,00	2 645 000,00	2 395 000,00	15 970 000,00
6.4		187 450,33	66 780,68	350 925,18	513 877,66	766 067,51	1 762 454,77	3 647 556,13
7.1.1		66 625,00	235 691,60	164 568,01	48 118,80	65 916,82	129 366,23	710 286,46
7.2			35 208,04	-	-	-	428 232,22	463 440,26
7.4					894 008,56	820 518,66	2 691 588,30	4 406 115,52
7.6			1 377 536,84	1 246 288,59	457 834,61	64 502,38	536 662,40	3 682 824,82
8.3					330 083,50	-	271 381,00	601 464,50
8.5		12 447,00	58 349,88	95 104,36	195 153,95	78 654,41	120 940,18	560 649,78
8.6				56 440,00	127 755,80	81 404,00	3 609,86	269 209,66
10.1				362 930,65	12 444 838,95	1 637 100,34	140 520,93	14 585 390,87
11.1				237 262,09	3 131 436,25	1 345 497,85	1 743 677,15	6 457 873,34
11.2					1 417 987,16	28 990,05	153 388,50	1 600 365,71
13.1	13 114 468,60		27 510 739,93	27 053 045,38	10 862 112,28	10 387 352,81	9 694 651,18	98 622 370,18
13.2	977 655,27		1 716 651,88	1 641 848,36	449 362,68	438 082,69	401 147,06	5 624 747,94
13.3					232 738,44	254 934,87	216 155,54	703 828,85
19.1		43 479,02	19 712,17	19 941,66	17 050,00	-		100 182,85
19.2				26 739,46	1 492 406,56	2 497 107,52	1 187 122,25	5 203 375,79
19.3				4 308,07	10 832,60	18 558,10		33 698,77
19.4				267 932,09	451 655,28	404 061,67	513 339,61	1 636 988,65
20		999 804,52	999 774,52	299 915,00	299 915,00	-		2 599 409,04
Total	14 994 623,87	11 703 957,63	48 623 969,47	44 540 399,49	49 855 889,17	31 774 587,92	33 414 039,63	234 907 467,18

**Evolution de 2015 à 2021
Pour les dispositifs hors PDRC
Mesure par mesure, en nombre d'engagements.**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Nbre de dossiers/ mesure 2015/2021
PDA 1	43	46	50	50	51	55	1	296
PDA2	8	6	8	8	8	8	0	46
PAM							53	53
Autres	0	0	95	283	278	295	212	1163
OS	5	66	309	28	93	29	131	661
Total	56	118	462	369	430	387	397	2219

**Evolution de 2015 à 2021
Pour les dispositifs hors PDRC
Mesure par mesure, en volumes financiers.**

	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	Engagé/mesure - 2015-2021
PDA 1	2 299 634,66	2 374 631,32	2 535 550,80	2 774 241,98	2 905 455,35	3 279 206,34	17 419,17	16 186 139,62
PDA 2	972 625,34	1 090 327,18	1 066 827,52	1 055 179,86	1 084 792,76	1 182 280,34	0	6 452 032,95
PAM							3 984 315,85	3 984 315,85
Autres	-	-	1 616 113,56	5 543 144,47	5 158 231,72	7 000 993,59	3 960 514,22	23 278 997,56
OS	591 728,50	1 635 205,67	4 199 750,83	3 331 037,64	2 325 271,92	2 548 613,10	2 120 665,68	16 752 273,34
Total	3 863 988,50	5 100 164,17	9 418 242,71	12 703 603,95	11 473 751,75	14 011 093,37	10 082 914,92	66 653 759,37

Nombre de certificats de paiement par mesures

Mesure	Certificats émis	Part ETAT	Part UE	part CDC	Part Autre
1. 1 Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	1	- €	838,45 €	209,62 €	- €
1. 3 Programmes d'échanges	1	- €	5 584,86 €	1 396,22 €	- €
10. 1 Paiements au titre d'engagements agrienvronnementaux et climatiques	538	391 979,00 €	934 284,41 €	516 533,91 €	27 036,63 €
11. 1 Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	225	94 449,75 €	488 468,39 €	63 879,05 €	4 495,70 €
11. 2 Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'agriculture biologique	173	35 574,17 €	221 642,54 €	38 307,11 €	- €
13. ICHN	3769	3 565 829,92 €	10 697 464,67 €	- €	- €
19. Actions GAL	28	- €	862 069,31 €	138 218,21 €	- €
20. Assistance Technique	1	- €	299 915,00 €	- €	- €
4. 1. 1 Mise en valeur agricole	172	- €	681 727,39 €	1 566 357,02 €	- €
4. 1. 2 Aide aux investissements dans les exploitations	622	518 146,80 €	3 537 409,25 €	5 240 069,12 €	- €
4. 2. 1 IAA - Aide aux investissements dans la transformation, la commercialistaion et/ou le	8	- €	128 755,15 €	538 041,12 €	- €
4. 3. 1 Aménagement agricole et pastoral	3	- €	97 633,49 €	97 633,47 €	- €
4.3.2 Infrastructures Forestières	2	- €	13 242,00 €	13 242,00 €	- €
5. 2 Restauration des chataigneraies	5	- €	40 300,44 €	40 300,44 €	- €
6. 1 Aide au démarrage d'entreprises pour les jeunes agriculteurs	81	620 925,00 €	1 559 425,00 €	277 400,00 €	- €
6. 4. 2 Entrprises rurales : Aide aux investissements dans la création et le développement d'activités non agricoles	29	50 919,74 €	342 628,30 €	305 733,25 €	- €
7. 1. 1 Plans de développement lié à la mobilisation du	5	- €	21 875,00 €	21 875,00 €	- €
7. 6. 4 Sensibilisation environnementale	3	- €	667 972,42 €	- €	- €
7.2 Electrification	1	- €	29 343,55 €	- €	- €
8. 5 Opérations sylvicoles	6	1 688,00 €	25 201,33 €	23 513,33 €	- €
8.6 Exploitations forestières	2	48 381,23 €	70 559,00 €	22 177,77 €	- €
Aide au conseil	2	- €	- €	51 188,95 €	- €
Aide complémentaire FAM	4	- €	- €	115 157,23 €	- €
AIIDE VITI	41	- €	- €	426 915,38 €	- €
AUTRE CCPA	81	- €	- €	285 003,79 €	- €
BOP 149	32	435 783,50 €	- €	- €	- €
Foncier	2	- €	- €	21 700,00 €	- €
Forêt	19	- €	- €	368 634,10 €	- €
Gestion de crise	75	- €	- €	1 360 685,56 €	- €
Opérations Spécifiques	17	- €	- €	2 305 892,07 €	- €
PAM 21-25	2	- €	- €	156 187,58 €	- €
PDA 15-18	82	- €	- €	3 288 785,62 €	- €
Plan d'investissements Collectifs	3	- €	- €	183 828,71 €	- €
Tempête Fabien	15	- €	- €	57 141,84 €	- €
Total général	6090	5 763 677,11 €	20 726 339,95 €	17 526 007,47 €	31 532,33 €

Division Paiements

L'activité de la Division Paiements des Aides de l'ODARC OP pour l'année 2021 (7 personnes dédiées au paiement des aides aux agriculteurs et au monde rural), s'est maintenue avec la mise en paiement des mesures ouvertes du Programme de Développement Rural de la Corse.

Les missions, toujours aussi diversifiées, continuent de faire de la Division Liquidation des Aides un interlocuteur privilégié auprès des différents acteurs du PRDC.

Le bilan de l'activité 2021, comme pour les autres années, s'analyse tant en volume financier qu'en nombre de certificats de paiements émis.

Il convient cependant de distinguer les populations SIGC, dites « surfaces », des autres mesures Hors SIGC. Pour ces dernières, dans un souci de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques seront isolées.

Bilan global

Concernant l'aspect financier, nous constatons une régression du nombre de certificats émis (6050 contre 6800 l'an passé), alors que paradoxalement, nous enregistrons une progression en terme de volume financier : 44 047 556 € en 2021 contre 40 804 935 € en 2020. Cela peut s'expliquer par une crise sanitaire omniprésente en 2020 ayant engendré certains retards dans la réalisation d'opérations spécifiques. Ce chiffre de 2021 s'inscrit bien dans la continuité des montants émis sur les certificats des années antérieures.

Année	Montant
2014	43 884 210 €
2015	26 181 556 €
2016	14 618 144 €
2017	44 728 809 €
2018	46 407 434 €
2019	45 771 571 €
2020	40 804 935 €

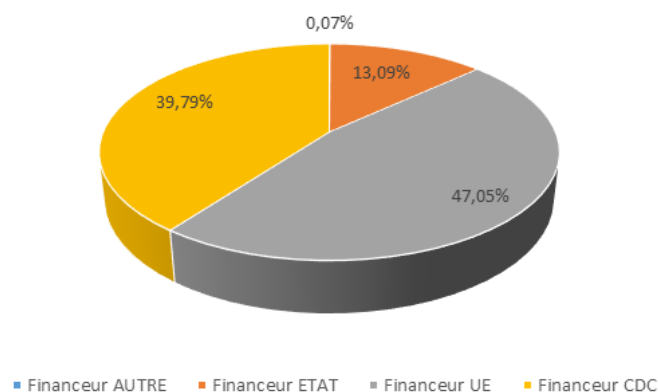
Pour mémoire, dans le tableau ci-contre, l'activité en paiements pour les précédentes années du PDRC 2014 – 2020.

Nous pouvons ainsi constater une certaine constance depuis 2017 en terme de volumes financiers.

Activité par financeur pour l'année 2021:

Financeurs	Montants	Taux de participation
ETAT	5 763 677 €	13,09 %
UE	20 726 340 €	47,05 %
CDC	17 526 007 €	39,79 %
AUTRE	31 532 €	0,07 %
Total :	44 047 556 €	100,00%

Montants des Certificats émis par financeur



Répartition des aides par mesures :

Le détail des certificats de paiements effectués par la Division Liquidation des Aides répartis par mesure au cours de l'année 2021 figure dans le tableau de la page ci-contre. Au final, ce bilan fait donc apparaître 6 050 certificats de paiement émis pour un total 44 047 556,86 €. Les mesures surfaciques « SIGC » représentent 39 % du volume financier utilisé avec 24 % pour la seule mesure ICHN.

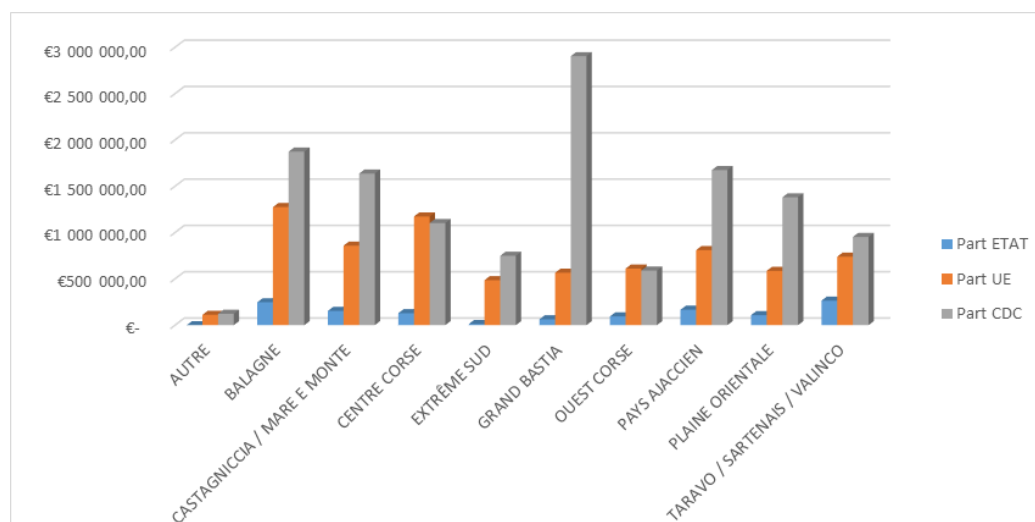
Hors surface

L'activité par financeur et par territoire pour l'année 2021 relevant des mesures dites « hors surfaces » - HSIGC est présentée dans le tableau page suivante.

Pour des raisons de cohérence, l'activité des structures, filières, actions des Groupes d'Actions Locales (GAL) et autres mesures spécifiques ont été exclues et analysées par ailleurs.

Territoire	Part ETAT	Part UE	Part CDC	Total
Autre	- €	111 990,00 €	122 451,00 €	234 441,00 €
Balagne	247 358,22 €	1 275 175,86 €	1 874 506,32 €	3 397 040,40 €
Castagniccia / Mare E Monte	153 701,60 €	858 268,32 €	1 636 957,68 €	2 648 927,60 €
Centre Corse	129 450,80 €	1 173 301,86 €	1 102 615,04 €	2 405 367,70 €
Extrême Sud	12 614,01 €	485 891,23 €	748 845,43 €	1 247 350,67 €
Grand Bastia	63 303,13 €	565 862,06 €	2 904 246,73 €	3 533 411,92 €
Ouest Corse	94 113,23 €	610 825,34 €	588 970,91 €	1 293 909,48 €
Pays Ajaccien	166 715,69 €	810 066,79 €	1 675 086,45 €	2 651 868,93 €
Plaine Orientale	107 830,50 €	585 758,58 €	1 380 173,43 €	2 073 762,51 €
Taravo / Sartonais / Valinco	264 973,59 €	738 932,28 €	952 444,42 €	1 956 350,29 €
Total général	1 240 060,77 €	7 216 072,32 €	12 986 297,41 €	21 442 430,50 €

Ce sont donc plus de 21 Millions d'euros qui ont été mobilisés et répartis sur les différents territoires sur ces différentes mesures. Répartition des montants des certificats de paiements émis par territoire – HSI GC :

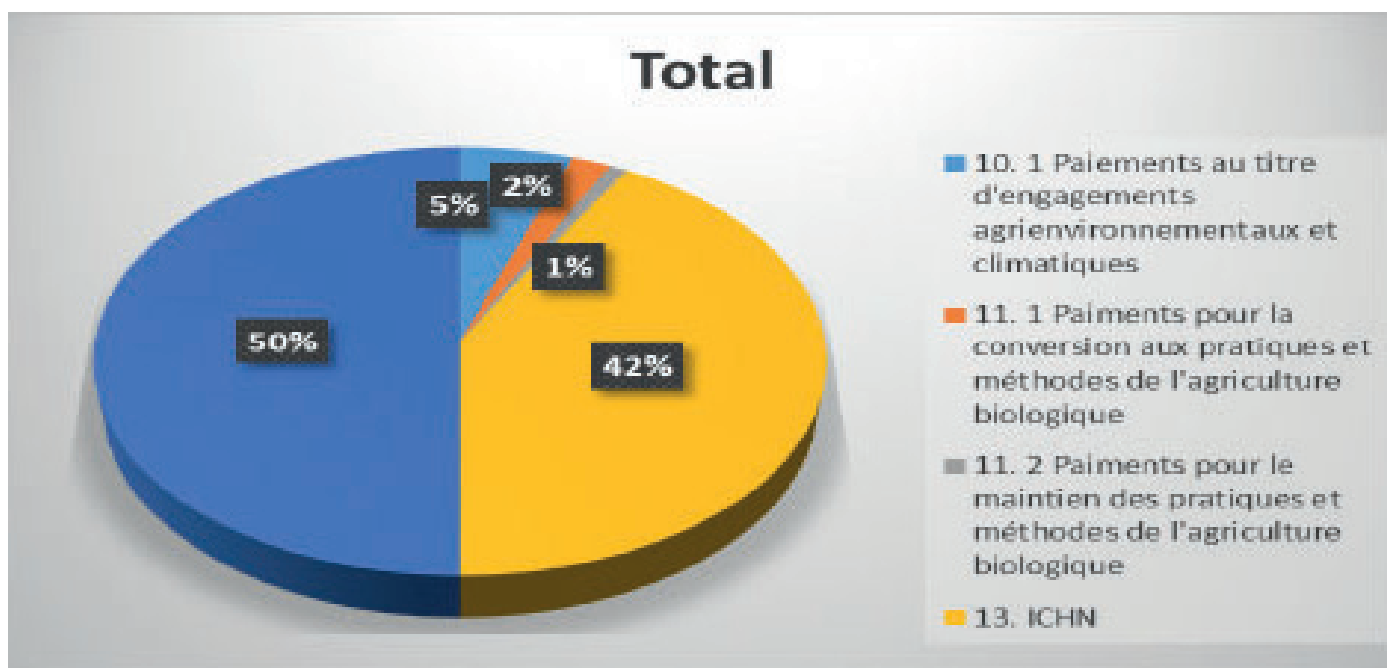


SIGC «surfaces»

Activité par financeur et par mesure pour l'année 2021 des mesures relevant du SIGC dites « surfaces »

Mesures	Part Etat	Part UE	Part CdC	Part Autre	Total
10.1 Paiement au titre d'engagements environnementaux et climatiques	391 979,00	934 284,41	516 533,91	27 036,63	1 869 833,95
11.1 Paiements pour la conversion aux pratiques et méthodes de l'AB	94 449,75	488 468,39	63 879,05	4 495,70	651 292,89
11.2 Paiements pour le maintien des pratiques et méthodes de l'AB	35 574,17	221 642,54	38 307,11	-	295 523,82
13. ICHN	3 565 829,92	10 697 464,67	-	-	14 263 294,59
Total	4 087 832,84	12 341 860,01	618 720,07	31 532,33	17 079 945,25

Répartition des volumes financiers par mesures – SIGC



Les aides aux structures, filières, actions GAL et autres mesures spécifiques :

Un focus sur les aides versées aux structures et filières paraît approprié.

Dans ce récapitulatif, afin de compléter le rapport d'activité de la Division, il a aussi été décidé d'ajouter les actions GAL et autres mesures exceptionnelles. Une analyse par territoire n'étant pas pertinente pour ces secteurs d'activité, nous avons privilégié une analyse des aides versées par mesure et par financeur se répartissant comme suit :

Mesures	Part ETAT	Part UE	Part CDC	Total
1. 1 Aide à la formation professionnelle et à l'acquisition de compétences	- €	838,45 €	209,62 €	1 048,07 €
1. 3 Programmes d'échanges	- €	5 584,86 €	1 396,22 €	6 981,08 €
19. Actions GAL	- €	862 069,31 €	138 218,21 €	1 000 287,52 €
20. Assistance Technique	- €	299 915,00 €	- €	299 915,00 €
Aide au conseil	- €	- €	51 188,95 €	51 188,95 €
AUTRE CCPA	- €	- €	285 003,79 €	285 003,79 €
BOP 149	435 783,50 €	- €	- €	435 783,50 €
PAM 21-25	- €	- €	156 187,58 €	156 187,58 €
PDA 15-18	- €	- €	3 288 785,62 €	3 288 785,62 €
Total général	435 783,50 €	1 168 407,62 €	3 920 989,99 €	5 525 181,11 €

Suivi financier et comptable

L'analyse de l'activité 2021 a pour vocation de retracer les grandes lignes des actions menées par la division. Ce bilan global permet d'éclairer de manière synthétique les moments forts qui ont émaillé la vie de la Division.

Le Pôle d'activité comptable

Outre la gestion des opérations de fonctionnement courant et l'élaboration du Compte Administratif de l'exercice, les éléments notables relatifs à l'exercice 2021 peuvent être déclinés comme suit :

- Les opérations de dépenses ont généré un volume de 13951 mandats à la fois en budget principal (8425 mandats) et en budget annexe (5526 mandats), soit une réduction de 1785 mandats par rapport à l'exercice 2020. On remarquera que le niveau de mandatement moyen durant l'exercice s'est établi à environ 66 mandats émis par jour travaillé.
- Le nombre de titres de recettes émis, y compris les opérations de fin d'exercice, s'établit à 1420 soit une progression de 792 titres au regard de l'exercice précédent.
- Le montant des aides et fonds de financement à destination du monde agricole, rural et forestier s'élève à 43,3 M€, soit 22,7 M€ de contributions financières au titre du budget principal et 20,6 M€ au titre du budget annexe (Feader).
- Un soutien technique, en termes de collecte et de traitement des informations à destination des pilotes de projets, a été fourni lors de la justification des dossiers financiers inhérents aux programmes dédiés à l'Office.
- Le secteur comptable a continué d'assurer une veille en matière de retour d'informations financières émanant de la Paierie de Corse via le protocole d'échanges sécurisé existant.
- L'actualisation des procédures comptables s'est poursuivie au regard des compétences dévolues à la fonction d'Organisme Payeur, via le processus certifié ISO 9001.
- La fonction de pré archivage de l'Organisme Payeur, confiée à la Division, a répondu à l'ensemble des sollicitations tant internes qu'externes exprimées par les différents corps de contrôle.

Le Pôle d'activité financier et budgétaire

Au-delà de ses prérogatives habituelles, confection et suivi des orientations budgétaires, du budget primitif

et des décisions modificatives budgétaires, l'activité du secteur financier et budgétaire peut s'apprécier au travers des points suivants :

- Une veille réglementaire et un suivi de l'instruction comptable M4 ont été opérés.
- Des demandes ont été établies à destination de la Collectivité de Corse en matière d'autorisations d'engagement, d'autorisations de programme et de crédits de paiement rattachés au budget primitif et au budget supplémentaire. De même, les toilettages afférents aux différents crédits ont été réalisés.
- Le pôle a contribué à l'amélioration de la gestion des crédits du PDRC et au suivi des arrêtés de financement de la Collectivité de Corse notamment.
- Les procédures inhérentes aux compétences d'Organisme Payeur des aides publiques ont été étoffées, avec notamment la mise en œuvre de modes et d'outils de gestion spécifiques adaptés au fonctionnement de l'établissement et répondant aux exigences réglementaires.
- Les relations avec l'organisme de coordination des fonds agricoles (Asp-Mcfa) se sont poursuivies au cours de l'exercice 2021 avec en parallèle, la poursuite de la crise sanitaire liée au Covid-19, grâce aux moyens de communication à distance déployés en interne : réunions mensuelles de trésorerie, réunions du comité de coordination communautaire ; et au télétravail notamment pour répondre aux obligations de l'Office dans le cadre de ses obligations d'organisme payeur des aides Feader : déclarations trimestrielles de paiement des aides Feader, prévisions de paiements bi annuelles, déclaration annuelle des comptes, gestion du programme Feader 2014-2020, veille documentaire.
- L'appui technique transversal à destination des services opérationnels, notamment en matière de gestion des arrêtés de financement, de conventions et de mise en paiement d'aides s'est poursuivi. De même, des conseils destinés à la Direction ont été distillés en matière de stratégie budgétaire et financière.
- Des échanges réguliers avec l'Autorité de Gestion CDC et les services instructeurs du PDRC ont permis d'opérer les ajustements nécessaires de crédits au regard des besoins exprimés. De même, les liens avec les services centraux de l'Etat se sont poursuivis en distanciel dans le cadre de réunions de trésorerie semestrielles.

- Ce secteur a été mis à contribution lors des audits de la CCCOP en 2021 (tests de conformité et de validation).

Les éléments financiers

(présentés suite aux recommandations de la tutelle et dans l'esprit de l'instruction comptable M4)

Recettes d'exploitation en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Titré	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
13	Atténuations de charges	300 000,00	305 377,57	0,00	-7 447,96
70	Ventes de produits fabriqués, prestations...	289 000,00	238 812,87	0,00	48 931,87
74	Subventions d'exploitation	11 874 252,00	7 244 446,81	0,00	1 496 612,90
75	Autres produits de gestion courante (*)	24 481 000,00	22 163 600,15	0,00	1 773 473,01
76 et 77	Produits financiers et exceptionnels	1 018 458,00	565 957,81	0,00	451 601,33
78	Reprises sur provisions et sur dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00
42	Opérations d'ordre de transfert entre sections	922 354,00	910 568,02		11 785,98
TOTAL		38 885 064,00	31 428 763,23	0,00	3 774 957,13
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		5 520 733,92			

(*) Poste concernant essentiellement les versements des financeurs nationaux permettant de couvrir les aides versées, déclinées au chapitre 65

Recettes d'investissement en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Titré	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	4 509 177,74	1 176 158,56	3 232 711,18	101 308,00
23	Immobilisations en-cours		26 789,42		-26 789,42
27	Autres immobilisations financières	3 357 380,00	3 357 378,53		1,47
021	Virement de la section d'exploitation	73 984,00			
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 547 195,00	1 371 900,33	0,00	175 294,67
041	Opérations patrimoniales	10 000,00	7 935,51	0,00	2 064,49
TOTAL		9 497 736,74	5 940 162,35	3 232 711,18	325 863,21
Pour information R001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		3 165 933,68			

Dépenses d'exploitation en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
011	Charges à caractère général	3 411 132,90	1 810 340,51	503 068,24	1 097 724,15
012	Charges de personnel et frais assimilés	9 672 000,00	9 154 797,82	0,00	517 202,18
65	Autres charges de gestion courante	24 553 691,18	22 788 945,99	10 365,80	1 754 379,39
67	Charges exceptionnelles	820 068,00	300 548,44	0,00	519 519,56
68	Dotations aux provisions et aux dépréciations	1 000,00	0,00		1 000,00
022	Dépenses imprévues	5 000,00			
023	Virement à la section d'investissement	73 984,00			
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 547 195,00	1 371 900,33		175 294,67
TOTAL		40 084 071,08	35 426 533,09	513 434,04	4 144 103,95

Dépenses d'investissement en Budget Principal en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles	117 989,70	42 637,52	3389,54	71 962,64
21	Immobilisations corporelles	1 438 731,19	579 241,93	452069,39	407 419,87
23	Immobilisations en cours	2 186 427,11	1 025 231,22	919680,04	241 515,85
26	Participation et créances rattachées	3 957 380,00	3 957 378,53	0,00	1,47
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	922 354,00	910 568,02	0,00	11 785,98
041	Opérations patrimoniales	10 000,00	7 935,51	0,00	2 064,49
TOTAL		8 632 882,00	6 522 992,73	1 375 138,97	734 750,30

Commentaires concernant la section d'exploitation en budget principal

- Le résultat d'exploitation dégagé lors de l'exercice 2020 s'établit à – 316 426,22 €.
- Le résultat de clôture au titre de la section d'exploitation se fixe à 5 204 307,70 €.
- Les dépenses de la section d'exploitation (avec les restes à réaliser) ont atteint 89,66% des prévisions budgétaires.
- Les charges à caractère général (y compris restes à réaliser) ont atteint 67,82 % des prévisions. L'impact de la crise sanitaire liée au Covid-19 a encore été conséquent. Ainsi, comme évoqué dans le rapport 2020, les dépenses liées à l'organisation du Salon International de l'Agriculture 2021 ne se sont pas faites du fait de son annulation ou d'autres, comme les actions de promotion agricole ont été réduites de 609 K€. A

cela s'ajoutent moins de déplacements de personnels avec une sous consommation de 45 K€ ainsi qu'une baisse de certains frais fixes liée à l'absence des agents dans les locaux de l'ODARC (télétravail + maladies) : réductions des frais de télécommunication de 24 K€, de nettoyage des locaux de 11 K€. Enfin, toujours du fait de la crise sanitaire, certaines missions d'agents, de la Direction et de la Présidence se sont faites à distance (tenues des CA, réunions...) ce qui a abouti à la baisse des frais de missions et réceptions pour 22 K€.

- Les dépenses de personnel atteignent 95 % du niveau prévu. Concernant les interventions, elles atteignent 92.8% des prévisions de l'exercice avec un impact significatif des mesures surfaciques de 59.2 % (ICHN, MAEC, MAB, CAB), et celles relevant de la structuration et de la modernisation des exploitations, de l'installation des jeunes agriculteurs, des projets collectifs des filières et du dispositif de gestion de crise. Les dépenses exceptionnelles sont réalisées à hauteur de 36.7% car la réduction ou l'annulation d'ordres de reversement n'ont pas encore été validés.
- Les recettes de fonctionnement (y compris les restes à réaliser) atteignent 90,2% des recettes budgétaires prévues en 2021. Du fait de la vente de locaux en janvier 2021 à l'AGC HC, la location de locaux ne s'est pas faite et la mise à disposition d'un salarié auprès du SMAC a été réduite car celui-ci est en maladie depuis octobre 2021. Le tout correspond à une réduction de 50 K€. Les subventions d'exploitation atteignent 87,4 % des prévisions avec une réduction ou une absence de réalisation concernant respectivement

la promotion en propre et l'organisation du SIA 2021, en lien avec la crise sanitaire provoquée par le Covid-19. Les recettes exceptionnelles sont réalisées à hauteur de 55,7 % car la constatation des ordres de reversement émis à l'égard de bénéficiaires d'aides n'a été réalisée qu'à hauteur de 44,8 %.

Commentaires sur la section d'investissement en budget principal

- Le solde d'exécution d'investissement 2021 s'élève - 583 830,38 €.
- Le résultat de clôture au titre de l'investissement 2021 se fixe à 2 582 103,30 €.
- Les dépenses et les recettes d'investissement (dont restes à réaliser) ont atteint respectivement 91,5 % et 72,4 % des prévisions.
- Au titre des dépenses réelles d'investissement on peut noter un taux de réalisation de 91 %.
- L'acquisition d'un bâtiment sur le Domaine de Casabianca n'a pas eu lieu (-280 K€), l'acquisition de certains terrains sur Altiani a été de moindre coût (-14 K€), le rythme moins soutenu que prévu dans la réalisation des travaux d'aménagements des stations expérimentales et du siège social (-199 K€) ainsi qu'au niveau des aménagements de terrains dans les stations expérimentales (-122 K€) n'ont pas entamé cette bonne réalisation.
- Concernant les recettes d'investissement, on remarquera un taux de réalisation des subventions d'investissement à hauteur de 99 % du fait du report de réalisation des dépenses réelles d'investissement citées supra.

Dépenses d'exploitation en Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
65	Autres charges de gestion courante (*)	20 718 655	20 718 483,32	0,00	171,68
67	Charges exceptionnelles	1 217 300	465 645,72	0,00	751 654,28
TOTAL		21 935 955	21 184 129,04	0,00	751 825,96

(*) Poste concernant essentiellement les aides européennes FEADER versées aux bénéficiaires

Recettes d'exploitation en Budget Annexe FEADER en euros

Chap.	Libellé	Budgété 2021	Mandaté	Restes à réaliser au 31/12/2021	Crédits annulés
75	Autres produits de gestion courante (*)	20 689 500	20 689 328,70	0,00	171,30
76 et 77	Produits financiers et exceptionnels	1 246 455	494 800,34	0,00	751 825,96
TOTAL		21 935 955	21 184 129,04	0,00	751 825,96

Concernant le Budget Annexe Feader, les dépenses d'exploitation ont été réalisées à 96.6 % des prévisions budgétaires. En parallèle des observations établies au titre du Budget Principal en matière d'interventions, on notera que :

- L'Indemnité Compensatoire aux Handicaps Naturels a atteint le montant de 10,7 M€ représentant 51,6 % des aides UE Feader mandatées en 2021.
- Le groupe de mesures « Mise en valeur-exploitations agricoles » agrège 4,2 M€ du volume d'aides européennes versées en 2021.
- La mesure « Dotation aux Jeunes Agriculteurs » se fixe à 1,5 M€ soit 7,5 % des aides versées.
- Les mesures Agroenvironnementales et climatiques, en conversion et en agriculture biologique ont mobilisé 1,5 M€ de subventions Feader.

Au final l'ensemble de ces mesures représente 87,1 % des interventions UE Feader mandatées en 2021.

Les dépenses exceptionnelles ont été réalisées à hauteur de 38 %, elles sont essentiellement composées de charges à payer au financeur au regard des ordres de reversement émis, d'annulations d'ordres de versement sur l'exercice 2021 entraînant la neutralisation des charges à payer envers les financeurs concernés.

Et les produits exceptionnels ont été réalisés à hauteur de 40 %, ils sont principalement composés d'émissions d'ordres de reversement (env. 500) au titre des mesures Feader-UE.

On précisera que ces opérations liées aux ordres de reversement en dépenses et en recettes sont neutres au niveau du résultat de fonctionnement et bien évidemment aussi au titre de l'équilibre budgétaire.

La trésorerie

Au titre du budget principal, le solde de trésorerie au 31/12/2021 s'établit à 11,5 M€ dont 0,9 M€ encaissés en novembre et décembre 2021 en provenance de Collectivité de Corse.

Au titre du budget Annexe-Feader le solde de trésorerie au 31/12/2021 présente un montant de 2,4 M€ correspondant à environ 41 jours de dépenses réelles Feader en 2021.



Service Audit

Le règlement délégué (UE) n° 907/2014 de la Commission du 11 mars 2014 complétant le règlement (UE) n° 1306/2013 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'Euro (Annexe I, 4.B) prévoit que pour être agréé tout organisme payeur des fonds communautaires doit disposer d'un service d'audit interne.

Ce service relevant directement de l'autorité du Directeur, vérifie que les procédures adoptées par l'organisme soient suffisantes pour contrôler le respect des règles communautaires et garantir que les comptes soient exacts, complets et établis en temps opportun.

Le travail se réalise sur la base d'un plan d'audit quinquennal où tous les domaines significatifs sont pris en compte. La mission du service audit se réalise dans le cadre de normes internationales et se matérialise par la production de rapports d'audit et de recommandations.

La mission d'audit interne consiste à étudier la fiabilité des opérations et des procédures exécutées dans le cadre de la gestion du Plan de Développement Régional du Corse approuvé le 6 octobre 2015 par la Commission Européenne. Au travers des plans d'audit, le service d'audit interne assure une expertise ex-post de la gestion des crédits du FEADER par l'ensemble des partenaires. Il assure également une mission de

conseil auprès de tous les intervenants. Durant toute la programmation il assure le suivi de l'exécution des recommandations qu'il émet.

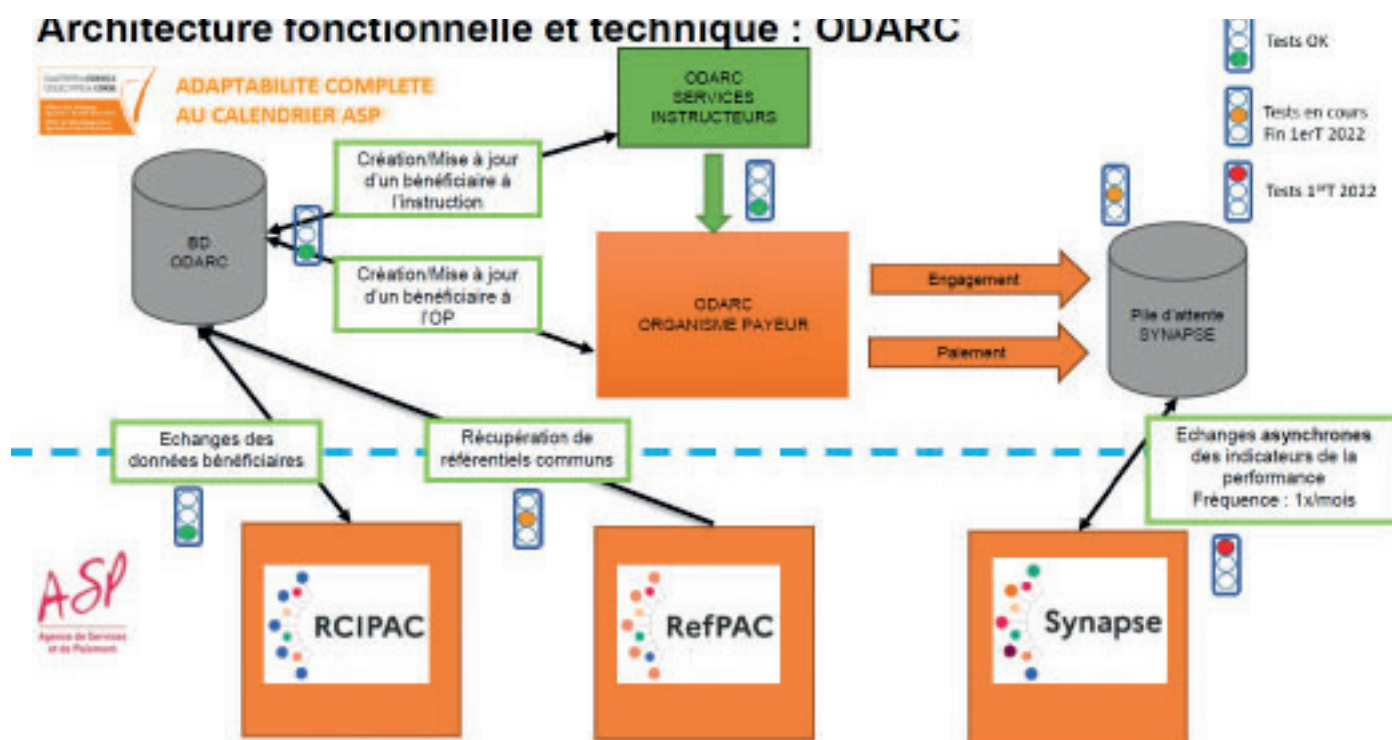
Le SAI participe à l'ensemble des réunions préparatoires de la future PAC au niveau national pour le compte de l'organisme payeur, notamment sur les thèmes de l'évolution des systèmes d'information et de la normalisation des données réglementaires au titre des apurements financier et performance, tels que prévus par la réglementation parue et à venir.

Textes parus au 31 décembre 2021 :

- ◇ Plan stratégique national de la PAC 2023-2027 de la France CCI 2023FR06AFSP001 Version 1.0 envoyé le 22/12/2021

RÈGLEMENT (UE, Euratom) 2018/1046 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 18 juillet 2018 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, modifiant les règlements (UE) no 1296/2013, (UE) no 1301/2013, (UE) no 1303/2013, (UE) no 1304/2013, (UE) no 1309/2013, (UE) no 1316/2013, (UE) no 223/2014, (UE) no 283/2014 et la décision no 541/2014/UE, et abrogeant le règlement (UE, Euratom) no 966/2012

RÈGLEMENT (UE) 2021/1060 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 24



juin 2021 portant dispositions communes relatives au Fonds européen de développement régional, au Fonds social européen plus, au Fonds de cohésion, au Fonds pour une transition juste et au Fonds européen pour les affaires maritimes, la pêche et l'aquaculture, et établissant les règles financières applicables à ces Fonds et au Fonds «Asile, migration et intégration», au Fonds pour la sécurité intérieure et à l'instrument de soutien financier à la gestion des frontières et à la politique des visas

RÈGLEMENT (UE) 2020/2220 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL du 23 décembre 2020 établissant des dispositions transitoires relatives au soutien du Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) en 2021 et 2022, et modifiant les règlements (UE) no 1305/2013, (UE) no 1306/2013 et (UE) no 1307/2013 en ce qui concerne les ressources et leur application en 2021 et 2022 et le règlement (UE) no 1308/2013 en ce qui concerne les ressources et la répartition de ce soutien pour les exercices 2021 et 2022

- ◇ **RÈGLEMENT (UE) 2021/2115 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013
- ◇ **RÈGLEMENT (UE) 2021/2116 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) no 1306/2013
- ◇ **RÈGLEMENT (UE) 2021/2117 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 2 décembre 2021 modifiant les règlements (UE) no 1308/2013 portant organisation commune des marchés dans le secteur des produits agricoles, (UE) no 1151/2012 relatif aux systèmes de qualité applicables aux produits agricoles et aux denrées alimentaires, (UE) no 251/2014 concernant la définition, la description, la présentation, l'étiquetage et la protection des indications géographiques des produits vinicoles aromatisés et (UE) no 228/2013 portant mesures spécifiques dans le domaine de l'agriculture en faveur des

régions ultrapériphériques de l'Union

- ◇ **RÈGLEMENT (UE) 2021/2269 DU PARLEMENT EUROPÉEN ET DU CONSEIL** du 15 décembre 2021 modifiant le règlement (UE) 2018/1091 en ce qui concerne la contribution de l'Union aux statistiques intégrées sur les exploitations agricoles au titre du règlement (UE, Euratom) 2020/2093 du Conseil fixant le cadre financier pluriannuel pour les années 2021 à 2027
- ◇ **RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2289 DE LA COMMISSION** du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation du contenu des plans stratégiques relevant de la PAC et le système électronique d'échange sécurisé d'informations
- ◇ **RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2021/2290 DE LA COMMISSION** du 21 décembre 2021 établissant des règles relatives aux méthodes de calcul des indicateurs communs de réalisation et de résultat définis à l'annexe I du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader), et abrogeant les règlements (UE) no 1305/2013 et (UE) no 1307/2013
- ◇ **RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/126 DE LA COMMISSION** du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les exigences supplémentaires pour certains types d'intervention spécifiés par les États membres dans leurs plans stratégiques relevant de la PAC pour la période 2023-2027 au titre dudit règlement ainsi que les règles relatives au ratio concernant la norme 1 relative aux bonnes conditions

TYPE DE MARCHES	NOMBRE DE MARCHES PUBLICS EXPERTISES
Procédure adaptée	42
Procédure formalisée	22
Total	64

agricoles et environnementales (BCAE)

- ◇ RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) 2022/127 DE LA COMMISSION du 7 décembre 2021 complétant le règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les garanties et l'utilisation de l'euro
- ◇ RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/128 DE LA COMMISSION du 21 décembre 2021 portant modalités d'application du règlement (UE) 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les organismes payeurs et autres entités, la gestion financière, l'apurement des comptes, les contrôles, les garanties et la transparence
- ◇ RÈGLEMENT D'EXÉCUTION (UE) 2022/129 DE LA COMMISSION du 21 décembre 2021 fixant les règles applicables aux types d'interventions concernant les graines oléagineuses, le coton et les sous-produits de la vinification au titre du règlement (UE) 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil et aux exigences en matière d'information, de publicité et de visibilité relatives au soutien de l'Union et aux plans stratégiques relevant de la PAC

Le Service Audit a également assuré une mission de conseil pour l'ensemble des partenaires dans la détermination des procédures à mettre en œuvre pour une bonne gestion du programme incluant le respect des règles communautaires, la prise en compte des risques potentiels, ainsi que la bonne « vérifiabilité et contrôlabilité » des dispositifs financés.

Les rapports d'audit

Afin de respecter les diverses orientations données par la Commission, et les corps d'audit le SAI a fait le choix de présenter un plan d'audit qui court au-delà de la période de programmation (2023), en tenant compte des possibilités de progression d'exécution des mesures du PDRC.

Deux rapports

Pour 2021, le SAI a publié deux rapports :

- ◇ Audit transversal le traitement des rejets de paiement Banque de France ODARC/PAIERIE publié le 15/10/2021
La procédure entre l'ordonnateur et le comptable public ayant été renouvelée en juin 2018, un audit conjoint SAI et Paierie de Corse est mené

pour évaluer le bon fonctionnement de cette procédure. L'ensemble de la piste d'audit est orienté principalement sur les risques identifiés tels que le respect des délais de paiement, la bonne identification des tiers dans les bases des deux organismes et des coordonnées bancaires, ainsi que le bon report aux déclarations de dépenses à l'Union (trimestrielles et annuelle).

Cet audit a conduit à produire 6 recommandations à l'adresse conjointe des services de la Paierie et de l'organisme payeur ODARC.

- ◇ Audit des aides versées au titre des mesures MAE / BIO dans le cadre de la programmation 2014-2020 publié le 27/09/2021

Cet audit démarré le 05/10/2020 portait plus précisément sur des risques déclinés par sous mesure, il a conduit à émettre 15 recommandations sur les mesures 10 et 11.

Les mesures sont déclinées comme suit :

- 10.1 Agroenvironnement - climat (art 28)
- 10.1.4.1 Agroenvironnement - climat (art 28) - Pollinisation
- 10.1.4.2 Agroenvironnement - climat (art 28) - Races menacées
- 11.1 Agriculture biologique (article 29) - Conversion AB
- 11.2- Agriculture biologique (article 29) - Maintien AB

L'analyse du SAI a porté sur l'ensemble de la piste d'audit et est orientée principalement sur les risques identifiés et inscrits au PDRC au titre de la vérifiabilité contrôlabilité, à savoir :

MAEC 10.1 - Agroenvironnement - climat (article 28) :

- R1 : Définition claire et objective des critères minimaux d'éligibilité du demandeur et de la demande avec parution et large diffusion au public potentiel, formalisation transparente sans interprétation possible des différentes exigences tant en éligibilité qu'en maintien des engagements obligatoires. (Source : 2007-2013 en continu Formation de l'administration, des Partenaires, des Bénéficiaires, Multiplicité des précisions sur « Guidance » (notes de cadrage))
- R1 : RESPECT DES LIGNES DE BASE ET BCAE Définition claire et objective des critères minimaux d'éligibilité du demandeur et de la demande avec parution et large diffusion au public potentiel, formalisation transparente sans interprétation possible des différentes exigences tant en éligibilité qu'en maintien des engagements

obligatoires. (Source : 2007-2013 en continu Formation de l'administration, des Partenaires, des Bénéficiaires, Multiplicité des précisions sur « Guidance » (notes de cadrage))

- R5 : Possibilité de non reconduction de l'engagement pluri annuel (source : AUDIT J4 JUIN 2012)
- R8 : Paramétrage adéquat des outils ETAT MEMBRE -Effectivité de la mise à disposition des outils en conformité avec les exigences du PDRC. Dans le cadre des mesures « Surfaces » et «Hors Surfaces» vigilance accrue sur la disponibilité et l'adéquation des outils de gestion nationaux au regard des exigences du présent PDRC. (Source : DG AGRI 2011, DG AGRI 2013, CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014, Audit d'agrément DG AGRI J5 (juin 2014))
- R8 : Accessibilité pour l'OP comme pour l'AG aux informations relevant du 1er Pilier de la PAC nécessaires à la bonne gestion et au contrôle du PDRC. (Source : CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014)

MAEC 10.1.4.1 - Agroenvironnement - climat (article 28) - Pollinisation

- R1 : Pour les formes juridiques sociétaires ou associatives, les collectivités, conformité des statuts et actes, mise à jour effective et conforme au long de la période d'engagement. (Source : Législation nationale : décalage entre Droit Social, Droit des Sociétés, Droit Rural)
- R3 : Contrat pluriannuel susceptible d'être rompu ou modifié (source : AUDIT J4 2012)
- R8 : Paramétrage adéquat des outils ETAT MEMBRE -Effectivité de la mise à disposition des outils en conformité avec les exigences du PDRC. Dans le cadre des mesures « Surfaces » et «Hors Surfaces» vigilance accrue sur la disponibilité et l'adéquation des outils de gestion nationaux au regard des exigences du présent PDRC. (Source : DG AGRI 2011, DG AGRI 2013, CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014, Audit d'agrément DG AGRI J5 (juin 2014))
- R8 : Accessibilité pour l'OP comme pour l'AG aux informations relevant du 1er Pilier de la PAC nécessaires à la bonne gestion et au contrôle du PDRC. (Source : CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014)

MAEC 10.1.4.2 - Agroenvironnement - climat (article 28) - Races menacées

- R7 : Pour les races ovines et caprines, une pré-

cision est attendue concernant la qualité d'éleveurs-sélectionneurs, l'adhésion au contrôle laitier officiel ne suffit pas à remplir les objectifs de la mesure ; Il convient de s'assurer que l'inscription au contrôle laitier induit obligatoirement la qualité de sélectionneur (Source : 2007-2013 en continu Formation de l'administration, des Partenaires, des Bénéficiaires, Multiplicité des précisions sur « Guidance » (notes de cadrage))

- R11 : CONCERNANT LA TRANSPARENCE GAEC : préciser les modalités de calcul de la mesure (source : 2007-2013 en continu Formation de l'administration, des Partenaires, des Bénéficiaires, Multiplicité des précisions sur « Guidance » (notes de cadrage))
- R8 : Paramétrage adéquat des outils ETAT MEMBRE -Effectivité de la mise à disposition des outils en conformité avec les exigences du PDRC. Dans le cadre des mesures « Surfaces » et «Hors Surfaces» vigilance accrue sur la disponibilité et l'adéquation des outils de gestion nationaux au regard des exigences du présent PDRC. (Source : DG AGRI 2011, DG AGRI 2013, CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014, Audit d'agrément DG AGRI J5 (juin 2014))
- R8 : Accessibilité pour l'OP comme pour l'AG aux informations relevant du 1er Pilier de la PAC nécessaires à la bonne gestion et au contrôle du PDRC. (Source : CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014)

AB 11.1 - Agriculture biologique (article 29) - Conversion AB

- R6 : Au moment de la 1ère demande de paiement, risque que la formation AB n'est pas été suivie (1er au 15 Avril). En effet les demandes de paiement peuvent être faites à compter du 1er Avril (source : Procédure réglementaire de Déclaration de surface et demande de paiement : entre le 1er avril et le 15 mai (+ 20 jours sous pénalités de retard))
- R3 : Contrat pluriannuel susceptible d'être rompu ou modifié (source : AUDIT J4 2012)
- R8 : Paramétrage adéquat des outils ETAT MEMBRE -Effectivité de la mise à disposition des outils en conformité avec les exigences du PDRC. Dans le cadre des mesures « Surfaces » et «Hors Surfaces» vigilance accrue sur la disponibilité et l'adéquation des outils de gestion nationaux au regard des exigences du présent PDRC. (Source : DG AGRI 2011, DG AGRI 2013, CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014, Audit d'agrément DG AGRI J5 (juin 2014))

- R8 : Accessibilité pour l'OP comme pour l'AG aux informations relevant du 1er Pilier de la PAC nécessaires à la bonne gestion et au contrôle du PDRC. (Source : CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014).

AB 11.2- Agriculture biologique (article 29) – Maintien AB

- R6 : Afin de déterminer la durée de l'engagement possible en MAB, il convient de s'assurer POUR CHAQUE SURFACE (quel qu'en soit l'exploitant annuité par annuité), l'historicité des opérations menées tant en SAB-M qu'en CAB (source : Spécificités du SIGC, et notamment le fait que les engagements sont pris sur chaque parcelle, et non par l'exploitant.)
- R3 : Contrat pluriannuel susceptible d'être rompu ou modifié (source : AUDIT J4 2012)
- R8 : Paramétrage adéquat des outils ETAT MEMBRE -Effectivité de la mise à disposition des outils en conformité avec les exigences du PDRC. Dans le cadre des mesures « Surfaces » et « Hors Surfaces » vigilance accrue sur la disponibilité et l'adéquation des outils de gestion nationaux au regard des exigences du présent PDRC. (Source : DG AGRI 2011, DG AGRI 2013, CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014, Audit d'agrément DG AGRI J5 (juin 2014))
- R8 : Accessibilité pour l'OP comme pour l'AG aux informations relevant du 1er Pilier de la PAC nécessaires à la bonne gestion et au contrôle du PDRC. (Source : CCCOP Exercices 2008-2013, SAI 2013-2014).

Suivi de la programmation 2014-2020

En raison des missions exercées par le service audit, notamment en matière d'avis et de conseil, le service a participé à de nombreuses réunions à l'invitation de l'OP comme de l'AG, tant au niveau régional que national et européen. Le service a ainsi apporté des éclairages juridiques, réglementaires et procéduraux en participant à l'analyse des problématiques rencontrées dans la mise en œuvre du programme.

On citera notamment :

- Participation aux échanges avec la Commission et l'Etat sur les audits d'apurement et de certification des comptes.
- Participation aux réunions des organismes payeurs sur l'évolution des systèmes d'information, la lutte contre la fraude, rencontre avec le

Parquet européen EPPO (European Public Prosecutor's Office), la Mission interministérielle de coordination anti-fraude MICAF.

Suivi des recommandations

Le SAI se charge de recueillir trimestriellement auprès des services qu'il a audités, les informations relatives à la mise en place des actions correctrices. Il assure un suivi et une expertise des réponses apportées par les entités concernées. En fonction des actions correctrices proposées, le SAI maintient ou lève la recommandation. Concernant les recommandations maintenues, elles font l'objet d'une analyse à chaque revue trimestrielle. A noter que seul le Directeur est en charge de la bonne mise en œuvre du plan d'action, le SAI n'ayant pas le pouvoir hiérarchique nécessaire.

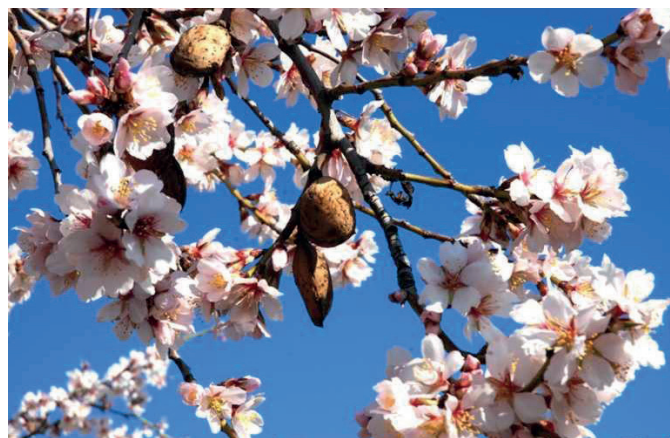
Mission d'expertise et de conseil

À travers les missions d'audit précédemment évoquées ou via les saisines des services partenaires du PDRC, le SAI a poursuivi ses travaux d'expertise et de conseil.

Conformément aux dispositions de la Charte de l'Audit Interne (révision Comité d'audit du 16 octobre 2020), le SAI a été saisi par les services instructeurs des mesures du PDRC de questions de conformité réglementaire.

Tout en s'attachant à ne pas prendre position, le SAI a émis des recommandations relatives à l'amélioration des procédures ainsi que des avis réglementaires.

À noter également, que pour répondre à la volonté de certains partenaires, le SAI est associé en tant que membre observateur à divers groupes de travail (SSI, Contrôles, Débiteurs...).



Division Contrôle

Les activités de la Division Contrôle et Instruction des Mesures Surfaciques (DCIMSS) s'inscrivent dans 5 thèmes étroitement liés :

- La démarche qualité et le contrôle interne ;
- Les contrôles réglementaires ;
- Le suivi des audits externes et la coordination de l'Organisme Payeur ;
- L'instruction des mesures surfaciques ;
- La gestion des créances ;
- Le traitement des dossiers contentieux.

La démarche qualité et le contrôle interne

Rappel du contexte et des objectifs

Suite à l'application de la norme ISO 9001 à l'OP ODARC, la démarche qualité est fortement orientée vers l'écoute et la satisfaction des bénéficiaires des aides publiques.

Cette démarche est un outil au service de :

- La transparence dans le traitement des dossiers d'instruction et de paiement ;
- L'amélioration de la satisfaction des bénéficiaires des aides, de nos financeurs et des autorités ;
- La réduction et la maîtrise des délais de paiements ;
- Le développement et la pérennisation de nos missions et activités ;
- Le positionnement durable de l'ODARC parmi les Organismes Payeurs nationaux et européens.

Les objectifs « qualité » généraux de l'OP ODARC fixés sont les suivants:

- Maîtrise des délais d'instruction des dossiers de paiement ;
- Certification des comptes sans réserves ;
- Apurement total des comptes par la Commission Européenne ;
- Réponse avec succès aux observations des instances extérieures de contrôle dans les délais impartis.

Cette certification a été réitérée suite à l'audit de suivi 1 du 10/05/2019, par l'organisme indépendant agréé « Bureau Veritas Certification ». L'obtention de la certification ISO 9001 version 2015 valide l'atteinte d'un niveau de confiance et de fiabilité fondamental pour le développement et la pérennité de nos activi-

tés. Cela confirme la place de l'ODARC dans le giron privilégié des établissements pour lesquels le système de management qualité a été évalué conforme aux exigences d'une norme internationalement reconnue et faisant référence.

Au-delà de la certification, l'implantation de cette démarche et l'application des outils spécifiques qu'elle implique, représentent une véritable valeur ajoutée mesurable dans nos méthodes de travail et permettent un renforcement de la satisfaction des bénéficiaires des aides, dans le cadre de notre mission première de service public.

Obtention de la Certification ISO 9001:2015

L'audit de suivi 1, réalisé par l'organisme indépendant agréé « Bureau Veritas Certification » a consisté en un examen du système de management de l'OP ODARC, de sa structure et de son fonctionnement. Il avait pour objectif :

- Confirmer que le système de management est conforme à toutes les exigences de la norme.
- Confirmer que l'organisme a mis en œuvre efficacement ses dispositions planifiées.
- Confirmer que le système de management est capable de réaliser les politiques et objectifs de l'organisation et évaluer les capacités du système de management à assurer que l'organisation de l'OP ODARC répond aux exigences légales, réglementaires et contractuelles.
- Identifier les domaines du système de management susceptibles d'être améliorés.

L'audit confirme que le système de management de la qualité de l'OP ODARC a une efficacité satisfaisante, une maturité satisfaisante à consolider et une adaptation satisfaisante. L'audit conclut aussi à la cohérence entre la politique, les risques, les opportunités, les objectifs et les cibles de l'organisme.

La Certification ISO 9001 version 2015 de l'OP ODARC est ainsi confirmée par le Bureau VERITAS.

Contrôle Interne et Qualité

Cartographie des risques par processus

Conformément à notre Charte de contrôle interne et qualité, nous avons procédé, pour chacun des processus de l'OP, suite à une analyse transversale de l'ensemble des activités d'instruction, de contrôle, de

décision, de paiement, à l'identification des risques puis à leur évaluation, en estimant leur occurrence et leur gravité.

A partir de cette cartographie des risques, la sélection des risques à surveiller et à auditer régulièrement est basée sur l'estimation des moyens et compétences mobilisés et des méthodes appliquées pour la réalisation des activités.

Cette cartographie des risques est utilisée lors des actions d'audit interne qualité et de contrôle interne ; à la suite de quoi elle est revue si besoin, en fonction des évolutions du processus et des résultats du contrôle.

Contrôle interne

Désormais, conformément à la revue de direction de mai 2021, les actions de contrôle interne intègrent d'avantage le contrôle interne et la qualité par un travail de « re-performance » des dossiers d'instruction des aides et des paiements.

Revue de processus

La revue de processus constitue un moment privilégié pendant lequel le pilote fait le point sur le fonctionnement de son processus, sur sa capacité à atteindre les résultats planifiés et sur sa capacité d'amélioration.

La Division contrôle a animé les revues de l'ensemble des processus de l'OP ODARC et enregistré les résultats des revues incluant les actions retenues d'amélioration et de progrès.

Chaque revue de processus a porté notamment sur :

- Revue des fiches processus.
- Evaluation des objectifs fixés (bilan de la performance du processus) : il a été retenu de procéder à la mesure des objectifs de l'ensemble des processus de notre système qualité, au moyen d'un tableau de bord. Ce tableau permet aux pilotes et acteurs des Processus de se situer par rapport à leurs objectifs, mesurés au moyen d'indicateurs. Ce tableau de bord permet également à la Direction d'apprécier la capacité du système de management à atteindre ses objectifs.
- Suivi des actions fixées précédemment et déclenchement de nouvelles actions (correctives, préventives, d'amélioration).

Outils de contrôle interne

Outils de paiements

La liasse « paiement », la liasse « constat de service fait » et la navette paiement sont les principaux outils de paiements développés. Ils font l'objet d'adap-

tations permanentes, qui prennent en considération les « remontées terrains » des agents chargés de l'instruction des demandes de paiements. Ces outils font également l'objet d'adaptations spécifiques à certaines mesures et suite aux demandes des Services instructeurs externes à l'ODARC. Ces outils ont fait l'objet, comme toutes les procédures, de mise à jour par rapport à la nouvelle programmation et d'évaluation de leur mise en application et de leur efficacité.

Dans le cadre de notre démarche qualité globale et de l'amélioration continue de nos méthodes, les liasses « paiements » et « constat de service fait » sont désormais attachées au logiciel 4D pour chaque dossier de paiements. Cette action permet, entre autre, un suivi plus pertinent de l'application de nos procédures.

Alertes-délais de l'OP

La procédure d'Alertes-délais est établie pour assurer la maîtrise des non-conformités dans les délais d'instruction, d'engagement et de paiement des dossiers.

Conformément à notre procédure documentée ISO 9001 « Mesures, analyses et Améliorations » (Annexe 2 du Manuel Qualité) il est procédé de façon périodique à :

- La revue des non-conformités des délais et la détermination de leurs causes ;
- L'évaluation du besoin d'entreprendre des actions pour que les non-conformités ne se reproduisent pas ;
- La détermination, la mise en œuvre et l'enregistrement des résultats de ces actions ;
- La revue des actions mises en œuvre sur la période précédente.

Pour les activités de l'OP les alerteurs délais sont un test bimensuel de la principale exigence des bénéficiaires des aides : le respect des délais de paiements.

Organisation du système Documentaire

Cet outil de management, qui est en même temps un support de travail et d'information, répertorie l'ensemble des documents clés utilisés et des procédures validées de l'ODARC. La documentation est mise à jour et consultable sur le serveur de partage informatique de l'ODARC. Il facilite l'accès de tous les agents aux principaux documents clés relatifs à nos activités. Il comporte quatre parties :

- Références réglementaires : circulaires, procédures et règlements externes.
- Procédures de l'OP ODARC : procédures propres à chaque processus interne, documents du SMQ.
- 4D

- Outils de paiements

Une mise à jour exhaustive de cette base de données documentaire est régulièrement effectuée.

Les contrôles réglementaires

Contrôle sur place HSIGC :

Par application du règlement n°1306/2013 et au vu de l'organisation générale des services de l'ODARC, la division contrôle est chargée d'effectuer les contrôles des mesures hors surfaces selon deux modes :

- Les contrôles sur place « avant paiement final » qui couvrent au moins 5 % des dépenses qui sont déclarées chaque année civile à l'organisme payeur. 30 à 40% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.
- Les contrôles sur place « ex-post » qui couvrent au moins 1 % des dépenses qui concernent les opérations d'investissement soldées qui sont encore subordonnées à des engagements. Seuls les contrôles effectués durant l'année civile en question sont pris en considération. 20 à 25% des montants à contrôler sont sélectionnés de façon aléatoire.

Les contrôles s'effectuent dans le respect d'un ou plusieurs plans de contrôle.

Au total, ce sont 21 contrôles qui ont été sélectionnés (13 en « avant paiement final » et 8 en « ex-post ») dans le cadre de l'établissement des plans de contrôle 2021.

Contrôle SIGC :

Compte tenu de la crise sanitaire, le taux de contrôle des mesures surfaciques a été abaissé de 5% à 3%. Ainsi au titre de la campagne PAC 2021, 60 exploitations ont fait l'objet d'un contrôle sur place au titre du RDR.

Contrôles relatifs au respect des règles de la commande publique

L'article 48 du règlement 809/2014 dispose que :

- 1. « Des contrôles administratifs sont effectués pour toutes les demandes de soutien [=demandes d'aide], demandes de paiement et autres déclarations qui doivent être introduites par un bénéficiaire ou par un tiers et couvrent tous les éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre des contrôles administratifs. [...] »
- 2. « Les contrôles administratifs des demandes de

soutien assurent la conformité de l'opération avec les obligations établies par la législation de l'Union ou la législation nationale ou par le programme de développement rural, y compris dans le cadre de marchés publics, des aides d'État et des autres normes et exigences obligatoires ».

Si la réglementation communautaire pose comme principe que le contrôle de conformité du marché public est effectué au stade de la demande d'aide, elle indique également qu'à chaque stade, l'étendue du contrôle est tributaire des éléments qu'il est possible et approprié de contrôler dans le cadre de ces contrôles. Par conséquent, les autorités de gestion ont une latitude pour établir dans leurs procédures à quel moment du contrôle administratif (demande d'aide et/ou demande de paiement) les points de contrôles doivent être vérifiés.

En conséquence dans le cadre de la mise en place de la programmation 2014-2020 et conformément à l'article 62 du règlement UE 1305/2013 la commission a normé un risque « R4 : marchés publics ». Une note de cadrage approuvée par délibération n° DEL1703220 CE du Conseil Exécutifs en date du 25 avril 2017 a permis d'appréhender le risque déclaré par la commission en explicitant les mesures d'atténuation mises en place pour le Programme de Développement Rural de la Corse.

Afin d'éviter toute confusion erreur d'interprétation et donc absence de couverture du risque déclaré par la Commission en concertation avec l'Organisme payeur, l'autorité de gestion et ses services instructeurs peuvent s'appuyer sur une entité spécialisée de l'Organisme payeur au sein de la Division Contrôle.

A cet effet la division contrôle a mis en place un dispositif de veille juridique spécialisée dans le domaine du droit de la commande publique qui intègre naturellement la veille législative, réglementaire et jurisprudentielle.

Pour l'année 2021 la division contrôle a été saisie par les services instructeurs à de nombreuses reprises et le nombre de dossiers ayant fait l'objet d'un contrôle du respect des règles de la commande publique se décompose comme suit :

Type De Marchés	Nombre De Marchés Publics Expertisés *
Procédure adaptée	42
Procédure formalisée	22
Total	64

* un lot = 1 marché

Suivi des audits externes et coordination de l'Organisme Payeur

En sa qualité de coordonnateur de l'Organisme Payeur ODARC, la Division Contrôle est l'interlocuteur des corps de contrôles externes. A ce titre, elle a participé à la planification des audits externes, suivi la réalisation des audits, et répondu aux recommandations faisant suite aux audits.

Au vu de l'évolution des lignes directrices, avec notamment l'introduction des normes « Légalité et Régularité », les travaux de certification des comptes représentent un enjeu considérable pour l'ODARC. Ces travaux sont suivis et coordonnés par la DC-MIS, ils nécessitent un fort investissement et sont très chronophages.

L'instruction des mesures surfaciques du RDR

Conformément à l'article 74 du règlement 1306/2013, la Division Contrôle de l'organisme payeur ODARC est chargée de l'instruction des aides surfaciques du RDR depuis 2015, soit la moitié du budget du programme de développement rural de la Corse.

La gestion des créances

La gestion des créances est réalisée dans le cadre des fonctions d'Organisme Payeur du FEADER exercées par l'ODARC. Elle concerne les irrégularités et la récupération des sommes indûment versées dans le cadre du financement de la politique agricole commune, ainsi que l'organisation d'un système d'information dans ce domaine. La procédure de gestion des créances est mise à jour régulièrement au regard des dernières observations.

Traitement des dossiers contentieux

La Division Contrôle est chargée de la gestion et du suivi des affaires contentieuses relatives aux aides gérées par l'ODARC et subsidiairement des recours gracieux. A ce titre, elle est chargée de l'analyse juridique réglementaire et technique des requêtes, de la préparation des mémoires et saisine d'avocats. Elle est force de proposition quant aux suites à donner aux décisions de justice (appel, pourvoi) et de la mise en œuvre de l'exécution des décisions de justice. L'activité contentieuse prise en charge par la Division Contrôle est stable pour l'année 2021 : 5 recours introduits en 2021 (2 recours devant le tribunal administratif de Bastia, 2 recours devant la Cour Administrative d'Appel de Marseille et 1 pourvoi en Cassation)



AR CONTROLE DE LEGALITE : 02A-330355736-20220620-356-DE
en date du 28/06/2022 ; REFERENCE ACTE : 356

CULLETTIVITÀ DI **CORSICA**
COLLECTIVITÉ DE **CORSE**

Uffiziu di u Sviluppu
Agriculu è Rurale di Corsica
Office du Développement
Agricole et Rural de Corse

Av. Paul Giacobbi - 20601 Bastia Cedex
04 95 30 95 30

www.odarc.corsica